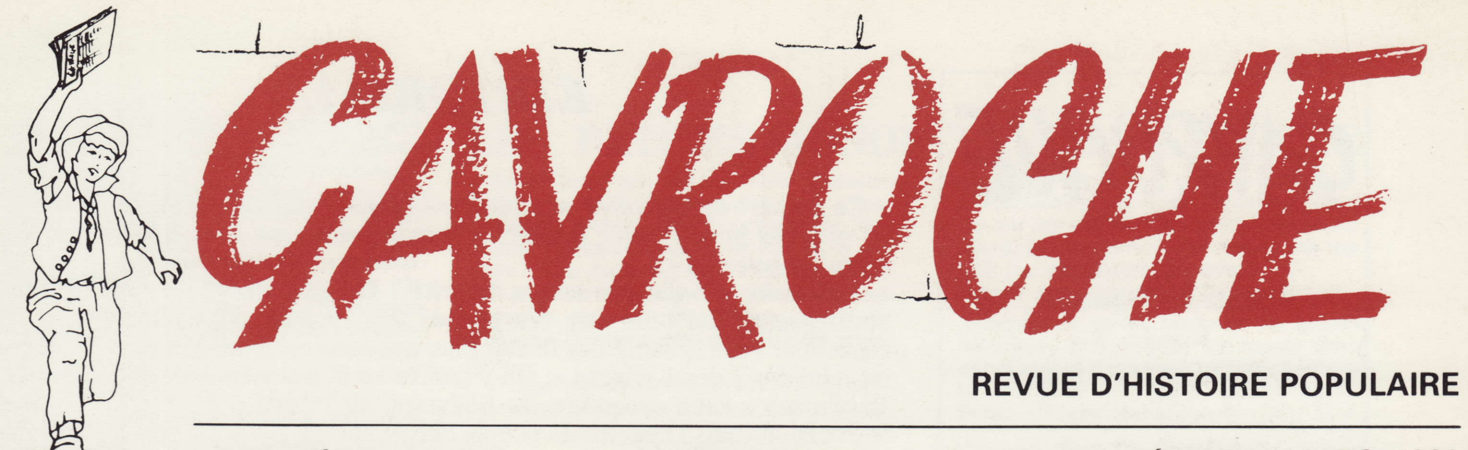


REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMÉRO : 18 F. BIMESTRIEL N° 8 - FÉVRIER / MARS 1983

DANS CE NUMÉRO

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 8

Février - Mars 1983

Publication des
Editions Floréal
61, Rue F.D.-Roosevelt
27000 Evreux

Directeur de la publication :
Jean SANDRIN

Rédacteur en chef :
Hervé LUXARDO

Directeur administratif :
Georges PELLETIER

Fabrication et maquette :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro
de Luc Willette,
Michel Renaud, Marylène Jouvet,
Jean Sandrin, Béatrice Giblin,
J. Perrel, J.-G. Fichau,
Georges Pelletier.

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Les manuscrits ne sont pas
renvoyés.

Imprimé en France

Composition : Imprimerie HÉRISSEY
à Évreux
Impression : Imprimerie ANDRÉ
Le Neubourg

Illustration de couverture :

La « bouille », gravure du début du 20e siècle (voir en page 38 la carte de l'alcoolisme en France en 1903).

Crédits photographiques :

Roger Viollet, pages
9, 12, 14, 17, 18, 19.

Les autres documents sont la propriété des auteurs ou proviennent des archives des éditions Floréal.

ÉDITORIAL

Ce numéro de *Gavroche* se situe dans l'année à cheval sur l'hiver (« tueur de pauvres gens ») avec février, et sur le printemps avec mars (« qui rit entre les averses »).

L'Histoire a-t-elle une saison favorite ? Laissons-en l'étude précise aux statisticiens. En tous cas, les grands événements ne semblent pas se regrouper sous le signe des frimas plus que sous celui des grandes chaleurs ou celui des « demi-saisons ». On y trouva au fil des siècles un 14 juillet, un 18 brumaire, un 2 décembre, un 6 février, un 1er mai...

Pourtant dans l'histoire du peuple l'hiver semble jouer un rôle capital, un rôle meurtrier. Trop longtemps, les luttes populaires furent des luttes pour simplement survivre, en dépit du froid, de la faim, des loups parfois, de la guerre souvent.

Puis le printemps revenait, chassant le froid mais réveillant virus et bacilles : les épidémies frappaient souvent en mars. L'été suivait, et les soudures souvent difficiles préparaient les grandes révoltes. Après l'automne aux froidures croisssantes, l'hiver à nouveau s'appesantissait...

À travers ce cycle maintes fois évoqué, la vie de nos aïeux nous apparaît bien dramatique, à nous qui ne savons plus ce que c'est qu'une épidémie, une famine, le passage des soudards. D'autres peuples le savent encore, il est vrai, en cet an de grâce 1983.

Ce retour éternel s'entrecoupait toutefois de fêtes, le plus souvent religieuses, dont certaines rythment encore l'année laïque. La difficulté de vivre n'étouffait pas toute joie ; la solidarité aidait à supporter les peines. On vivait, on chantait, on luttait pour des jours meilleurs.

Aujourd'hui nous recherchons les témoignages de cette vie populaire si dure, si riche et si diverse, dont découle la nôtre. Témoignages qui deviennent vite rares quand on remonte le temps — tout au moins les témoignages directs. N'est-ce pas notre devoir, à nous qui sommes attachés à cette histoire du peuple, de fixer tout ce qui peut l'être encore du passé ?

Quant au présent, on peut plutôt craindre pour les historiens de l'avenir une surabondance de documents de toute nature. Mais tout sera alors informatisé, audio-visuel, tri-dimensionnel peut-être et sans doute automatisé. Souhaitons seulement à ces héritiers hyper-assistés de prendre à cette histoire-là le même plaisir que nous éprouvons à la simple lecture d'un papier jauni par le temps.

Gavroche.



Ce numéro comporte une pagination accrue, et nos lecteurs apprécieront certainement ce désir de « leur en donner plus ». Hélas ! le prix de Gavroche, inchangé depuis un an, doit lui aussi subir un accroissement. Désireux de limiter la répercussion des hausses des coûts, nous avons fixé ce nouveau prix au numéro à 18 F, tout en gardant inchangé jusqu'à fin mars le prix de l'abonnement. Profitez-en pour vous abonner !

CHANSON DE NOCE
(Hautes-Alpes)

Nous vous offrons un beau bouquet de roses, (bis)
Environné des leurs et de jasmins :
C'est pour bannir, la bell'tous vos chagrins.

Nous vous offrons de pommes, puis d'amandes, (bis)
Prenez, mangez, servez-vous sans façon ;
Et puis goûtez si notre vin est bon.

Buvons un coup à la santé des filles, (bis)
Sans oublier ces beaux amusements
Que nous prenions, la belle, dans un temps.

Jeune-z-époux d'une épouse accomplie, (bis)
Aimez-vous bien et Dieu vous aimera ;
Aimez la paix et Dieu vous bénira.

Allez, partez, commencez le ménage, (bis)
Allez, partez, vivez plus de cent ans,
Environnés des plus charmants enfants.

LES SOULÈVEMENTS DE 1851

DANS LES CAMPAGNES

Le 2 décembre 1851, le Prince-Président Louis Napoléon Bonaparte, élu en 1848, organise un coup d'État. Il viole la constitution de la Seconde République, dissout l'Assemblée Nationale et fait arrêter les chefs de la gauche républicaine. Il rédige alors une nouvelle constitution qui installe son pouvoir personnel, tout en restaurant le suffrage universel.

Pour les uns, le neveu de l'Empereur Napoléon Ier a sauvé, par son initiative, la Société française, mis fin à « l'anarchie » qui régnait depuis 3 ans, « stabilisé » une France déséquilibrée par la Constitution de 1848 et, au prix d'une « petite » opération de police, permis au pays de s'adapter à la révolution industrielle et de connaître une « période de prospérité inouïe ». Pour les autres, ce coup de main mené par une poignée d'aventuriers sans scrupules a confisqué la République pour faire triompher le capitalisme. Les classes populaires parisiennes massacrées quelques mois plus tôt, lors des journées de juin 1848, n'ont pas bougé pour défendre une République qui n'était pas la leur (1). Des bourgeois libéraux ont dressé quelques barricades ; le député Baudin est mort sur l'une d'elles pour montrer que l'« on meurt pour 25 francs par jour ». Victor Hugo exilé a écrit « les Châtiments » et « l'Histoire d'un Crime ».

Mais quelle que soit l'optique, nombre « d'études » historiques ont un point commun : elles sont toujours parisiennes. Comme « les 3 Glorieuses », comme « la révolution de 48 », comme la Commune, le coup d'État du 2 décembre serait une affaire strictement parisienne, que la Province aurait regardée de loin avant de l'approuver dans l'enthousiasme !

« Cannibalisme » ou « Jacquerie » ?

Et pourtant, il est incontestable que près d'un tiers de la France s'est soulevé pour défendre la République et s'opposer au coup d'État. Et tandis qu'approuvé par le plébiscite de la mi-décembre 1851, le Prince-Président assistait à Notre-Dame de Paris à un gigantesque *Te Deum,* sur certaines régions de France continuait de flotter le drapeau rouge des soulèvements populaires.

Les contemporains, eux, ne s'y étaient pourtant pas trompés. Ces soulèvements de la Province, inattendus, ont causé aux « honnêtes gens » une frayeur considérable. « La Jacquerie venait de lever son drapeau », écrit M. de la Guernière, futur sénateur de l'Empire. Il poursuit. « Des bandes d'assassins parcouraient les campagnes, marchaient sur les villes, tuaient, laissant partout l'horreur de crimes abominables qui nous reportaient aux plus mauvais jours de la barbarie. Ce n'était plus du fanatisme, c'était du cannibalisme. » Un autre note dans son journal : « Il y a eu d'horribles jacqueries dans les villes de provinces... On a eu de graves désordres à déplorer, des pillages, des viols, des assassinats... »

Voilà donc que l'histoire du « Coup du 2 décembre » change soudain complètement d'éclairage. Des dizaines de milliers de ruraux qui prennent les armes ; sonnent le tocsin, se groupent derrière des drapeaux rouges, alors que dans toutes les villes, les ouvriers restent silencieux et immobiles, le fait est suffisamment exceptionnel dans l'histoire de notre 19e siècle pour que l'on s'y arrête quelque peu et que l'on recherche pourquoi et comment ces « Jacqueries » ont pu se produire ?

Or, ces soulèvements provinciaux ne sont pas nés brutalement et par hasard. Ils étaient pratiquement inéluctables, compte tenu de la situation économique et sociale des campagnes en 1851, et le plus intelligent des acteurs du coup d'État, Morny (demi-frère de Louis-Napoléon) s'y attendait et les redoutait.

« Plantaren Farigoulas, la montagne flourira »

La situation des paysans est catastrophique. Depuis 1845, une crise économique ravage le pays. Deux mauvaises récoltes successives ont soulevé le vieux spectre de la famille et l'on a pu voir en 1847 des émeutes de la faim qui rappelaient les plus mauvais jours de la fin du 18e siècle. Mais si la crise industrielle prend fin assez vite, la crise agricole se prolonge et s'aggrave. En 1851, le prix des denrées agricoles atteint le cours le plus bas jamais connu : le blé qui valait 29,46 F l'hectolitre en 1847 chute à 14,33 F et le vin tombe de 40,85 à 28,08 F. Soit, pour les paysans, une baisse de 50 % environ de leurs revenus, avec le cortège habituel des conséquences : emprunts à des taux usuraires, hypothèques, saisies, expulsions, misères...

Les documents sont rares sur les soulèvements de 1851 en province. Le lecteur nous excusera d'illustrer cet article de gravures de barricades parisiennes. Cette gravure, comme celles qui la suivent, est extraite du nº du 13 décembre 1851 de l'*Illustrated London News,* dont un collaborateur fut le témoin oculaire des événements.
Ici, la barricade de la rue des Grandes Audriettes.



(1) Mais il ne faut pas oublier les insurrections ouvrières de la province, comme celle *d'avril 1848* (2 mois *avant* celle de juin...) à Rouen, appelée par Blanqui *« la St-Barthélemy rouge ».*


*680 THE ILLUSTRATED LONDON NEWS. [Dec. 13, 1851.

NO. 7.—THE MONSTER BARRICADE OF THE PORTE ST. DENIS.

were insufficient to drive the people into their houses; the windows and the balconies continued to be busily occupied. At length, however, two or three successive motions of the hand from the general who was superintending the manœuvres of the troops gave warning that danger was at hand, and the greater number of the curious retired from the windows, although those in the *balcon* of the Café du Cardinal failed to take the hint; and it was not till two tremendous volleys of musketry made the Boulevards ring again, that they became aware of the peril to which they stood exposed, and scrambled through the windows of the *première étage*. Those who have been to Paris will remember that the Café du Cardinal forms the *rez de chaussée*, or ground-floor, of an enormous house, half of which faces the Boulevards and the other half the Rue de Richelieu. The remainder of the house, from the first floor upwards, belongs to M. Brandus, the most extensive music publisher in Paris, who has recently leased the premises, and constructed, perhaps, the largest and handsomest *magasin* of its kind in Europe. It was in the *balcon* which appertains to this *magasin* that I was stationed, in company with seven or eight others, watching the evolutions of the troops the magnitude and variety of which surprised everybody, in a quarter of the Boulevards from which usually little danger is anticipated in revolutionary times. To our astonishment and no small discomfort, our escape from the balcony of the music-shop of M. Brandus had only interposed the walls and windows between our persons and the threatened danger. The fire was now immediately directed against the house in

NO. 8.—BARRICADE OF THE FAUBOURG ST. ANTOINE.

Les barricades de la porte Saint-Denis et du faubourg Saint-Antoine.

La première moitié du 19e siècle a été, d'une manière générale, une période néfaste pour la petite paysannerie. Le retour des nobles, en 1815, marque un coup d'arrêt dans la constitution des petites exploitations agricoles. Les nobles rachètent les meilleures terres et tentent de reconstituer leurs domaines confisqués lors de la Révolution de 1789. La bourgeoisie triomphante de 1830 en fait autant. Les revenus de la terre sont confisqués par de riches citadins, lesquels se montrent beaucoup plus durs que les anciens seigneurs d'avant la Révolution. Les procès en matière de vaine pâture se multiplient durant la première moitié du 19e siècle. Les terres et usages communaux continuent à être grignotés par les riches propriétaires. L'État, de son côté, accapare les forêts communales et y interdit les pratiques communautaires.

En 1850, dans toute l'Ile-de-France, la Bretagne, la Normandie, les petits paysans ont de plus en plus de mal à vivre du seul revenu de leurs terres. Dans tout le centre, le sud-ouest et le sud-est, les conquêtes paysannes de 1789 sont remises en cause.

C'est alors qu'apparaît, dans les années 1850, un phénomène extraordinaire : l'irruption des ruraux dans la vie politique. La constitution de 1848 donnait soudain à quelques millions de ruraux, le plus souvent analphabètes, le droit de vote, et leurs voix allaient peser lourd dans la balance. Bien sûr, par habitude, par inexpérience, bon nombre d'entre eux, en particulier dans l'ouest, voteront selon les indications données en chaire par le curé, ou selon les instructions du hobereau local, mais dans d'autres régions, en particulier dans le sud, leur vote a une autre portée.

Cette France rurale dont la situation économique ne cesse de se détériorer depuis 1845 et qui accède soudain à la vie politique, ce sont les paysans, bien sûr, mais ce ne sont pas que les paysans. Un village ou un bourg, il y a un peu plus d'un siècle, c'est aussi des artisans indispensables : charrons et maréchaux-ferrants, maçons, cordonniers, sabotiers, menuisiers, bûcherons, tonneliers, etc. Habitant les villages mêmes ou les petites villes de 2 000 ou 3 000 habitants dans lesquelles le marché hebdomadaire rassemble tout le monde, ces artisans sont en contact étroit avec la paysannerie. Ils commencent à prendre l'habitude de se réunir, pour « discuter politique », et leur prise de conscience est rapide. Analysant la répression qui suivit le Coup d'État, l'historien Vigier donne des chiffres révélateurs : pour 5 500 cultivateurs et 1 850 journaliers agricoles condamnés, il relève 1 300 cordonniers et sabotiers, 880 menuisiers, 1 100 tailleurs et tisserands...

Ces artisans ruraux présentent encore deux caractéristiques essentielles : beaucoup plus souvent que les paysans, ils savent lire et sont donc accessibles à une propagande par voie de presse, et d'autre part, ils constituent le fond même des organisations populaires traditionnelles et notamment les cercles et « chambrées » du Sud-Est de la France. Dans ces sociétés républicaines, où s'illustrent des avocats, des médecins démocrates, on se réunit fréquemment pour lire les journaux, manger, boire et chanter. Chaque village en a plusieurs, qui pour la plupart deviennent des sociétés secrètes, dont l'activité consiste aussi à parcourir les campagnes le dimanche pour y distribuer journaux et consignes. Dans le Var, on n'en compte pas moins de 786 dès 1842.

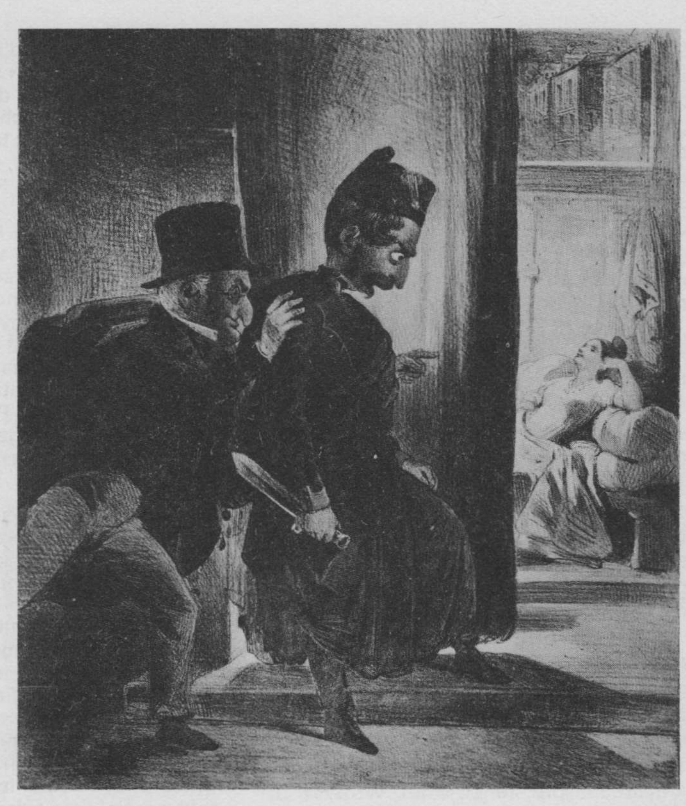
Dans la lutte qui l'oppose au « Parti de l'Ordre », le parti républicain dispose avec cette population rurale d'un énorme potentiel qu'il exploitera plus ou moins bien. Dans les régions industrialisées du Nord, de l'Est ou du Lyonnais, le parti républicain mise essentiellement sur les villes et la population ouvrière. Par contre, dans certaines régions, les militants locaux vont entreprendre une véritable « croisade » pour sensibiliser et organiser la campagne. Le meilleur exemple est fourni par le département des Basses-Alpes. Dès 1848, le parti montagnard y envoie un militant de choc : Langomazino. Cet ancien ouvrier chassé de l'Arsenal de Toulon pour y avoir fomenté une grève va joindre ses efforts à ceux d'un enfant du pays, Ailhaud de Volx, ancien garde général des Eaux et Forêts révoqué pour son action politique. Durant trois ans, ces deux hommes vont sillonner ce département essentiellement rural, allant de mas en mas, de village en hameau, visitant toutes les chambrées, tenant des réunions dans ces petites villes de quelques milliers d'habitants que sont Manosque, Sisteron, Forcalquier. Le ton est clair : « Jusqu'à ce jour, le peuple n'avait

pas eu de patrie. Était-elle une patrie pour lui, cette terre inhospitalière où, obligé de vivre en paria, il était encore soumis à une loi presque toujours dirigée contre ses intérêts ? Que le peuple, gardien de la propriété des riches, ne soit pas toujours à l'avenir privé de toutes les jouissances ». Ce discours n'a pas été prononcé au Faubourg Saint-Antoine par Barbès, Raspail ou Blanqui, mais à Manosque, le 17 mars 1848, par un liquoriste, Buisson. Quant à Ailhaud, il achève un banquet républicain en portant un toast « A l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ! ». Partout il répète le mot d'ordre « Plantarem Farigoulas, la montagne flourira ! »

Les résultats de cette campagne ne se font pas attendre. Les unes après les autres, les villes, bourgs et villages adhèrent non seulement au parti républicain, mais à son aile la plus à gauche, et le département, éloigné de tout centre industriel, devient « rouge ». Chaque élection municipale marque un nouveau succès. Le journal du Parti de l'Ordre constate le 6 mai 1849, effrayé : « Il n'est pas un bon citoyen qui ne frémisse en voyant avec quelle activité impie le parti qui a déclaré la guerre à la société se dévoue depuis quelques temps à la démoralisation de nos campagnes. »

Cette activité militante des « socialistes » se double d'ailleurs d'une action moins visible, mais qui effraye encore plus les « honnêtes gens » : la constitution de sociétés secrètes. Toute la politique du Prince-Président et de l'Assemblée législative, de 1849 à 1851, tendait à empêcher la propagande républicaine ; Ailhaud et Langomazino vont, à partir du tissu traditionnel des chambrées, développer la Société de la Montagne. Par centaines, les ruraux vont adhérer à cette organisation qui, accompagnée de tout un cérémonial romantique (serments terribles, yeux bandés, tradition Carbonari) donne aux régions une structure particulièrement solide. C'est d'ailleurs en participant à une tentative de fédération des sociétés secrètes du Sud-Est que Langomazino se fera arrêter, et déporter en Nouvelle-Calédonie en 1850.

Gravure du temps : *« Scène renouvelée des Grecs : Ils n'ont pu la séduire, ils veulent... !!! »*



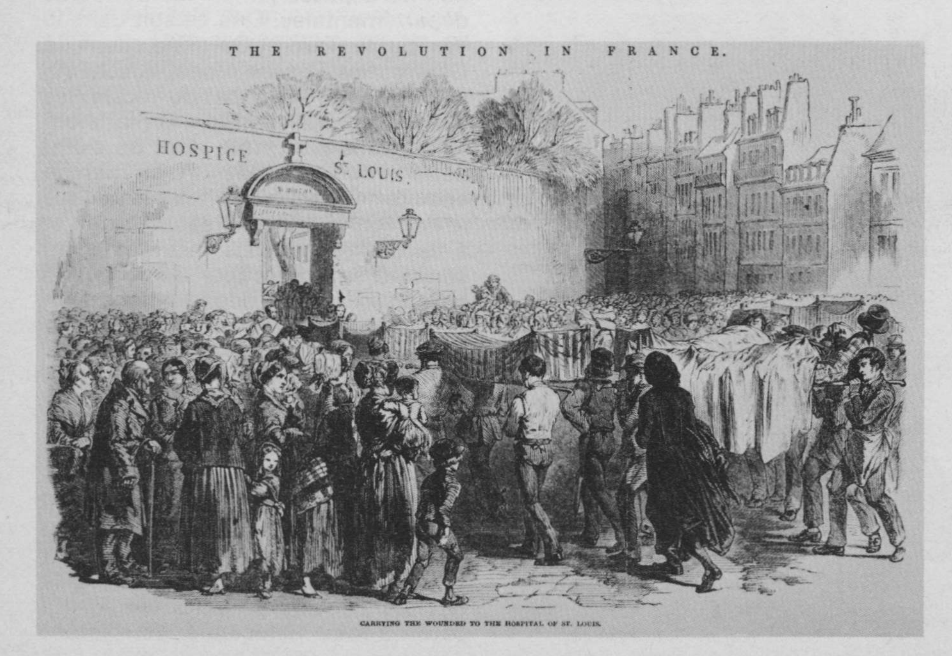
Violents incendies dans le Midi

Si les faubourgs ouvriers des grandes villes, décimés en 1848 et 1849, surveillés par d'importantes forces de police et par l'armée, ne bougent guère le 2 décembre 1851, cette France rurale enlisée dans la crise, « convertie au socialisme », enivrée d'espoir et plus ou moins organisée, va, elle, se soulever dès que lui parviendra la nouvelle du coup d'État. Non pas tant pour défendre une constitution qui ne la concerne guère, mais parce que cet affrontement, elle l'attend depuis trois ans. Il ne s'agit pas d'une simple résistance, mais de la lutte inéluctable et attendue qui doit permettre l'avènement de la République des Paysans selon la chanson, alors sur toutes les lèvres, de Pierre Dupont :

« Oh, Quand viendra la Belle ?
Voilà des mille et des cent ans
Que Jean Guettré t'appelle
République des Paysans. »

Si l'ampleur du mouvement est incontestable, l'insurrection rurale est loin d'avoir été générale. La Lorraine, la Champagne, la Picardie, l'Ile-de-France, la Normandie, la Bretagne, la Vendée, le Poitou n'ont connu qu'une mince effervescence. Absence quasi-totale de parti républicain, poids de l'église (notamment dans l'Ouest), puissance du mythe napoléonnien (incontestable en Lorraine, en Normandie, dans les Charentes). Ces régions ont, pour certaines, adhéré au coup d'État ; pour d'autres, l'ont regardé sans grande hostilité. De petits mouvements très localisés ont parcouru l'Orléanais, le Jura, la Bourgogne, que la gendarmerie locale a pu contenir sans avoir besoin de faire appel à l'Armée. En fait, l'insurrection s'est étendue sur trois territoires : le centre de la France, avec comme épicentre la Nièvre ; l'axe Bordeaux-Montpellier ; et toute la Provence, de Valence à Saint-Tropez, mais avec des amplitudes bien différentes.

Dans le Centre, les foyers sont très limités et d'autant plus violents. Ainsi dans la Nièvre, l'insurrection républicaine née à Clamecy n'en sortira pas. Bien au contraire, les républicains feront appel aux paysans d'alentour qui convergeront sur Clamecy dont on



« On porte les blessés à l'hôpital Saint-Louis. »

s'est emparé et où l'on attend de pied ferme les forces de l'ordre. Lorsque, comme au Donjon, l'on quitte la ville pour marcher sur la sous-préfecture, il ne s'agira que d'un « raid » et l'on se repliera aussitôt. Ces mouvements sporadiques sont pourtant ceux qui ont le plus effrayé les « honnêtes gens » de Paris (voir encadré). Sans doute par leur proximité relative de la capitale et par leur violence.

Le Sud-Ouest a connu un mouvement d'une tout autre ampleur : agitations à Bergerac, Périgueux, Montauban, Cahors, Rodez, Millau, Figeac ; soulèvement armé dans tout le Lot-et-Garonne et le Gers ; bataille rangée à Auch ; flambée particulièrement dure dans l'Hérault. L'Armée à dû intervenir avec énergie pour empêcher tous ces foyers de s'étendre et d'enflammer toute la région de Bordeaux à Montpellier et Nîmes.

D'autant que cette insurrection venue des rives de la Garonne et prolongée dans l'Hérault et le Gard eût alors fait sa jonction avec l'incendie qui embrase la Provence. Car si les paysans du Vaucluse ont été rapidement « matés » par le colonel Vinay (l'un des futurs massacreurs de la Commune !), la Drôme a connu de dures batailles rangées entre forces de l'ordre et républicains.

Crest encerclé, le Var soulevé

Dans les régions lyonnaise, valentinoise et de Montélimar, le coup d'État est à peine annoncé, que déjà des régiments les quadrillent.

Ce n'est pas le cas de Crest (Drôme) où, dans la nuit du 3 au 4 décembre, les militants républicains manifestent par « des chansons socialistes ». La gendarmerie qui est intervenue doit se replier dans la caserne... À La Clastre, on bat la générale, les municipalités voisines répondent en sonnant le tocsin. C'est alors que le préfet pense couper court à l'insurrection naissante en envoyant à Crest un détachement d'artillerie et d'infanterie. Les « suspects de socialisme » sont aussitôt arrêtés. Le 6, les campagnes d'alentour réagissent. Des chemins, des champs, les villageois accourent au son du tocsin. Près d'Aouste, au nord-est de Crest, une colonne d'insurgés se heurte à la troupe. Les combats durent toute la nuit ; on relève plus de 50 blessés. Pendant ce temps, un deuxième groupe d'insurgés, venu de Crâne, est arrêté par l'artillerie sur le pont de Crest. Il doit s'enfuir en abandonnant 2 morts. Au petit matin du 7, environ 1 600 hommes, traversant la forêt de Saou, se dirigent sur Crest. Ils sont rejoints par plusieurs centaines de ruraux remontant du sud. L'attaque de Crest commence. Pendant deux heures, les combats font rage. En vain, des insurgés tentent de forcer le pont. Ils doivent encore se replier.

Au sud-ouest, proche de Montélimar, un millier d'insurgés venus de Marsanne, Salettes, Sauzet, obligent, le 8 décembre, le sous-préfet, à la tête de 300 militaires, à s'enfermer dans le village de Saint-Michel. De nombreux rassemblements de paysans et d'artisans ont encore lieu dans le sud, à Donzère, et à l'est, près de Luc-en-Diois ; mais le manque de liaison entre les révoltés effiloche le mouvement. Ainsi des rassemblements éphémères ont-ils lieu dans la région de Die ; la nouvelle de l'échec de Crest arrête l'élan insurrectionnel. Le 9, tout est fini ; les prisonniers sont légions. Pour annihiler toute tentative de résistance et terroriser le peuple, on emploie les grands moyens : à Saillans, deux canons sont pointés sur la place du village pour arrêter... un homme !

Dans le Var, c'est une armée de plusieurs milliers d'hommes qui s'empare de tout le centre du département et de la grande route d'Italie. À l'annonce du coup d'État, les villages et les bourgs qui s'échelonnent entre Toulon et Draguignan prennent les armes. Le 4, tout le monde est persuadé que Paris et les grandes villes résistent. Aussi les « Rouges » vivent-ils l'insurrection comme une révolution. Dans toutes les communes, les insurgés, après avoir désarmé et arrêté les gendarmes, destituent les autorités municipales conservatrices ainsi que tous les suspects « de royalisme et de bonapartisme ». Des émissaires sont chargés d'avertir les fermes et les villages voisins. L'atmosphère est bon enfant ; c'est en dansant la farandole que l'on célèbre la chute des autorités réactionnaires.

Au bourg du Luc, les habitants réunis autour de l'arbre de la liberté élisent un nouveau conseil municipal. À la Garde-Freinet, un ouvrier et un chirurgien, à la tête d'une colonne de 450 personnes, drapeau en tête, le tout au rythme d'une fanfare, se dirigent vers le nord du département. Vingt-deux « otages » les accompagnent. L'ordre a été donné de se concentrer sur Vidauban qui va accueillir près de 2 000 insurgés. Ceux-ci viennent aussi bien des cantons de Bresse, de Fréjus, que de Salernes. Ils vont alors accomplir une longue marche jusqu'à Aups, plus au nord. Au passage, ils s'emparent de la « très réactionnaire Lorgues ». À Salernes, les habitants les accueillent comme des libérateurs. On s'embrasse et on pleure d'émotion. Mais déjà, des dissensions apparaissent dans la colonne. Tandis que les bourgeois appellent à la résistance légale, les classes populaires entendent bien aussi combattre les riches propriétaires. Cela n'empêche pas, le 9 décembre, une centaine de Brignolais de se joindre à l'armée révolutionnaire. Cette dernière doit modifier sa stratégie : comme on ne peut prendre la préfecture tenue par l'armée, on se dirigera sur les Basses-Alpes. Il est alors décidé d'aller d'abord se reposer à Aups, « village blanc », qui est occupé sans problème. Mais le relâchement de la discipline et un certain désenchantement des résistants (on vient d'apprendre que le reste du pays a cessé toute résistance) permettent à l'armée de surprendre Aups. C'est la débandade, d'autant que quelques heures auparavant, la troupe a intercepté 800 insurgés qui patrouillaient dans la région. Il y a une quarantaine de tués et une centaine sont faits prisonniers ; ceux qui ont pu s'échapper sont pris en chasse par la cavalerie. Seuls, quelques 400 hommes réussissent à se réfugier dans le Piémont italien...

C'est donc, en tout une bonne vingtaine de départements qui vont, entre le 4 et le 5 décembre, prendre les armes contre Louis-Napoléon. Et quelle que soit l'ampleur du mouvement, on retrouve dans chaque cas un certain nombre de caractères communs.

On peut remarquer que l'insurrection ne dépasse jamais les frontières départementales. Que ce soit dans le Var ou le Tarn-et-Garonne, dans le Gers ou les Basses-Alpes, le schéma est le même. À l'appel du tocsin, les villageois se rassemblent et marchent sur la sous-préfecture dont on s'empare. Si l'on est assez fort, on marche ensuite de chaque arrondissement sur la Préfecture, mais un seul endroit, et à aucun moment les insurgés n'ont songé à se préoccuper de ce qui se passait dans les départements voisins. Ainsi, l'armée républicaine du Var se fera écraser à Aups à quelques kilomètres des Basses-Alpes dont 10 000 insurgés sont maîtres.

Cette mosaïque d'insurrections départementales révèle l'absence totale de mot d'ordre national. Pour justifier le coup d'État, Morny expliquera qu'il n'a fait que devancer l'insurrection générale des « rouges » qui devait éclater en 1852. Or les « rouges », s'ils attendent en effet un affrontement qui paraît à tous inéluctable, ne s'y sont


THE TROOPS SHOOTING THE INSURGENTS IN THE STREETS OF PARIS.—(SEE NEXT PAGE.)

en rien préparés. Pour les leaders républicains de la Montagne, la lutte doit être avant tout légaliste et c'est dans les urnes qu'ils pensent trouver la victoire lors des prochaines élections. Rien n'a été prévu pour résister à un coup d'État auquel la gauche ne croit pas, et dans chaque petite ville de France, les militants républicains décidés à résister devront improviser avec les moyens du bord. Cette absence de directives et de mots d'ordre est encore aggravée par l'absence totale de communications. En réalisant le coup d'État, Morny s'est emparé du télégraphe. Il communique grâce à lui avec tous ses Préfets et reçoit d'eux toutes les informations nécessaires, déplaçant les troupes selon les besoins d'un département à l'autre. Les républicains, eux, ignorent tout de ce qui se passe à quelques kilomètres... Lorsque les insurgés basalpins s'emparent de Digne, ils sont persuadés que ce qu'ils viennent de faire, les républicains marseillais, lyonnais et parisiens l'ont fait également, et leur surprise sera totale lorsqu'ils apprendront que Marseille n'a pas bougé.

Pas de mot d'ordre, pas de communication et surtout pas de chefs. Au fil de l'année 1848 puis dès l'accession de Louis-Napoléon à la présidence de la République, les principaux chefs du parti républicain ont été poursuivis, arrêtés, condamnés. Barbès, Blanqui, Raspail sont en prison, Louis Blanc et Ledru Rollin exilés à Londres. Pour mieux priver la province de ses chefs, Morny a eu au demeurant une idée de génie. Primitivement, le coup d'État devait avoir lieu en septembre 1851 durant les vacances parlementaires. Morny l'a reporté à une époque où la Législative siégeait à Paris : ainsi tous les députés républicains sont sous sa main et ne pourront, dans leur circonscription, prendre la tête des mouvements de résistance. Aussi les représentants locaux sont souvent démunis, personne n'ayant l'autorité suffisante ou la compétence pour se mettre à la tête du mouvement. Ainsi, dans le Tarn-et-Garonne, on va se confier à un officier chassé de l'armée et dont les convictions républicaines apparaîtront bientôt fort douteuses. Dans le Var, les villages insurgés attendront deux jours durant qu'un chef se manifeste et lorsque paraît un journaliste républicain, Camille Duteilh, avec deux pistolets dans sa ceinture et suivi d'un homme habillé en spahi, on en fait un général en chef avec un grand soupir de soulagement, bien que nul ne le connaisse et qu'il soit étranger au pays (et au surplus tout à fait incompétent, mais cela on ne le découvrira que lorsqu'il sera trop tard !)

C'est donc une insurrection spontanée, qui va soulever un bon quart du pays et poser aux hommes du 2 décembre non pas un grave problème mais une série de difficultés plus ou moins importantes.

Tout en présentant les mêmes caractéristiques, il est toutefois un département qui sort du schéma habituel. Ce n'est pas une simple insurrection qui a flambé en Haute-Provence mais une véritable révolution qui, si elle avait été reprise par quelques autres départements, aurait pu constituer un obstacle de taille aux menées de Louis-Napoléon.



Gravure vengeresse de l'époque : le nouvel empereur rembarque après avoir massacré et torturé les vaincus, « aux colonies ».

Les Basses-Alpes : « L'insurrection est un devoir sacré »

La nouvelle du coup d'État ne parvient que le 3 décembre en fin d'après-midi. À Digne, le préfet s'y rallie aussitôt, fait placarder les affiches sur les murs, et afin de briser toute velléité de résistance, fait procéder, dans la soirée, à l'arrestation des chefs du Parti Républicain, notamment l'avocat Charles Coste. À Forcalquier, le sous-préfet, Paillard, reçoit en même temps l'annonce du coup d'État et la nouvelle de sa promotion à Dunkerque où il doit se rendre sur-le-champ. Néanmoins, Paillard, seul du Parti de l'Ordre à ne pas sous-estimer les forces des républicains, décide de remettre son départ. Dans la nuit du 3 au 4, prévenu par un marchand de la présence d'Ailhaud et d'Escoffier dans une maison aux portes de la ville, il tente de les arrêter avec une huitaine de soldats de passage, mais les deux montagnards parviennent à s'échapper. Très soucieux, Paillard, qui ne dispose que de quelques gendarmes, se barricade dans la sous-préfecture avec une quarantaine de gardes bourgeois, milice constituée les semaines précédentes. Le reste du département ne semble pas avoir eu connaissance de la nouvelle ce jour-là, sauf à Sisteron où la situation est fort confuse des deux côtés.

Le 4 décembre, c'est jour de foire à Mane, petit bourg situé sur le plateau de Forcalquier, à une heure de la sous-préfecture, sur la route de Manosque. Les principaux chefs de la Montagne se retrouvent dès les premières heures de la matinée et décident aussitôt l'insurrection. Des émissaires sont envoyés dans tous les villages, pour répandre la nouvelle et lancer l'appel aux armes. Dès la fin de la journée, Mane, qui sert de quartier général aux républicains, voit arriver les paysans des cantons voisins, qui rejoignent Ailhaud et Escoffier. Le plan des républicains est des plus simples : c'est dans le Sud du département que « la Montagne » est la plus forte et les forces de l'ordre, à part quelques gendarmes, pratiquement inexistantes. L'on commencera donc par s'emparer de cette région : Manosque puis Forcalquier, à l'ouest de la Durance, Riez, Valensole à l'est et deux colonnes insurgées faisant leur jonction à Malijaï marcheront alors sur Digne.

Ce plan va se dérouler de point en point. Le 5 au matin, Manosque est aux mains des « rouges » et une forte colonne dirigée par Buisson, le maire de la ville, se met en marche vers Mane. À 10 heures du matin, ils sont près de deux mille à Mane, qui s'ébranlent aussitôt vers Forcalquier. Les quelques gendarmes qu'ils rencontrent sont désarmés et à midi, les insurgés sont devant la sous-préfecture où Paillard est resté pratiquement seul, ses gardes bourgeois qui, quelques heures avant, rivalisaient de rodomontades, s'étant éclipsés les uns après les autres durant la nuit. Le jeune sous-préfet, qui se sait l'un des hommes les plus haïs du peuple, ne manque pas de courage. Il revêt son grand uniforme et attend la colonne des insurgés sur le balcon de la sous-préfecture. Les rouges débouchent sur l'avenue plantée de platanes (le Mail) dans un ordre étonnant, Escoffier marchant en tête, sabre à la main, commande :

— Montagnards, halte !

Puis, s'adressant au sous-préfet :

— Citoyen, la Constitution est violée, l'insurrection est un devoir sacré pour tous et tes pouvoirs sont finis.

Paillard tente alors d'haranguer les insurgés que viennent grossir tous les journalistes de Forcalquier, qui se sont précipités hors de la vieille ville :

— Citoyens, on vous trompe. Le Président maintient la République. Il a établi le suffrage universel. Il fait appel au Peuple...

Mais il ne peut achever, une tempête de cris couvre sa voix, des fusils le couchent déjà en joue. Escoffier, Buisson, Ailhaud s'interposent, tandis que le sous-préfet,

toujours sur son balcon, face à la foule, ouvre son habit et s'écrie :

— Si vous êtes des assassins, tirez, tirez, si vous l'osez !

Mais déjà, les portes ont été enfoncées et Paillard prisonnier est amené sur la Place. Escoffier ordonne de le conduire à la maison d'arrêt et de l'y enfermer. Sur le chemin, un groupe d'hommes se jette sur le prisonnier et son escorte. Un républicain, Escudier, est blessé en défendant Paillard, lequel, à la porte même de la prison, reçoit un coup de sabre à la poitrine. La garde du prisonnier est alors confiée à un charron, Godefroy, une sorte d'Hercule en qui Escoffier a toute confiance, et les insurgés quittent Forcalquier pour aller attendre, sur la Durance, la colonne qui vient de la rive gauche.

À peine les derniers hommes se sont-ils éloignés qu'un groupe de traînards s'élance à nouveau pour s'emparer de Paillard et le pendre. La carrure et la détermination de Godefroy les tiennent cependant en respect jusqu'à ce qu'Escoffier, prévenu, revienne au galop. Le chef Montagnard fait monter le sous-préfet blessé sur son cheval et l'accompagne lui-même jusqu'à une ferme voisine, d'où ce prisonnier encombrant pourra s'enfuir le lendemain.

L'organisation du nouveau pouvoir

Dans cette même journée du 5 décembre, l'insurrection a été pratiquement générale dans le département. À Sisteron, les républicains dirigés par un ouvrier mécanicien, Feveraux, sont descendus dans la rue et l'émeute a duré toute la journée.

Sur la rive gauche de la Durance, une colonne de deux cents hommes est partie le matin de Greoulx. À Valensole, elle a été rejointe par les hommes de Riez et, ensemble, ils ont marché sur Oraison, pour retrouver à Malijaï Ailhaud, Escoffier, Buisson et les hommes venus de Manosque et Forcalquier. Dans chaque village le tocsin sonne, à chaque croisée de chemin, à chaque ferme, de nouveaux combattants viennent grossir la colonne qui marche en bon ordre, « au son du tambour, drapeau rouge en tête ». Parfois, c'est un village entier qui prend les armes. À Sainte-Croix, le curé, l'abbé Chassan est à la tête des insurgés. Il fait presque nuit lorsque les deux colonnes font leur jonction à Malijaï. Durant la nuit, à Sisteron, les rouges s'emparent de l'Hôtel-de-ville et de la sous-préfecture et installent un « conseil révolutionnaire » présidé par Feveraux, tandis que le sous-préfet et ses soldats se réfugient dans la citadelle. Les insurgés peuvent alors rejoindre le gros de l'armée révolutionnaire à Malijaï où ils arrivent le 6 au matin.

Durant ces deux jours, le Parti de l'Ordre n'a donc rien fait, si ce n'est trembler. À Digne, le Préfet qui avait fait arrêter Ch. Coste et cinq ou six « meneurs », les a relâchés devant les manifestations de rue. Il dispose cependant d'un bataillon de ligne, et d'un autre disséminé dans les forts de Seyne et d'Entrevaux, sans compter les gendarmes. Pas un instant, pourtant, le Préfet ne songe à résister, et tandis que les républicains se concentrent à Malijaï, le Préfet et le procureur de la République Prestat, s'enfuient dans la nuit pour se réfugier à Gap, laissant Digne à la garde du major Chevallier et de ses quatre cents soldats qui se réfugient dans la citadelle qui domine la ville.

Le 6, les Montagnards s'ébranlent de Malijaï au petit matin et ils feront leur entrée dans Digne sans rencontrer le moindre obstacle. Ce qui frappe les observateurs, c'est le bon ordre et la discipline des insurgés. Les hommes de chaque communauté forment une section, et l'ensemble des villages d'un canton constituait un bataillon avec ses chefs élus et son drapeau rouge. L'entrée à Digne se fait dans un enthousiasme extraordinaire. Persuadés que, comme eux, tous les paysans et ouvriers de France se sont soulevés pour faire triompher « La Belle », la « Sociale », les insurgés des Basses-Alpes défilent pendant plus de deux heures, hurlant *la Marseillaise* avant de prendre position sur le champ de foire, dans l'attente de se voir assigner leurs logements. Il y a là environ sept mille hommes, des paysans pour la plupart, quelques centaines d'ouvriers de Manosque ou Sisteron, des bûcherons aussi. Presque tous sont habillés d'une blouse bleue, avec une ceinture rouge et un ruban rouge à la casquette. Leur armement est des plus disparate : quelques carabines, de vieux mousquets, beaucoup de fusils de chasse, certains n'ont qu'une fourche ou une hache.

Les hommes rejoignent ensuite en ordre les logements qui leur sont asignés et la distribution des vivres se fait sans le moindre incident.

Les Montagnards sont maîtres du département. Encore fallait-il en finir avec le bataillon enfermé dans la citadelle, puis créer une organisation révolutionnaire du pays conquis. C'est ce à quoi les chefs élus des Montagnards emploient les heures qui suivent. Il y a là Ailhaud de Volx, le plus populaire, Buisson, le maire de Manosque, Ch. Coste de Digne, P.E. Ailhaud, l'huissier de Valensole, Barneaud qui représente Sisteron, Jourdan de Greoulx, Escoffier de Forcalquier, Feveraux, ouvrier mécanicien à Sisteron, Baume, ouvrier typographe de Forcalquier, qui se réunissent à la sous-préfecture. La nuit n'est pas encore tombée qu'ils obtiennent du major Chevallier une capitulation fort avantageuse : les quarante gendarmes sont désarmés, les soldats, eux, conservent leurs armes mais s'engagent à vingt jours de neutralité. Mieux encore, le major Chevallier remettra aux insurgés toutes les munitions qu'il détient ainsi que les fonds, 15 000 francs, que le Trésorier payeur lui a confiés avant de s'enfuir avec le Préfet. Le 6 au soir, la victoire est totale.

Les chefs Montagnards s'interrogent, ils n'ont aucune nouvelle de ce qui se passe dans le reste du pays. À peine quelques rumeurs leur ont-elles indiqué que les départements voisins, le Var d'une part, le Vaucluse d'autre part, sont également soulevés et que les leurs marchent sur Draguignan à l'Est, sur Avignon à l'Ouest. Ailhaud et ses amis sont donc persuadés que la France entière est en insurrection, que partout, à Paris, à Marseille, à Lyon, « les socialistes » ont pris les armes, non seulement pour défendre la République, contre le coup d'État de Louis-Napoléon, mais pour réaliser ce qui avait été manqué en 48, la « Sociale ». D'un jour à l'autre, pensent-ils, ils recevront des instructions d'un Comité National Révolutionnaire et ce qu'il est urgent de faire, en attendant, c'est d'organiser le département sur des bases révolutionnaires, de tenir une force armée à la disposition éventuelle de ce Comité National, de récolter des fonds. Les deux jours qui suivent vont être consacrés à cette tâche. Une proclamation rédigée durant la nuit, est placardée le 7 au matin dans tout le département :

« Le Pacte fondamental vient d'être brutalement déchiré par celui qui avait juré de le respecter.

Citoyens, quand le Peuple se lève, ce n'est pas la jacquerie qui s'organise, c'est l'Ordre et la Liberté qui reparaissent, quand le Peuple se lève.

Quant à vous, citoyens des Basses-Alpes, qui tous avez abandonné vos foyers sans un regret, sans une tentation, au seul nom de devoir et liberté, vous avez bien mérité de la Patrie. »

Après la déclaration destinée à maintenir l'enthousiasme, le Conseil Révolutionnaire Départemental prend un certain nombre de mesures pratiques.

— Toutes les Caisses publiques (recette générale, contributions indirectes, domaines, enregistrement) seront saisies, transportées à la Préfecture et mises à la disposition du Comité.

— Une solde de 2,50 francs par jour sera versée aux hommes qui ont pris les armes, à charge pour eux d'assurer leur subsistance, et celle des leurs.

— Toutes les municipalités du département sont révoquées et remplacées, dans chaque commune, par un Comité de Résistance de trois membres. Dans chaque canton, un Comité de canton et, sur le plan départemental, un Comité Révolutionnaire Central remplaçant le Préfet. À chaque échelon, les Comités sont spécialement chargés :

- de veiller à l'ordre, d'arrêter et de juger tout individu ayant commis un crime, meurtre, vol ou pillage ;
- de réunir et distribuer les subsistances ;
- de louer et équiper tous les jeunes gens valides qui n'ont pas encore pris les armes.

Enfin, tous les Juges de Paix sont révoqués, leurs remplaçants seront élus au suffrage universel. Tous les gendarmes devront être désarmés.

Un autre décret du Comité Révolutionnaire décide l'abolition de l'impôt sur la boisson, particulièrement détesté. Afin de matérialiser cette décision, on fait sur la Grand'Place de Digne un magnifique autodafé des registres des Indirectes, accompagné d'une gigantesque farandole populaire autour de ce feu de joie.

Au demeurant, l'ordre règne dans tout le département et les Comités Révolutionnaires empêchent que la moindre exaction soit commise.

Ainsi, le 8 décembre au soir, les Montagnards montés de tout le département (Castellane et Barcelonnette ont été pris le 7) s'y sont solidement organisés et attendent des instructions de Marseille ou de Paris. C'est alors que l'on apprend qu'une colonne militaire remonte la Durance et marche sur Digne, un régiment entier semble-t-il. En effet, contrairement à ce que croyaient les Montagnards bas-alpins, Marseille avait peu bougé, l'insurrection du Vaucluse avait été matée, quant à celle du Var, elle ne devait pas tarder à succomber. Le général Hecquet, commandant la Région militaire de Marseille a donc été chargé de mater les Basses-Alpes qui constituent alors le principal foyer insurrectionnel du pays. Le département « rouge » devait être attaqué de tous côtés à la fois : le colonel de Sercey et son régiment, après avoir maté les Varois, devait franchir le Verdon et attaquer par Valensole ; le colonel Vinoy à la tête du 36ᵉ léger, attaquerait par l'Ouest, venant d'Avignon. Enfin, le colonel Parson, à la tête du 14ᵉ léger, augmenté d'un escadron de cavalerie et de gendarmerie, attaquerait par le Sud.

Victoire du défilé des Mées

Persuadé que « ces gueux » ne tiendraient pas une seconde devant la ligne, et



En 1852, le plébiscite apportera un soutien « populaire » très discutable. Ce dessin de Daumier montre deux paysans questionnant leur maire :
« Monsieur le maire, qu'est-ce que c'est qu'un bibliscite ? » — « Mon ami, c'est un mot latin qui veut dire : oui... »

fort soucieux de ne pas partager sa « victoire » avec d'autres, le colonel Parson décide d'attaquer les insurgés sans attendre ses collègues. Parti le 7 des Bouches-du-Rhône, il pénètre dans les Basses-Alpes le 8 décembre et remonte la durance à marche forcée.

À Digne, le Comité Central, toujours sans nouvelles du reste de la France, décide de ne pas attendre la troupe et d'allier l'affronter sur un terrain favorable : au défilé de Mées. La moitié de l'armée montagnarde resterait à Digne, l'autre moitié, sous les ordres d'Ailhaud part dans la nuit du 8 au 9 pour les Mées. La marche est atrocement pénible dans une nuit glaciale au milieu d'une tempête de neige et quelques centaines d'hommes, épuisés, s'arrêtent en cours de route ou abandonnent la colonne. À 3 heures du matin, Ailhaud et trois mille hommes environ parviennent aux Mées. Le petit village est bâti à l'entrée d'un défilé que l'on doit absolument emprunter pour parvenir à Digne. D'un côté la Durance, de l'autre les « Cheminées des Fées », curieux rochers abrupts qui ressemblent à de grandes orgues. Ailhaud divise sa troupe en deux : une partie se fortifiant dans le village, l'autre, sous les ordres de Feveraux, se mettant en embuscade dans les rochers.

Et l'attente commence dans le froid et la neige.

Les soldats se présentent devant le village dès le petit matin. Parson, persuadé que « les rouges » détaleraient au premier coup de feu, marche hardiment sur les Mées, sans rompre les rangs mais, à sa grande surprise, il est accueilli par un feu nourri, et les lignards doivent se replier en emportant leurs blessés. Une nouvelle attaque mieux préparée n'a pas plus de succès et les officiers, comprenant qu'ils ne parviendront pas à prendre le village de front sans de grosses pertes, décident de le contourner. Une compagnie est donc chargée de remonter par l'Est et, se faufilant dans les rochers, de prendre le village à revers. C'est ce qu'Ailhaud avait prévu : les soldats tombent dans l'embuscade tendue par Feveraux. De nombreux prisonniers, dont des officiers, tombent aux mains des révolutionnaires.

La victoire est totale.

Cependant, le Comité Insurrectionnel apprenant le triomphe de Louis-Napoléon dans toute la France, découvrant que les Basses-Alpes sont les seules à résister encore, décide la mort dans l'âme de mettre fin au mouvement et d'ordonner la dispersion. Le geste d'Ailhaud qui, avec une poignée de fidèles, tiendra jusqu'au début du mois de janvier 1852 la Montagne de Lure, ne sera plus qu'un geste symbolique, une page haute de panache écrite pour l'épopée de l'histoire révolutionnaire.

L'insurrection est terminée, la répression peut s'abattre, terrible. Des milliers de paysans et d'artisans ruraux seront déportés à Cayenne et en Algérie. Le Coup d'État du 2 décembre est définitivement réussi, le tissu socialiste de la France rurale est en grande partie détruit pour des dizaines d'années. Les prochaines batailles seront strictement urbaines.

Luc WILLETTE

Luc Willette vient de publier aux éditions Aubier *Le Coup d'État du 2 décembre 1851.*

Voir dans l'annonce « la librairie de Gavroche » comment vous procurer cet ouvrage.

Pour en savoir plus

Ph. Vigier : *La IIe République dans la région alpine.*
H. Guillemin : *Le coup du 2 décembre.*
Agullon : *La République au village*
et un roman de **Luc Willette**, *La montagne fleurira* (Denoël).

(Sur la Drôme, voir le n° 7 du *Peuple Français,* nouvelle série.)

Nous avons publié sur...
LE SECOND EMPIRE ET LA COMMUNE

- *Eugène Pottier.* Le Peuple francais n° 1.
- *Mouvement populaires en Isère.* Le Peuple français n° 2.
- *L'œuvre sociale de la commune.* Le Peuple français n° 3.
- *Louise Michel.* Le Peuple français n° 4.
- *La ligue du Midi — 1870.* Le Peuple français n° 5.
- *L'affaire des chaumières — 1854.* Le Peuple français n° 10.
- *Les barricades de la Commune.* Gavroche n° 3.
- *Les agrandissements de Paris.* Gavroche n° 4/5.



Le théâtre de Tabarin sur la place Dauphine (gravure du 19e siècle).

BATELEURS et CHARLATANS au XVIIIe siècle

Dans les premières années du 17e siècle, le Pont-Neuf, dont la construction est achevée en 1604, devient le rendez-vous permanent des bateleurs et des charlatans de la capitale. Vendeurs d'onguents et d'emplâtres, arracheurs de dents, bonimenteurs et filous qui, jusqu'alors, opéraient aux carrefours, déambulaient par les rues, hantaient la Place de Grève ou se produisaient sur les tréteaux des grandes foires annuelles. Ils installent leurs baraques et leurs éventaires aux abords de la place Dauphine. Promeneurs, oisifs et curieux prennent vite l'habitude de s'y rendre aux heures où les parades battent leur plein, où les forains rivalisent de verve et d'ingéniosité pour séduire le public et désarmer la méfiance du client. Le spectacle est permanent, on se bouscule et l'on rit beaucoup.

Le sieur Tabarin et Monsieur de Mondor

« ... s'il est vrai qu'on fend les marrons de peur qu'ils ne pètent, il s'ensuivrait que notre servante ne devrait jamais péter, car elle a pour le moins demi-pied de fente. Tous les diables ! on l'entend aucune fois tonner, pétarder, canonner ; on la prendrait pour un roussin d'Allemagne, tant elle joue bien de la flûte du cul. Jamais l'aquilon ne sortit avec telle impétuosité de la caverne d'Éole. »

En cette fin d'après-midi des années 1620, les badauds pressés autour de la baraque du charlatan Mondor, marchand de drogues dites d'orviétan, s'esclaffent. Son comparse Tabarin vient de leur servir une de ces lourdes gaudrioles dont se délecte un public disparate et toujours nombreux, moins soucieux d'acheter quelque onguent miracle que de rire aux sorties du fameux bonimenteur. Celui-ci est le plus célèbre des charlatans d'alors, dont l'histoire n'a souvent pas retenu l'identité. On ne sait plus guère aujourd'hui qui étaient Barry, Hiéronymo Ferranti d'Orvieto, Galinette la Galina, Padelle, Gilles le Niais, Desiderio de Combes, le Baron de Grattelard, Martin Croquesole, Denys l'Escot, Cavanel ou Turpin... Quant à Tabarin, sa notoriété était si grande que nos plus modestes dictionnaires lui consacrent encore parfois quelques lignes ; pourtant, le personnage est mal connu.

Certains témoignages de l'époque laissent supposer qu'il était d'origine italienne, mais rien ne permet de tenir la chose pour sûre. Peut-être même s'agit-il là d'une confusion grossière imputable à un chroniqueur peu scrupuleux : le nom de *Tabarin* (qui évoque le manteau fendu, court et ample — ou *tabar* — dont s'affublait le personnage) avait déjà été popularisé quelques années auparavant par un comédien ambulant qui se produisait avec une troupe de mimes italiens. Notre Tabarin ne serait donc pas le premier du nom. On lit ailleurs qu'il s'appelait en fait Jean Salomon ou

LE PARADIS DES TIRE LAINE

« Ah ! les joyeuses soirées que ménageait Tabarin aux habitués de sa verve comique ! Pages, clercs, écoliers, laquais, crocheteurs, filous, petits boutiquiers en goguette, soldats du roi affamés de plaisirs gratuits, toute la séquelle du cheval de bronze et de la Samaritaine, tous les chevaliers d'industrie, les badauds, les nouvellistes, bohémiens, archers, cavaliers, chambrières, porteurs d'eau, ramoneurs, gentilshommes, chanteurs ambulants, pâtissiers, crieurs des rues, toute cette population bigarrée que la pointe de La Belle fixait, quelques années plus tard (1649), dans sa vue du Pont-Neuf, tout cela se pressait, se haussait, grimpait sur les bornes, se bousculait pour mieux voir et mieux entendre. En ces moments, la place Dauphine était le paradis des tire-laine. »

(V. Fournel, Le Vieux Paris, p. 212)

Antoine Girard, qu'il était Lorrain ou tout bonnement Parisien.

Quoi qu'il en soit, c'est à Paris, peu avant 1620, que l'irrévérencieux bateleur commence à faire parler de lui. Il s'est associé à Mondor, un de ces pseudo-médecins, marchands de drogues moins experts en pharmacopée que dans l'art d'exploiter la crédulité du public. Tabarin tient le rôle du valet — ou de l'assistant — au bagou débridé, voire ordurier, prodigue de grimaces et de contorsions, et donne la réplique à l'opérateur qui joue les maîtres sentencieux. Saynètes et dialogues impromptus, farces brèves et vigoureuses n'avaient d'autre but que de vanter les poudres, baumes et médications « étonnantes » dont Mondor faisait sa spécialité. Il semblerait que l'entreprise des deux compères ait été assez lucrative pour que Tabarin puisse se retirer après quelques années : on perd sa trace vers 1625. Si l'on en croit un ouvrage publié en 1637, Tabarin aurait été tué au cours d'une partie de chasse par des hobereaux jaloux des biens que ses pitreries lui avaient permis d'amasser. On affirme dans d'autres textes qu'il serait mort d'un excès de boisson, fin moins tragique et mieux accordée au caractère grotesque du personnage mais tout aussi peu vérifiable... En fait, les dernières années de la vie de l'étonnant paillasse sont aussi mystérieuses que celles qui précèdent la brève période de sa gloire parisienne.

Le cul d'un gentilhomme ou le cul d'un paysan ? »

Tabarin base son art, en partie sur un comique de geste. Le couple Tabarin-Mondor tire un effet burlesque de la dissemblance physique et du contraste vestimentaire. À l'élégance un peu voyante et aux gestes mesurés du Maître, s'opposent les gesticulations clownesques et le débraillé du prétendu valet. Tabarin porte manteau, larges braies, sabre de bois et « barbe en trident de Neptune » ; tout en débitant ses gaudrioles, il déforme de façon cocasse son chapeau, accessoire essentiel et qui deviendra légendaire ; il se trémousse, s'agite, se livre aux mimiques les plus saugrenues, prend des poses ridicules ou obscènes... Mais, dans ce domaine, nous en sommes réduits à nous en remettre à notre imagination. C'est essentiellement l'aspect verbal de ce comique que nous pouvons aujourd'hui apprécier grâce à l'abondante littérature tabarinique, dont les *Questions* — publiées pour la première fois en 1622 — constituent la forme la plus représentative.

Le schéma en est toujours le même : à une question souvent anodine, parfois inattendue ou scabreuse, posée par Tabarin, le Maître s'efforce de répondre en multipliant les références pédantesques, les allusions historiques ou mythologiques, rendues grotesques par l'utilisation d'un langage précieux, parodiant les professeurs de la Sorbonne et les maîtres des collèges :

TABARIN : *Mon maître, peut-être que vous ne savez pas qui a été le premier inventeur de la musique.*

LE MAÎTRE : *L'invention de la musique est bien une des plus belles particularités qui soit en l'univers : aussi tient-elle son rang parmi les arts libéraux, comme une chose rare et excellente. Les accords dont elle est composée sont l'harmonie, dont elle montre assez que son extraction est plus que céleste. Les anciens en attribuent l'invention à un Amphion et Orphée, qui ont été les plus grands musiciens de leurs siècles ; aussi ont-ils pu, par les doux tons de leurs accords, l'un fléchir les Furies infernales et les cœurs des Euménides enragées, l'autre adoucir les flots de la mer et calmer sous ses douces chansons le courroux de Neptune. Si l'antiquité leur a déféré cet honneur et cette invention, pourquoi, d'un même vol, n'embrasserais-je la même opinion ?*

La démonstration achevée, Tabarin reprend la parole pour contredire le Maître et lui assener quelque ineptie qui achève de le ridiculiser et déchaîne les rires de l'assistance :

TABARIN : *Vous vous êtes grandement trompé en votre élection, car l'invention des notes vient d'Italie. Vous devez savoir qu'une certaine demoiselle italienne avait un jour les souliers décousus, et qu'en voulant remédier à cet inconvénient, elle se porta chez un savetier et lui dit :* fa, mi, la, re, sol, la, *refaites-moi mes souliers. Le savetier, qui voulait répondre à sa demande, lui*

> **LE PONT-NEUF**
>
> **Vous, rendez-vous des charlatans,**
> **Des filous, des passe-volants,**
> **Pont-Neuf, ordinaire théâtre**
> **De vendeurs d'onguents et d'emplâtres,**
> **Séjour des arracheurs de dents,**
> **Des fripiers, libraires, pédants,**
> **Des chanteurs de chansons nouvelles,**
> **D'entremetteurs de demoiselles,**
> **De maîtres de sales métiers,**
> **D'opérateurs et de chimiques,**
> **Et de médecins spagyriques (1)...**
>
> (Berthod, *La Ville de Paris en vers burlesques*)
>
> (1) Alchimistes ou, ici, charlatans.



La parade de l'Orviétan (gravure du 17e siècle).

dit Io, *vous*, la, ré, sol, la, ré ; *c'est-à-dire, je vous les referai...*

La facétie ne repose pas toujours sur un calembour innocent : la plupart du temps, la question est formulée en termes particulièrement crus, pour ne pas dire orduriers, et le ton dissertatoire ou moralisateur des propos du Maître, paraît si déplacé qu'il met inévitablement les rieurs du côté de Tabarin :

TABARIN : *Mon maître, vous pouvez bien fermer la bouche et ouvrir les narines : je m'en vais vous tirer droit au nez. Pour quelle raison est-ce qu'en pissant il arrive quelquefois, insensiblement et sans y songer, qu'on pète ?*

LE MAÎTRE : *J'aime mieux confesser mon ignorance en ceci que de proférer aucune parole qui tournât à mon déshonneur. Nous devons être intègres et nets en nos discours, ou autrement nous ressemblerions aux pourceaux, desquels la saleté me fait horreur.*

TABARIN : *Puisque vous ne voulez mordre en cette matière, je vous en vais raconter ce que j'en sens. La seule raison pour laquelle il arrive qu'un homme pète en pissant est que monsieur le cul est un organe très prudent (aussi a-t-il de la barbe comme les philosophes). Quand il voit donc qu'on veut pisser, il donne avertissement à tous ceux qui sont aux environs, et dit en son langage merdique :* gare l'eau ! *Voilà pas un beau trait d'une grande prévoyance ?*

Ces propos qui aujourd'hui nous paraissent uniquement orduriers, à l'époque faisaient allusion à la pratique courante des citadins de jeter par la fenêtre, toutes leurs ordures en criant : « gare en dessous ! »

Certaines *Questions* d'ailleurs ne figurent que dans la première édition des recueils connus. On les a jugées si « déshonnêtes » qu'elles ont été retirées des éditions... postérieures. On devine sans mal quelle pouvait être la teneur d'un débat sur ce sujet : *Quel est le plus honnête du cul d'un gentilhomme ou du cul d'un paysan !*



Frontispice des Œuvres de Tabarin. Gavure du 17e siècle reproduite dans une édition postérieure. (Bibliothèque de l'Arsenal.)

LES DROGUES DES CHARLATANS

« Les remèdes et maladies principales que se vantent de guérir ces saltimbanques sont celles-ci : poudre pour tuer les vers, opiate pour le mal de mère (1), pour coliques ou autre grande douleur qui travaille les hommes ; huile pour guérir toutes vieilles douleurs et anciennes surdités : liqueurs, poudres ou racines pour ôter le mal des dents ; onguent pour la rogne (gale ; pommade pour guérir les crevasses d'un tétin et les mules (en gelures, escarres) au talon. »

Ces précisions nous sont données par l'auteur du *Discours de l'origine, des mœurs, fraudes et impostures des charlatans* (1622), violente satire dirigée contre les opérateurs, doublée d'un plaidoyer en faveur de la médecine officielle. Plusieurs textes publiés à l'époque dans le même esprit montrent que le succès des « empiriques » auprès du grand public excitait la jalousie haineuse des médecines et de leurs partisans, peu enclins à rire des bouffonneries des bonimenteurs.

Mondor, tout comme les autres charlatans, proposait divers médicaments, mais sa spécialité est un baume aux propriétés étonnantes :

« Mon baume est un des plus rares secrets que la nature ait jamais découvert, tant pour les expériences qu'il a fait paraître, tant à Paris que dans les autres villes de France où je l'ai distribué, que pour les événements et guérisons admirables qui en sont réussis, outre même mon attente ! Il est très bon aux douleurs de tête, aux migraines, vertigo (vertige), ténébrosités du cerveau ; il est singulier pour le mal d'estomac, syncopes, vomissements, palpitations et autres incommodités... Il est rare pour l'obstruction du foie, pour l'opilation (engorgement) de la rate, pour le mal de reins, les fluxions catarrheuses ; et pour les sciatiques, il ne faut qu'en engraisser la partie malade avec un linge bien chaud. »

On voit qu'il n'était guère de maladie susceptible de résister à ce produit miracle !

(1) Analgésique pour les douleurs de l'accouchement ou les maladies de la femme en général.

Quelle différence y a-t-il entre une femme et un oiseau ?

Comme la langue a évolué, beaucoup d'allusions et de mots à double entente nous échappent aujourd'hui ; un certain nombre de termes, vulgaires ou archaïques, méritent une explication. C'est le cas notamment de plusieurs calembours sur les maladies vénériennes : « Les meilleures palefreniers de Paris sont les barbiers : ils pansent les poulains sans étrille. » Le jeu de mot est incompréhensible si l'on ignore que les *poulains* sont aussi des chancres ou des bubons syphilitiques. De même, l'expression « aller en Suède » ou « aller en Surie » (pour Syrie) fait allusion au traitement infligé aux syphilitiques, à qui l'on faisait *suer la vérole* dans des étuves prévues à cet effet. On lit ailleurs que les femmes sont d'habiles trafiquantes qui

« pour une peau de conin » peuvent obtenir « les queues de cent veaux ». Le diminutif *conin* est synonyme de *lapin* mais désigne aussi le sexe de la femme et le mot *veau* signifie souvent, à l'époque, *niais* ou *lourdaud*...

Mais, dans la plupart des cas, la verdeur du langage est assez évidente pour ne laisser aucun doute quant à l'énormité des facéties que Tabarin avait coutume de servir aux curieux attroupés autour de l'estrade.

Il est probable que le jargon des philosophes ou des théologiens, employé parfois par Tabarin, n'était pas toujours apprécié dans ses moindres détails :

Je ne suis point philosophe, toutefois je trouverai bien la raison et en quoi consiste la nature et l'essence du soulier. Sa quiddité et raison essentielle consiste en la forme du talon : car un soulier sans talon, ce n'est pas un soulier, c'est une pantoufle.

La moquerie dirigée contre les subtilités oiseuses des pédants trahit une bonne connaissance de la forme des longues et stériles discussions universitaires d'alors... Tabarin n'oublie pas que les étudiants sont nombreux dans le public et qu'ils goûteront ses allusions ; quant aux badauds moins cultivés, ils saisiront bien qu'on se moque des « intellectuels ». À vrai dire, les plaisanteries parfaitement gratuites, celles dont on aurait tendance à penser qu'elles se passent de toute explication, sont plus rares qu'on ne pourrait s'y attendre ; on en relève à peine trois ou quatre exemple dans les recueils de propos tabariniques, comme cette *Questions* intitulée « Comment faire cinquante paires de souliers en une demi-heure ? »

... il vous faut prendre cinquante paires de bottes toutes neuves (si vous désirez que vos souliers soient neufs) et les couper toutes également à l'endroit de la cheville du pied ; par ce moyen, au lieu de cinquante paires de bottes que vous aviez auparavant, vous trouverez en moins d'une demi-heure cinquante paires de souliers toutes faites...

Ainsi Tabarin devisait,
Ainsi il se réjouissait,
Vendant son baume et ses pommades.
Heureux sont ceux qui comme lui
Peuvent gagner l'argent d'autrui
En faisant deux ou trois gambabes !

(Épilogue du premier recueil des *Questions*)

Encore s'agit-il peut-être là d'un conseil parodique, dans le style des recettes d'almanach ? Des remarques similaires s'imposent à propos des facéties de caractère scabreux, de loin les plus nombreuses. Il est assez fréquent que les histoires ou les reparties déshonnêtes se doublent d'une intention satirique plus ou moins consciente. Sans doute, certaines plaisanteries traditionnelles relèvent de la pure « gauloiserie » et ne tirent pas à conséquence :

La raison naturelle pourquoi les fesses des femmes sont plus grosses que celles des hommes est que l'enclume doit être toujours plus grosse que le marteau...

La vraie différence qu'il y a d'un oiseau avec une femme se remarque en ce que, quand l'oiseau est sur un arbre, et qu'il aperçoit l'arquebusier ou l'archer qui bande son arbalète, il s'enfuit ; et, quand la femme voit l'arbalétrier qui bande sa raquette, elle se couche.

De la même manière, il n'y a probablement pas lieu d'attacher une signification particulière aux propos scatologiques, quoique leur fréquence et leur crudité montrent assez qu'ils ne rebutaient nullement le public populaire.

La chose à qui la barbe vient avant de venir sur la peau, c'est à un étron, mon maître : vous le voyez fleuri et velu avant qu'il n'ait une seule particule de peau.

Tabarin se hasarde très rarement sur le terrain de la satire politique ou sociale. Il est assez prudent, ou assez conscient des limites de sa propre « vertu », pour ne pas se risquer à flétrir la conduite d'autrui. Si l'on note ici ou là un trait visant une corporation ou un type social particulier, c'est que l'attaque est tellement habituelle, la plaisanterie tellement usée, qu'elle a perdu son pouvoir subversif. Elle a, tout au plus, la valeur d'une boutade éculée, d'un cliché :

La chose la plus hardie du monde, c'est la chemise d'un meunier (...) parce qu'elle prend tous les jours au matin un larron au collet.

Ceux que j'estime les plus grands voleurs de France sont les procureurs et les avocats, parce qu'ils n'ont qu'une plume, et cependant ce sont eux qui volent le plus haut.

D'une part le meunier qui triche souvent sur la quantité de farine donnée par le blé qu'on lui a livré, et qui de plus prélève une taxe, était un personnage haï par les paysans et le peuple citadin qui le rendaient, en partie, responsable de la cherté du pain. Quant aux gens de justice, leur pratique des pots-de-vins, leur cupidité, leur intérêt à « faire traîner » les procès, les rendaient odieux aux justiciables.

Avec la même « lâcheté » Tabarin attaque les marginaux. Il n'y a pas grande audace à ironiser pesamment sur leurs activités douteuses :

Il est bien vrai que c'est à Paris où l'on retrouve les premiers tripotiers de



Théâtre de la foire Saint-Laurent, en 1786

France ; mais ceux qui, à bon droit, se peuvent qualifier de ce nom, ce sont les maquereaux.

Ceux qui n'ont que faire de gants en hiver sont les coupeurs de bourses, parce qu'ils échauffent leurs mains dans les poches de leurs victimes.

Les propos de Tabarin, tels qu'ils se trouvent rapportés, perpétuent l'ancienne veine populaire « gauloise » de la dérision misogyne. Il stigmatise inlassablement « l'avidité sexuelle des femmes », leur « perversité » et leur « hypocrisie », dénonce « leur malignité et leur rouerie » :

... ceux qui surpassent les diables en méchanceté, ce sont les femmes, car il n'y a chose plus malicieuse que ce sexe. (...) Les diables ne tourmentent que les morts et les femmes tourmentent les vivants, aussi en tout temps ont-elles une tête de diable, et n'y a aucun moyen de les dompter quand elles ont des caprices.

Ce à quoi une femme me semble bien ressembler, c'est aux quatre éléments (...) elles ressemblent à la terre, sont lourdes, stupides et terrestres, n'ayant que des opérations mollasses et bâtardes ; en second lieu, elles tiennent de la qualité de l'eau, à cause de leur humidité ; de l'air elle ont emprunté la légèreté et la vitesse, et du feu la promptitude, car il n'y a rien de plus inconstant ni de plus fougueux. Elle ont les jambes de terre : il n'y a rien de plus fragile ni de plus sujet à tomber ; elle a les mains et le corps d'eau ; la tête est composée d'air : car il n'y a rien de plus impatient ni qui soit plus léger.

LE MAÎTRE : Et le feu, où le logeras-tu, Tabarin ?

TABARIN : Pour le feu, à cause que c'est un élément plus rapide, elle l'a mis en son derrière...

Le « bon goût » contre la culture populaire

Les origines de cette tradition narrative misogyne et obscène dont Tabarin s'inspire si visiblement sont fort anciennes et complexes.

L'histoire littéraire actuelle admet, bon gré mal gré, l'obscénité fréquente des *Fabliaux* du Moyen Âge ; elle s'ingénie à trouver des explications — qui ont l'air d'excuses — à celle de Rabelais ou des conteurs de son siècle. Au 18e siècle, enfin, l'Université se débarrasse comme avec soulagement de la « gauloiserie » en considérant qu'elle n'est plus guère discernable (et très atténuée) que dans certaines pièces (de préférence mineures !) de Molière. La tradition populaire, peu à peu évincée de la production écrite, implicitement méprisée par la culture aristocratique dont les œuvres seront retenues par la postérité, n'en demeure pas moins vivace, même si elle est condamnée à broder inlassablement autour des mêmes motifs.

Le nombre important des pièces attribuées à Tabarin, l'abondance des plaquettes, opuscules ou almanachs censés reproduire ses propos, sont des indices incontestables de la faveur du public pour un genre dont l'Académie purgera la littérature après l'avoir décrété « grossier et peu représentatif ». On peut considérer Tabarin comme le dernier des grands conteurs populaires consacrés par l'écrit. Son répertoire perpétue avec insolence certaines formes de la culture populaire, battues en brèche par les « beaux esprits », mais dans lesquelles le peuple reconnaît sa philosophie truculente et rude, son rire puissant, ses humeurs et ses appétits.

Tabarin incarne les derniers efforts de l'esprit populaire et de la tradition grotesque contre la censure, grâce à laquelle l'État absolutiste de Louis XIV tente de contrôler les œuvres d'art et d'imposer au peuple des spectacles « édifiants ». Après lui, la tradition « gauloise », évincée ou méprisée, se survit tant bien que mal, sous des formes dégénérées et appauvries, dans la littérature de colportage et au gré d'une transmission orale incertaine. Aujourd'hui encore, la crudité qu'on voudrait innocente du langage enfantin, la verdeur des histoires salées qu'on se raconte entre amis, la gouaille de certains fantaisistes à la mode prouvent que la veine n'est pas tarie. En marge des tabous sociaux, des convenances et des interdits, le vieil esprit facétieux, chargé d'irrespect tonique, est toujours prompt à se manifester.

Michel RENAUD.

Nous avons déjà publié... SUR LE THÉÂTRE

- *Le théâtre de foire au 17e siècle.* Le Peuple français n° 9.
- *An II : un théâtre sans culotte ?* Gavroche n° 7.

Listes des principaux articles PARUS DANS GAVROCHE (année 1982)

COURRIER DES LECTEURS

Mme P. Jendreau nous adresse de Flayosc (Var) le témoignage suivant :

« J'ai été très intéressée dans votre N° 2 par l'article concernant la transhumance, ici nous avons encore deux bergers, la bibliothèque que j'anime est située dans une ruelle et vers les cinq de « la tarde » la musique des sonnailles me parvient ; j'abandonne n'importe quel travail ou même mes amis lecteurs, et je vais « bader » quelques instants avec le troupeau. »

Le jeune Vincent Garonnaire, élève de l'école publique de Breuil-le-sec (60600) nous a envoyé un joli dossier. Il nous pose des questions auxquelles nous ne savons pas répondre (à notre confusion !) Un de nos lecteurs fera-t-il mieux que nous ?

« Ma grand-mère m'a dit que garonnaire était le nom des mariniers de la Garonne. Je voudrais des renseignements sur leur vie. »

LES PÂQUES SANGLANTES DE DUBLIN (1916)

POBLACHT NA H-ÉIREANN.

THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE IRISH REPUBLIC TO THE PEOPLE OF IRELAND.

IRISHMEN AND IRISHWOMEN: In the name of God and of the dead generations from which she receives her old tradition of nationhood, Ireland, through us, summons her children to her flag and strikes for her freedom.

Having organised and trained her manhood through her secret revolutionary organisation, the Irish Republican Brotherhood, and through her open military organisations, the Irish Volunteers and the Irish Citizen Army, having patiently perfected her discipline, having resolutely waited for the right moment to reveal itself, she now seizes that moment, and supported by her exiled children in America and by gallant allies in Europe, but relying in the first on her own strength, she strikes in full confidence of victory.

We declare the right of the people of Ireland to the ownership of Ireland, and to the unfettered control of Irish destinies, to be sovereign and indefeasable. The long usurpation of that right by a foreign people and government has not extinguished the right, nor can it ever be extinguished except by the destruction of the Irish people. In every generation the Irish people have asserted their right to national freedom and sovereignty; six times during the past three hundred years they have asserted it in arms. Standing on that fundamental right and again asserting it in arms in the face of the world, we hereby proclaim the Irish Republic as a Sovereign Independent State, and we pledge our lives and the lives of our comrades-in-arms to the cause of its freedom, of its welfare, and of its exaltation among the nations.

The Irish Republic is entitled to, and hereby claims, the allegiance of every Irishman and Irishwoman. The Republic guarantees religious and civil liberty, equal rights and equal opportunities to all its citizens, and declares its resolve to pursue the happiness and prosperity of the whole nation and of all its parts, cherishing all the children of the nation equally, and oblivious of the differences carefully fostered by an alien government, which have dvided a minority from the majority in the past.

Until our arms have brought the opportune moment for the establishment of a permanent National Government, representative of the whole people of Ireland and elected by the suffrages of all her men and women, the Provisional Government, hereby constituted, will administer the civil and military affairs of the Republic in trust for the people.

We place the cause of the Irish Republic under the protection of the Most High God, Whose blessing we invoke upon our arms, and we pray that no one who serves that cause will dishonour it by cowardice, inhumanity, or rapine. In this supreme hour the Irish nation must, by its valour and discipline and the readiness of its children to sacrifice themselves for the common good, prove itself worthy of the august destiny to which it is called.

Signed on behalf of the Provisional Government,

Thos J Clarke
Seán Mac Diarmada
Thomas MacDonagh
P H Pearse
Eamonn Ceannt
James Connolly
Joseph M Plunkett

La proclamation du Gouvernement provisoire de la République irlandaise (on en trouvera une traduction en fin d'article.)

Le soleil brillait sur Dublin le lundi de Pâques 24 avril 1916. Il annonçait, après une semaine de pluie, une belle journée de printemps. C'était le jour de l'insurrection décidée par l'Irish Republican Brotherhood (IRB) avec l'appui de deux forces paramilitaires, l'Irish Citizen Army (ICA) et les Irish Volunteers. Les luttes antibritanniques n'avaient jamais cessé dans l'île au cours du XIXe siècle, mais depuis les échecs successifs de Wolfe Tone en 1798, de Robert Emmett en 1803, du mouvement de la Jeune Irlande en 1848 et des attentats « feniians » des années 1860-1868, c'était la première tentative pour instaurer une République d'Irlande indépendante. Cinq jours plus tard, cette dernière avait vécu.

Une union catastrophique pour l'Irlande.

Le vote de l'Act (loi) d'Union en 1800 avait consacré l'intégration officielle de l'île au sein du Royaume Uni, au même titre que l'Écosse et le Pays de Galles, mais elle n'avait jamais cessé d'être traitée à part. Elle était soumise à un double exécutif, l'un à Londres, l'autre à Dublin avec un « Lord Lieutenant » et un « Chief Secretary » représentants de la Couronne et du gouvernement anglais. « L'Union avec l'Angleterre ne durera pas longtemps sans libertés nationales... c'est l'extinction, le déshonneur de notre pays. Ce n'est pas l'Union, c'est l'esclavage de la conquête » avait déclaré le leader protestant Grattan en 1800. Le peuple irlandais l'avait ressenti ainsi. Il avait refusé l'assimilation et revendiqué son identité nationale. Selon lui, tous les maux qu'il avait eu à affronter résultaient de la situation de dépendance dans laquelle était maintenu son pays. La Grande-Bretagne, une des premières puissances économiques en 1916, avait laissé l'Irlande devenir l'un des pays les plus pauvres d'Europe.

Le « problème irlandais » que pensaient résoudre les rebelles de Pâques en prenant les armes était complexe. Il mêlait étroitement facteurs économiques et sociaux, données politiques et culturelles, conflits nationaux et religieux (l'opposition entre les Irlandais catholiques et les envahisseurs anglais protestants). Le retard économique se traduisait par l'écrasante domination de l'agriculture, l'absence d'un véritable essor industriel sauf dans les comtés du nord-est qui forment aujourd'hui l'Irlande du Nord, unie à la Grande-Bretagne.

Le peuple des campagnes avait été jusqu'à l'aube du XXe siècle la principale victime de la présence anglaise. Le régime foncier qui assurait la prédominance de la grande propriété, établie à la suite des confiscations britanniques successives des XVIe et XVIIe siècles, avait relégué les paysans dépourvus de terres au statut de tenanciers. Sur des parcelles minuscules, divisées par les partages successoraux, ils ne subsistaient que par la culture de la pomme de terre. La vente de quelques céréales leur procurait le prix du fermage. Situation précaire qui, en cas de mauvaises récoltes, devenait catastrophique. Les deux cauchemars habituels des campagnes, la famine et l'expulsion apparaissaient alors. La législation laissant tout pouvoir aux landlords (grands propriétaires), souvent d'origine anglaise ou écossaise, le non-paiement du loyer entraînait l'éviction. Ainsi il y en eut 6 000 de 1877 à 1880, 10 500 en 1880. Les paysans ne pouvaient échapper à la misère et au désespoir que par l'exil vers des contrées plus « accueillantes »... L'île, qui comptait 8,5 millions d'habitants en 1845, n'en avait plus que 6,5 millions au lendemain de la grande famine de 1847, 5,8 millions deux ans plus tard et seulement 4,4 millions en 1911. Un certain nombre d'exilés s'installèrent dans des pays neufs,

LES INSURRECTIONS IRLANDAISES AU 19e SIÈCLE

1798 À la fin du XVIIIe siècle, un nationalisme irlandais se développa parmi les protestants décidés à mettre un terme aux mesures économiques restrictives imposées à l'île par la Grande Bretagne. Certains comprirent la nécessité de réaliser l'union de la Nation Irlandaise en intégrant les catholiques à la vie politique dont ils étaient écartés. Wolfe Tone, jeune avocat protestant était de ceux-là. La Grande Bretagne ayant accordé quelques concessions, dont la liberté législative au parlement irlandais de Dublin, les divisions apparurent rapidement avec l'hostilité d'une minorité protestante violemment opposée à toute participation catholique. Sous l'influence des idées révolutionnaires françaises, Wolfe Tone évolua vers un républicanisme partisan de l'insurrection. Dès 1791, il fonda les « Irlandais Unis », à Dublin et à Belfast, association politique interdite en 1794. Tone et ses amis, Lord Edward Fitzgerald, Arthur O'Connor, préparèrent la révolution. Ils recherchèrent des fonds auprès des milieux américains d'origine irlandaise et l'aide militaire de la France..

La France envoya une première expédition en décembre 1796, mais dispersée par le mauvais temps, elle regagna Brest sans combat. Les Irlandais Unis furent armés pendant que Tone poursuivait les négociations à Paris. Le soulèvement éclate le 24 mai 1798 dans de mauvaises conditions ; les chefs des Irlandais unis, dénoncés auprès des autorités, avaient été arrêtés auparavant. La révolte gagna cependant toute l'île, sous la forme d'une « chouannerie ». Elle fut définitivement réprimée en juin par les Anglais. Le secours français, enfin obtenu, n'arriva que le 22 août. Les quelque mille français débarqués à Killala ne purent rallier que plusieurs centaines de paysans et se rendirent en septembre aux forces anglaises. Une escadre française fut défaite le 15 octobre à Loug Swilly par les Anglais, dernier épisode de cette révolution désordonnée. Tone qui était à bord du vaisseau amiral fut capturé et condamné à mort. Il se sucida le 19 novembre. La plupart des insurgés irlandais furent exécutés. L'échec de 1798 eut deux conséquences : le parlement irlandais fut aboli par le vote de l'Act d'Union de 1800 ; et Tone devint le héros républicain des générations futures.

1847 Les rescapés des Irlandais Unis se regroupèrent pour s'opposer à l'Act d'Union, sous la conduite de Robert Emmet, un jeune nationaliste de Dublin. Profitant de la guerre qui régnait entre la France et la Grande Bretagne, il établit des contacts en 1802 avec la France et décida l'insurrection. Mal préparée, celle-ci se réduisit à une émeute et à une attaque contre la Château de Dublin. Elle fut facilement réprimées par les autorités le 23 juillet 1803. Emmet, capturé un mois plus tard, condamné à mort, fut exécuté en septembre, ce qui suscita une certaine émotion populaire.

1848 – Pendant la première moitié du XIXe siècle, la lutte irlandaise fut incarnée par le catholique Daniel O'Connell qui refusait tout recours à la violence. Adoptant comme tactique les manifestations de masse et la résistance passive, il mena le combat pour l'égalité des catholiques et après 1840 pour l'abolition de l'Act d'Union. À l'apogé de sa réussite il se discrédita en refusant l'affrontement avec les autorités en annulant un meeting qu'elles avaient interdit. Son échec poussa un certain nombre de jeunes nationalistes vers « l'extrémisme » en leur démontrant qu'il ne fallait rien espérer par la voie légale.

De jeunes intellectuels, nationalistes, romantiques, renoncèrent à soutenir O'Connell et se groupèrent en 1842 autour d'un journal « The Nation ». Ils recherchèrent leurs racines dans la civilisation celtique qu'ils tentèrent de faire revivre. Sous l'influence des idées révolutionnaires de 1848 en Europe, ce mouvement interconfessionnel prit le nom de « Jeune Irlande » et prépara l'insurrection républicaine dans un pays où la terrible famine de 1847 avait anéanti toute volonté révolutionnaire. Les autorités soupçonneuses firent arrêter les principaux leaders, F. Meagher, John Mitchel, S. O'Brien, G. Duffy pour la prévenir. Les insurgés tentèrent d'obtenir l'aide de la France mais Lamartine, alors ministre des Affaires étrangères, ne leur accorda que sa sympathie. La révolte, qui éclata le 30 juillet 1848, se résuma à une escarmouche à Ballingarry. La « Jeune Irlande » sombra après cette tentative. Ses chefs, grâciés quelques années plus tard, émigrèrent. La génération de 48 offrit toutefois à l'Irlande Républicaine son drapeau vert (Irlande catholique celtique) orange (Protestants) séparés par le blanc (trêve), conçu à Paris, et une partie de son idéal culturel, cinquante ans plus tard, à la Ligue Gaélique.

1858-1868 – Tous ces échecs convainquirent les nationalistes républicains révolutionnaires qu'ils ne réussiraient pas sans un secours sérieux de l'étranger. Une nouvelle organisation fut créée en 1858 en Irlande par James Stephane et parmi les émigrés irlandais aux États-Unis à New York par John O'Mahony, l'Irish Republican Brotherhood, ou mouvement « Fenian ». Cette société secrète étendit ses ramifications rapidement, recevant un assez bon accueil dans la population à tel point, qu'en 1865 elle inquiéta les autorités qui arrêtèrent les chefs, O'Leary, T.C. Luby, O'Donovan Rossa et Stephens. L'insurrection prévu en 1866 fut reportée en mars 1867 et fut un échec. Les « Fenians » modifièrent leur stratégie et réalisèrent des attentats en Angleterre. En septembre 1867, en tentant de délivrer deux des leurs emprisonnés à Manchester, ils provoquèrent la mort d'un policier ; trois fenians furent condamnés à mort et exécutés, devenant ainsi des « martyrs » de la cause irlandaise. Un coup de main semblable à Londres fit une vingtaine de blessés en septembre. En 1868, ils assassinèrent un ancien de la « Jeune Irlande », Mac Gee, entré au gouvernement canadien en 1862 et qui avait condamné leur action. La Grande Bretagne prit des mesures. L'IRB resta puissante aux États-Unis sous le nom de Clanna Gaël avec J. Devoy et J. O'Leary.

États-Unis, Australie... D'autres n'émigrèrent que temporairement vers les régions industrielles de la Grande-Bretagne, où ils travaillèrent quelques années avant de regagner l'Irlande.

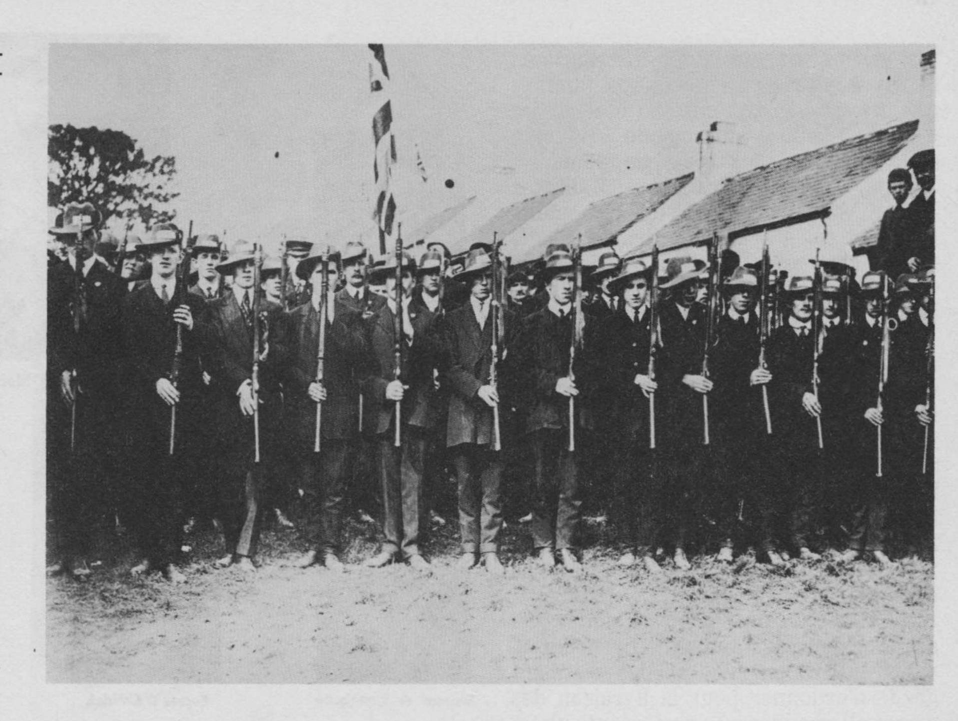
La Grande-Bretagne se désintéréssant des Irlandais, les paysans ne pouvant rien espérer des autorités, n'eurent d'autres solutions pour obtenir les améliorations élémentaires de leur sort que la résistance collective. La lutte culmina sous la conduite de la Ligue Agraire organisée par Michaël Davitt, de 1879 à 1888. Une « guérilla » fut même menée contre les « landlords », grèves des fermages, boycott des propriétaires auteurs d'expulsions, attentats... Pour apaiser l'agitation sociale le gouvernement britannique se résolut à adopter successivement des lois qui mirent fin, en partie, à la « question agraire ». Elles réalisèrent progressivement l'abolition de la grande propriété en permettant le rachat des terres par les paysans (Ashbourne Act de 1885). Le Wyndham Land Act de 1903 offrait des conditions particulièrement avantageuses, l'État procédant lui-même à l'acquisition des domaines revendus ensuite à crédit, remboursable en 68 ans. Des fonds de prêts d'État furent créés en 1891 et renforcés en 1896. La toute puissance des landlords était amputée mais non anéantie. Le taux des fermages fut abaissé de 20% et imposé par les tribunaux en cas de litige. Les tenanciers se virent reconnaître le droit de céder leur bail et de percevoir une indemnité à leur départ. Mais en cas de non paiement la menace de l'éviction restait. Enfin, le résultat essentiel, concerne la répartition des terres. Les paysans en avaient recouvré les deux tiers alors qu'en 1871 ils n'en possédaient que 5 %. Les effets de toutes ces mesures se traduisirent au début du siècle par un changement réel de la condition paysanne.

LA FAMINE DE 1847

La maladie de la pomme de terre, qui avait détruit la moitié de la récolte à l'automne 1845, puis la totalité les deux années suivantes, avait précipité sur les routes des milliers de paysans expulsés, mourants de faim, succombant aux épidémies de typhus, de choléra et de « fièvres ». Plus de 750 000 périrent de cette manière. Les survivants, sans ressources, avaient émigré en masse, souvent dans des conditions de voyage épouvantables. La Grande Bretagne organisa des secours, mais ni les distributions de vivres à prix réduits, ni la mise en chantier de « grands travaux publics » pour fournir du travail à ces milliers d'affamés, ni l'instauration de soupes populaires en 1847 dont vivaient uniquement trois millions de personnes (près de la moitié de la population), n'avaient évité le pire.

Deux nations irlandaises ?

Le monde ouvrier prit la relève de l'agitation rurale. Dublin était devenue la ville la plus pauvre d'Europe avec 20 000 tandis. L'organisation ouvrière était récente du fait de la faiblesse industrielle. D'ailleurs beaucoup de militants



Les volontaires d'Ulster d'Edward Carson : protestants, adversaires du Home Rule, ils rejoignirent les rangs britanniques en 1914.

s'étaient formés auprès des « trade-unions » britanniques pendant leur émigration sur le sol anglais. Tel était le cas des deux principaux leaders ouvriers : Jim Larkin avait fondé le premier syndicat d'ouvriers non spécialisés, l'Irish Transport General Workers (ITGW) en 1909, à Dublin et à Cork. Son implantation à Belfast se heurta aux divisions religieuses. James Connolly, qui fut l'un des responsables de la rebellion de 1916, avait passé plus de vingt ans à militer dans les rangs des syndicats écossais et américains les plus radicaux.

La progression du nombre des militants ouvriers suscita l'hostilité des patrons regroupés autour de W.M. Murphy, maire de Dublin et propriétaire de plusieurs entreprises. Cette lutte culmina en 1913. Des ouvriers furent licenciés pour leur appartenance au syndicat ITGW. La réponse fut la grève. Devenue générale à partir de septembre 1913, elle toucha plus de 24 000 travailleurs. Des affrontements violents eurent lieu le 31 août. Elle ne s'acheva qu'en février 1914. Ce fut un demi succès, puisque le patronat accepta de ne plus pratiquer « la chasse aux sorcières ». De plus, de ce conflit naquit « l'armée des Citoyens », ICA. Formée de bataillons recrutés parmi les ouvriers pour protéger les grévistes, elles devint, sous la conduite de Jim White et de Michaël Mallin, une « force militaire ». Elle ne fut pas dissoute à la fin des grèves. Connolly en était l'âme et le commandant. Il avait installé son quartier général dans un immeuble près de la rivière Liffey, Liberty Hall. La formation avait un drapeau, portant le symbole du « prolétariat irlandais », la charrue étoilée. Fin 1914 l'ICA ne regroupait plus que 400 « soldats » environs.

À cette situation sociale explosive se greffait l'éternelle question de la dualité religieuse. Les descendants des colons protestants, anglais et écossais, n'étaient nombreux qu'en Ulster, 900 000 pour 1,6 million dans les comtés du nord-est. Ils n'étaient que 300 000 répandus dans le reste de l'île parmi quelque 2 800 000 catholiques. Les conflits s'étaient cependant apaisés car le gouvernement britannique avait fait des concessions. L'abolition de la tutelle de l'Église officielle anglicane en 1869 sur les catholiques, supprimant la perception de la dîme et distribuant ses biens au profit des églises et des fondations charitables catholiques, avait réduit considérablement les causes de conflit. L'accès aux fonctions publiques, dont les « papistes » avaient été écartés, leur avait été rendu dès 1829. Toutefois leur réelle participation à la vie politique n'avait été effective qu'à la suite des réformes électorales, qui comme dans tout le Royaume Uni avaient augmenté le nombre des électeurs. En 1884, tout chef de famille résidant depuis un an et payant des impôts locaux obtint le droit de s'inscrire sur les listes électorales. Cette démocratisation, appliquée à l'ensemble du Royaume, mit fin au régime censitaire qui écartait les plus pauvres des urnes.

Alors que l'intégration politique des Catholiques avait pu se faire sans provoquer d'opposition très marquée de la part des Protestants, une nouvelle source de conflits naquit en Ulster à la fin du XIXe siècle. Les liens du Nord-Est de l'Irlande à la Grande-Bretagne furent renforcés par le fait que le débouché des industries (chantiers navals de Belfast, industrie textile linière de Londonderry) était le marché anglais. Toute rupture avec le voisin signifiait déclin mais aussi l'anéantissement présumé des valeurs protestantes. La bourgeoisie protestante, refusant toute remise en cause de ses intérêts, avait converti à ses idées les ouvriers du Nord-Est. La plus grande partie désiraient rester unis à la Grande-Bretagne et étaient hostiles à un changement de statut politique. Le refus de la minorité protestante d'abandonner ses privilèges et l'Union avec l'Angleterre fit rebondir la querelle religieuse. Il n'y avait pas une Nation irlandaise, mais deux. Les Catholiques, qui avaient eu à souffrir de la domination anglaise, étaient favorables aux mouvements nationalistes et soutenaient le combat pour l'obtention du « Home Rule » (l'autonomie). Cette question déchaîna les passions, provoquant indirectement les événements de Pâques 1916.

Cependant le vote du Home Rule ne régla pas le problème irlandais. Il avait divisé l'opinion publique britannique entre défenseurs du projet et partisans du maintien de l'Union (d'où leur nom d'Unionistes). Toute concession diminuant la souveraineté britannique était intolérable pour les Conservateurs. En Irlande, il rencontra deux oppositions, les Protestants d'Ulster et les mouvements nationalistes catholiques. Ressuscitant « l'Ordre d'Orange », confrérie exaltant au sein de ses loges la haine du républicanisme et du catholicisme, les Ulsteriens menèrent une violente campagne de 1911 à 1914 sous la conduite d'Edward Carson. Il sut mobiliser les foules au cours de meetings rassemblant plus de 100 000 personnes, faisant signer à 471 000 d'entre elles un pacte les engageant à refuser le Home Rule. Il organisa une milice, « les Volontaires d'Ulster » armés par 35 000 fusils importés illégalement d'Allemagne en décembre 1912. L'assurance de Carson était renforcée par le soutien de députés conservateurs britanniques (dont leur leader Bonar Law). La devise des Ulstériens était « ne pas céder un pouce ». Les émeutes, en juillet 1912, éclatèrent dans les chantiers navals de Belfast au cours desquelles 2000 ouvriers catholiques furent chassés.

L'hostilité des mouvements nationalistes au Home Rule ne s'exprimait pas de manière violente. Tous ces partis considéraient l'autonomie insuffisante. Seule la suppression totale de la domination britannique pouvait résoudre les problèmes d'Irlande. Leur influence ne toucha qu'une minorité de la population. La plus grande partie du peuple irlandais faisait confiance aux parlementaires. Seule la Ligue Gaélique recrutant essentiellement chez les bourgeois, avec ses 600 sections couvrant toute l'île, avait permis le réveil de « l'âme celtique » en faisant revivre ses traditions, son histoire, sa langue.

La condamnation de tout recours à la violence par l'Église catholique avait freiné l'adhésion populaire à l'IRB, qui bénéficiait cependant de l'héritage de la tradition « fenian ».

Les rapports entre les différents partis nationalistes se manifestèrent lors des grèves de 1913. Les « intellectuels » du Sinn Féin les condamnèrent. Le fossé se creusa avec les militants du Labour Party (socialistes). Au contraire des écrivains (dont des membres de l'IRB, Pearse, Plunkett, Mac Donagh, de la Ligue Gaélique, tel Years) apportèrent leur soutien, de même que les fémnis-

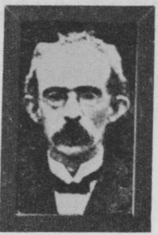
tes, qui organisèrent des distributions de vivres et de vêtements aux familles des grévistes. La comtesse Markievicz siégea au comité militaire de « l'Armée des Citoyens » aux côtés de Connolly, Larkin, O'Casey, Brannigan Mallin et White. Vu l'émiettement des nationalistes favorables à la lutte armée, ils ne pouvaient espérer réussir qu'en s'unissant. Pour faire contre-poids aux « Volontaires d'Ulster » (protestants), les Nationalistes se dotèrent en 1913 d'une force militaire, « les Volontaires Irlandais », organisée par Mac Neill et O'Rahilly, émissaire de l'IRB. Le nombre des recrues de 4 000 en mai 1913 passa à 200 000 en septembre 1914. De nombreux « soldats » de l'ICA rejoignirent leurs rangs afin d'avoir un armement qui manquait à la force syndicaliste. Ils furent armés par seulement 900 fusils achetés en Allemagne... Le débarquement de la cargaison à Howth donna lieu à un incident, les autorités firent intervenir la troupe, ce qu'elles s'étaient gardé d'ordonner pour la livraison des armes allemandes aux protestants ulstériens...


Éamonn Ceannt


Pádraig Mac Piarais


Seán Mac Diarmaid


Séamus Ó Conghaile


Tomás Ó Cléirigh


Seosamh Pluincéad


Tomás Mac Donnchú

Le Gouvernement provisoire (les noms gaéliques figurent sur le document) : au centre, Patrick Pearse ; en haut, à g., Eamonn Ceannt à dr., Jean McDiarmada ; en bas, de g. à dr., James Connolly, Thomas Clarke, Joseph Plunkett, Thomas McDonagh.

Une insurrection sur des hypothèses.

La déclaration de guerre du 4 août 1914 suspendit les tensions et fournit l'occasion attendue par les séparatistes. Dès septembre, elle confirma les divisions entre « loyaux sujets » de sa Majesté et ceux qui refusaient d'aller combattre pour une cause « étrangère » qui ne concernait pas le peuple Irlandais. Les protestants ultériens se prononcèrent pour le soutien à la Grande Bretagne et s'empressèrent d'accepter la suspension du Home Rule jusqu'à la fin du conflit. Ils appelèrent leurs sympathisants à rejoindre les rangs des Britanniques, ce que firent les « Volontaires » d'Ulster. La majorité des « Volontaires » catholiques de Mac Neill adoptèrent la même attitude à l'appel du leader du parti parlementaire Redmond, chef de file du mouvement pour le Home Rule. Ceux qui restèrent, des Nationalistes « extrémistes » passèrent en partie sous le contrôle des Républicains Indépendantistes de l'IRB, leur donnant une force militaire d'environ 12 000 membres (18 000 fin 1915). Le syndicaliste Connolly s'était par contre prononcé pour le refus de la participation militaire en militant dans la « Ligue pour la Neutralité Irlandaise ».

Les Nationalistes profitèrent de la guerre pour préparer l'insurrection. Le 9 septembre 1914, le comité suprême de l'IRB décida de passer à l'action au moment propice. Refusant l'union sacrée en vigueur dans tous les autres pays, Connolly multiplia les « menées provocatrices » : défilés des milices syndicales de l'ICA dans les rues de Dublin, « manœuvres » aux environs de la ville, articles incendiaires... La surveillance policière et la censure ne purent entraver son action. Ne pouvant réussir seul, Connolly prêchait l'alliance avec l'IRB. Pour ces derniers elle ne pouvait s'opérer que si Connolly renonçait à unir combat pour l'indépendance à l'avènement d'un « État Ouvrier » en Irlande. Il le fit, semble-t-il.

Le soulèvement de Pâques résulta de l'union de deux nationalismes, l'un incarné par Connolly, populaire et « fougueux », l'autre par les chefs de l'IRB dont les personnalités marquèrent le caractère de la rebellion. Des contacts IRB-ICA eurent lieu en plusieurs circonstances, comme lors de la célébration du 150e anniversaire de la naissance de Wolfe Tone (voir encadré) à Bodenstone. L'étape décisive se déroule en janvier 1916. Connolly multipliant les provocations imprudentes à l'égard des autorités, l'IRB le séquestre du 19 au 22 janvier ! Pendant sa « détention », il convainquit ses « ravisseurs » de décider l'insurection pour le dimanche de Pâques, le 23 avril 1916. Il restait trois mois pour organiser le soulèvement, renforcer le potentiel militaire représenté par les Volontaires et l'ICA. Reprenant la tradition des révoltes irlandaises, les insurgés recherchèrent une aide extérieure parmi les ennemis de la Grande Bretagne ; l'Allemagne fut choisie.

Les plans de l'insurrection comportaient un certain nombre de données incertaines et non vérifiées. L'essentiel des opérations se résumait à Dublin, le reste relevait de suppositions et de l'improvisation ! On devait en premier s'emparer des principaux édifices de Dublin et bloquer les issues afin d'isoler la ville des secours britanniques stationnés en province. Des Volontaires levés dans le reste du pays auraient la mission de cerner et de réduire la garnison d'Ernskillen et les camps militaires anglais de Curragh et d'Athlone. Les effectifs prévus étaient de 3 000 à Dublin face à plus de 2 200 soldats britanniques, (plus 13 000 en province). La réussite dépendait de l'effet de surprise, mais rien n'était prévu pour la suite. Comment tiendraient-ils face à la riposte britannique ? De plus, la victoire totale

---

LE COMBAT POUR LE VOTE DU « HOME RULE ACT » ou le « gouvernement chez soi » ÉVOLUTION DU PARTI PARLEMENTAIRE IRLANDAIS

1870 — Organisation des députés irlandais siégant à Westminster en un parti devenant la « Home Rule league en 1873 sous la conduite de Charles Stewart Parnell.
1874 — 50 députés élus.
1880 — 60 élus.
1885 — Les résultats des élections permettent aux Irlandais d'être les arbitres entre les deux partis britanniques, libéral (335 sièges) et conservateur (249 sièges).
Juin 1886 — Premier projet de Home Rule présenté au Parlement par le libéral Gladstone, repoussé par les Communes, 931 libéraux ayant voté contre. Démission de Gladstone. Échec des libéraux aux élections britanniques. Affaiblissement du parti libéral divisé.
1889 — Un scandale privé discrédite le protestant Parnell, leader du parti irlandais dont l'objectif demeure le vote d'une loi accordant le Home Rule. Le parti se divise entre partisans de Parnell et adversaires sous la conduite de Dillon.
1893 — Deuxième projet de Home Rule présenté par Gladstone dont le parti ne détient la majorité parlementaire qu'avec les voix irlandaises. Voté par les Communes mais refusé par les Lords (419 contre 41 voix).
1900 — Réunification du Parti Irlandais sous la conduite de John Redmond.
1912 — Le résultat des élections britanniques rend à nouveau les Irlandais (82 sièges) arbitres entre les libéraux (275 sièges) et les conservateurs (273 sièges).
1911 — Amendement parlementaire ne rendant le veto de la Chambre des Lords suspensif que pendant trois sessions parlementaires, soit deux ans.
Juin 1913 — 3e projet de Home Rule voté par les Communes, refusé par les Lords, mais devant entrer en application fin 1914.
Juil. 1914 — Échec de la conférence de Buckingham pour trouver un compromis entre Ulstériens et Parlementaires. Le Home Rule dans l'impasse !

devait être assurée par l'espoir d'une intervention militaire allemande directe et celui d'un soulèvement général !

On dut vite renoncer à l'aide allemande. L'émissaire irlandais Casement n'obtint qu'une livraison de 25 000 fusils qui devaient être débarqués quelques jours avant la révolte par l'*Aud*, un cargo battant pavillon norvégien. Le gouvernement allemand promit de retenir l'attention britannique pendant la semaine de Pâques par des attaques de diversion sur la partie anglaise du front en France et des raids de dirigeables zeppelins sur le territoire anglais. L'espoir du soulèvement populaire était surestimé en une période au cours de laquelle des Iralandais tombaient aux côtés des Britanniques sur les champs de bataille. Casement, chargé de recruter des combattants parmi les prisonniers irlandais en Allemagne, ne rencontra aucun succès (une dizaine d'engagements !)

Cependant un certain mécontentement se fit jour devant l'évolution politique du gouvernement britannique. L'entrée de 8 députés Unionistes dans le cabinet d'Union Nationale du libéral Asquith éveilla les craintes des Irlandais pour l'avenir du Home Rule. Quant aux Volontaires protestants, ils avaient eu le droit de former leurs propres régiments, ce qui avait été refusé aux catholiques. La menace du service militaire obligatoire planait sur les habitants de l'île. Aucune manifestation, toutefois, ne permettait de supposer une adhésion possible à la révolte. L'un des points du plan d'insurrection, sur lequel tout reposait, était l'attitude des Volontaires catholiques. Officiellement, ils obéissaient à Mac Neill, mais ce dernier n'avait pas été prévenu du projet... Les dirigeants de l'IRB pensaient pouvoir se passer de son accord sans éveiller ses soupçons et avaient confirmé l'ordre de mobilisation pour début avril.

Quelques jours avant Pâques, une série d'événements imprévus rendirent les chances de réussite hasardeuses. La date de l'insurrection fut reportée au lundi 14 avril, jour jugé plus favorable car les Britanniques assisteraient au Grand Prix hippique de Fairyhouse, dans la banlieue de Dublin, et déserteraient la ville. Le cargo attendu, l'*Aud*, se fit repérer par la Royal Navy le 21, et la capitaine norvégien fit sauter la cargaison qui n'avait pas été débarquée. L'armement des rebelles, sans les fusils de l'*Aud*, était insuffisant et ne prmettait plus d'équiper les Volontaires de province. Même à Dublin, tous n'auraient pas l'indispensable... L'émissaire Casement fut arrêté à son retour d'Allemagne, le même jour. Ayant réalisé la faiblesse des insurgés, il aurait conseillé de faire annuler l'action. Ces événements éveillèrent les soupçons de MacNeill. Il donna alors le contre ordre de mobilisation aux Volontaires. L'IRB fit passer un ordre le maintenant, mais nul ne savait le nombre de ceux qui se présenteraient !... Sans armes, sans artillerie, que pourraient faire les insurgés dont les troupes étaient devenues incertaines ? De plus, ils se trouveraient isolés dans Dublin, ne pouvant espérer un réel secours de la province. Il restait l'hypothèse du soulèvement général spontané.

La veille du 24 avril, les dirigeants de l'IRB et Connolly se réunirent pour décider le maintien de l'insurrection. Tout en soupesant les dangers et les possibilités très limités de victoire, ils se prononcèrent affirmativement ! Cette décision, lourde de conséquences, reflète l'esprit de précipitation et d'inorganisation qui avait présidé à la préparation de l'insurrection. Tous étaient conscients de la situation, mais l'idéalisme des poètes qui brûlaient de s'immoler sur l'autel de la République, soutenu par l'esprit Révolutionnaire de Connolly, eut raison de la prudence.



L'échec sur le plan populaire : devant le bureau du télégraphe occupé par les insurgés, une foule clairsemée et indifférente.

LES PARTIS NATIONALISTES IRLANDAIS EN 1916

SINN FEIN (Nous Seuls)	— Créé au début du siècle par Arthur Griffith, fondateur du journal « The United Irishman » en 1899. — Préconisait la création d'un parlement et d'un système économique irlandais. Les députés et les élus locaux devaient en être les dirigeants. — Pour y parvenir, appliquer le boycott aux institutions britanniques. — Refus du recours à la violence et à l'insurrection.
La Ligue Gaélique	— Fondée en 1893 par Douglas Hyde, intellectuel protestant et Mac Neill, professeur d'histoire. — Mouvement CULTUREL dont le but était de faire revivre la « civilisation Celtique » et s'opposer ainsi à la prédominance de la culture britannique. Cette revendication d'identité déboucha à long terme sur l'indépendance nationale.
L'IRB Irish Republican Brotherhood (Fraternité Républicaine Irlandaise)	— Résurgence du mouvement Fenian (Fianna, l'armée légendaire des Celtes), créé à Dublin et à New York en 1858 par Stephens, O'Mahony, O'Donovan Rossa, qui déclina en Irlande après 1868 mais se consolida aux USA parmi les émigrés. En 1897, la section irlandaise fut réorganisée par Clarcke, contacté par celle de New York, le Clan Na Gaël. — Organisée sous la forme d'une société secrète, prêcha l'insurrection pour obtenir l'indépendance et l'avènement d'une République. — En 1916, ses principaux dirigeants étaient, outre Thomas Clarcke, Padraig Pearse, un poète ; Eamonn Ceannt, amateur de musique traditionnelle ; Mac Donagh, poète ; Figgis, écrivain ; Childers, romancier ; Mac Diarmada ; Joseph Plunkett ; Cathal Brugha ; De Valera *, citoyen américain ; Casement, ancien diplomate protestant.
Parti Socialiste Irlandais	— Fondé en 1896 par James Connolly. — Sa doctrine unit le combat révolutionnaire pour « l'avènement du socialisme » et la lutte pour l'indépendance nationale et une République d'Irlande.
Labour Party	— Parti ouvrier, branche politique du syndicat ITGW, fondé en 1911 avec la participation de Connolly. Calque du Labour Party britannique.
Inghinidhe na hEireann	— Mouvement féministe créé en 1900 par Maud Gonne et Helena Moloney. La Société Féminine pour l'Indépendance Irlandaise (traduction du nom gaélique) se radicalisa après 1908 sous la conduite de la comtesse Constance Markievicz.

* 1882-1975, créateur de l'IRA et futur président de la République d'Irlande.



La riposte britannique : canonnade, voitures blindées...

Les pâques sanglantes

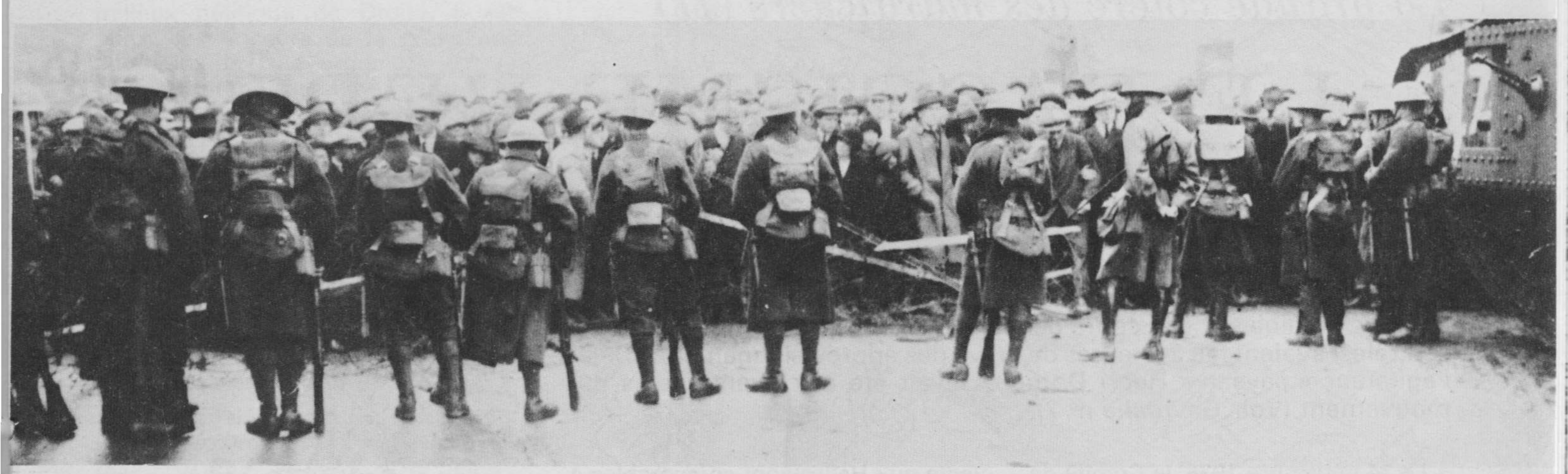
Le 24 avril, tout commença relativement bien. À 9 heures, le comité militaire de l'IRB (auquel siégeait Connolly depuis de 22 janvier) se réunit pour se répartir les fonctions de la future République. Les principaux leaders occupaient bien sûr les postes-clés, Pearse président et commandant en chef de l'armée, Connolly vice-président et commandant des forces de Dublin ; Clarcke, Mac Donagh, J. Plunkett, Mac Diarmada et E. Ceannt figuraient sur la liste. À 10 heures, le signal de la rebellion fut donné aux Volontaires Irlandais convoqués à Liberty Hall. Il y en avait environ un millier (avec les soldats de l'ICA), alors que l'on en escomptait trois fois plus. L'espoir d'un ralliement massif de la population et de l'arrivée tardive de Volontaires, déroutés par les aléas de la convocation, demeurait encore faiblement ! Tout se déroula conformément aux « plans ». Les principaux édifices de Dublin furent investis simultanément par divers détachements de Volontaires et d'hommes de l'ICA. L'effet de surprise jouant, ce premier acte fut en partie réussi. Les points stratégiques de la ville furent occupés : les usines Boland par les hommes de Valers, la Mendicity institution à l'ouest (Sean Heuston avec 25 Volontaires), St Stephens'Green (par Michaël Mallin et l'ICA assités de la comtesse Markievicz) et le bâtiment des syndicats au sud, la fabrique de biscuits Jacob's (par les Volontaires sous les ordres de Mac Donagh), la distillerie de whisky Jameson et les brasseries Watkin's & Roe's (bataillon d'Eamonn Ceannt). Le palais de Justice (détachement de Ned Daly) et la gare de Westland Row tombèrent également aux mains des insurgés. Padraig Pearse et James Connolly avaient personnellement dirigé l'attaque de la poste dans la rue principale de Dublin, où ils ne rencontrèrent aucune réelle opposition. Les quelques Britanniques présents furent fait prisonniers et le Q.G. des insurgés fut installé dans le bâtiment. Pearse lut la proclamation de la République devant une foule indifférente de flâneurs. Le document, signé des sept membres du Comité Suprême de l'IRB et de Connolly, fut affiché à la porte de la poste.

Cependant les insurgés avaient échoué sur les points principaux. Ils n'avaient pu s'emparer du Château de Dublin, siège du gouvernement, pourtant non défendu, n'osant pas l'attaquer (timide tentative dirigée par Sean Connolly) ! L'arsenal de Phoenix Park leur échappa également (échec des « Jeunesses Révolutionnaires »). Les lignes de chemin de fer furent coupées, isolant Dublin, de même que les installations téléphoniques, mais le central téléphonique continua de fonctionner aux mains des Britanniques, car les révoltés n'avaient pas pensé à l'investir... Certains des premiers objectifs atteints, les insurgés attendirent la riposte britannique en se retranchant dans leurs positions. Des vivres et des voitures furent réquisitionnés pour assurer la liaison entre le QG et les divers points. En adoptant cette tactique, ils se condamnaient eux-mêmes, ne pouvant résister aux forces britanniques de beaucoup supérieures (environ 2 000 hommes). Quant à l'attitude des Dublinois elle leur enlevait tout espoir de soulèvement. En effet, ils ne reçurent aucun soutien de la foule qui ne manifesta que surprise, indifférence, et même moquerie et colère (en particulier de mères dont les fils combattaient en France). La seule participation du peuple se résuma dans le pillage auquel se livrèrent les habitants des quartiers pauvres dès le lundi, vidant les principaux magasins d'O'Connell Street ! Les insurgés, désapprouvant cette manifestation qui dégradait leur combat, ne purent cependant endiguer le flot des pillards.

Dès le lundi, les rebelles se trouvaient donc complètement isolés dans la ville. La mobilisation des Volontaires en province ne se fit pas. Quelques attaques sporadiques se déroulèrent au cours de la semaine à Gasplin, Galway, Wexford, Ashbourne... mais ne furent d'aucune aide. La tentative des Nationalistes avait échoué. Ils ne purent résister longtemps à la contre-offensive anglaise qui commença dès le lundi. La tactique adoptée par les Britannique consista à protéger le Château et sa zone, puis à réduire les divers points par une bataille de rues. Du lundi au jeudi, les troupes britanniques refermèrent la tenaille sur la poste, reprenant l'une après l'autre les positions des insurgés. La pression s'accentua le mercredi avec l'arrivée de la cannonière *Helga* qui remonta le fleuve Liffey et pilonna Liberty Hall désert. Les obus provoquèrent des incendies. Le nord et le nord-est furent repris par les troupes britanniques qui reçurent des renforts par chemin de fer et par le port de Queenstown. Les liaisons entre les insurgés furent rompues. Leur résistance acharnée fut peu à peu réduite. L'« Armée des Citoyens » (ICA), retranchée dans la faculté de chirugie après avoir quitté St Stephens-'Park, se rendit le mercredi. On assista à des combats acharnés. De Valera bloqua pendant douze heures des soldats en leur infligeant de lourdes pertes dans la zone de Mount Street Bridge. L'opposition des « rebelles » prit fin avec la reddition de la poste qui tint jusqu'au vendredi. Pilonné depuis la veille, dans des locaux en feu, la situation du QG des insurgés était devenue insoutenable. Retranchés dans une maison voisine de la poste qu'ils avaient évacuée, cernés, les chefs de l'insurrection, après un ultime conseil, décidèrent de capituler le 29 avril à midi. À 16 heures, Pearse signa l'ordre de reddition, sans condition, imposé par le général Lowe. Elle fut communiquée aux quelques points qui tenaient encore (De Valera aux usines Boland). Connolly contresigna. Tout était terminé et l'échec était total. Mais le fait le plus important fut indéniablement le manque de soutien populaire.

La victoire des vaincus.

La politique de répression qu'appliqua la Grande Bretagne le lendemain de la révolte et le sort qu'elle réserva aux vaincus modifia entièrement le sens de la défaite. Le Royaume Uni, engagé sur un autre front, ne pouvait tolérer une « sédition intérieure ». Le gouvernement de Londres décida de ne faire aucune concession aux Irlandais. La loi martiale fut instaurée à Dublin dès le samedi. Plus de 3 400 personnes, soupçonnées pour leurs sympathies nationalistes, furent arrêtées. Nombreuses étaient celles qui n'avaient pris aucune part aux événements. Parmi elles on comptait les membres du Sinn Féin. La moitié fut relâchée rapidement. Les autres furent déportées au camp de Fronloch, au Pays de Galles. Les principaux responsables furent traduits devant une cour martiale qui prononça 90 sentences de condamnations à mort et 3 de prison à vie (De Valera, Merkievicz



Barrage de troupes britanniques, appuyées par un blindé, devant la prison de Dublin

et Mac Neill). Les exécutions commencées le 3 mai se poursuivirent jusqu'au 12. Parmi les 15 premiers fusillés se trouvaient Pearse, Clarcke, Mac Donagh, Michaël Mallin, Ceannt, Mac Diarmada et Connolly, bien qu'il fut blessé. (Casement fut pendu le 3 août à Portobello pour haute trahison). La dureté de la répression souleva des protestation en Irlande et en Grande Bretagne. Les opinions publiques dénoncèrent la cruauté du châtiment, ce qui inquiéta le gouvernement anglais. Le peuple irlandais avait opéré un spectaculaire revirement d'attitude vis-à-vis des insurgés. Le gouvernement, sous la pression des réactions, dut modifier sa politique, mais il était trop tard. Son intransigeance et ses excès transformèrent l'échec militaire de « la semaine sanglante » en une victoire morale. Les exécutions restantes furent suspendues et les peines commuées en emprisonnement à vie. Les prisonniers furent relâchés en août et en décembre 1916. Les derniers, une centaine, furent amnistiés par le premier ministre Lloyd George en juin 1917.

Si la « rebellion de Pâques » fut militairement un désastre, elle eut un impact considérable sur l'évolution politique des années suivantes. Quelques jours après leur reddition, les insurgés devinrent des « martyrs de la cause irlandaise » et réveillèrent la Nation endormie par trente ans de combats parlementaires. Dès la fin 1916, portraits et œuvres des insurgés étaient exposés dans les vitrines de Dublin. La victoire des vaincus fut de faire adopter leur programme démocratique et nationaliste au peuple irlandais qui renonça à soutenir le parti parlementaire de Redmond. L'avenir des partis extrémistes en 1916 en fut complètement modifié. Bien que décapités, l'IRB et le mouvement ouvrier se réorganisèrent. Dès 1917, Michaël Collins, aide de camp de J. Plunkett, restructura les Volontaires et l'IRB en adaptant leur stratégie à la seule méthode capable de vaincre un ennemi supérieur en nombre, la guérilla. Ils devinrent l'Irish Republican Army, (l'IRA, l'Armée Républicaine Irlandaise). Le mouvemant ouvrier eut plus à souffrir de la disparition de Connolly. L'ICA ne lui survécut pas (ses membres rejoignirent l'IRA). Ses successeurs ne reprirent pas ses idéaux socialistes, même s'ils se réclamèrent de lui.

Les événements de Pâques contribuèrent surtout à faire évoluer le Sinn Féin qui devint le porte-parole du combat nationaliste républicain avec le soutien populaire. Le changement d'orientation du mouvement fut ratifié à son congrès d'octobre 1917. De Valera fut élu président, succédant à Griffith qui ne se représenta pas. Le résultat des élections législatives générales de décembre 1918 confirma le revirement populaire déjà manifeste au cours de deux élections partielles l'année précédente (le père de Plunkett et de Valera furent élus au détriment du candidat du modéré Redmond). Le Sinn Féin obtint 73 sièges, l'ancien parti parlementaire 6 et les Unionistes protestants d'Ulster 23.

Le réveil des Irlandais aboutit à la création de l'État Libre d'Irlande du Sud, le 6 décembre 1921. Il ne fut obtenu qu'à la suite du combat, mené conjointement par les députés Sinn Féin qui formaient un gouvernement illégal à Dublin depuis janvier 1919 et l'IRA qui conduisit une guérilla contre les troupes anglaises. Le problème de la partition de l'île en deux états, ce que refusaient les dirigeants de l'insurrection de Pâques 1916, succéda dès lors à celui de l'indépendance.

Marylène JOUVET.

Le Gouvernement provisoire de la République irlandaise au Peuple d'Irlande

Irlandais et Irlandaises : Au nom de Dieu et des générations disparues dont elle a hérité sa vieille tradition de nationalité, l'Irlande, à travers nous, appelle ses enfants sous son drapeau et combat pour sa liberté.

Ayant organisé et exercé sa vaillance dans son organisation secrète révolutionnaire, la Fraternité républicaine irlandaise, et dans ses organisations militaires déclarées, les Volontaires d'Irlande et l'Armée des Citoyens irlandais, ayant patiemment parfait sa discipline, ayant attendu avec résolution le moment propice pour se proclamer, elle se saisit aujourd'hui de ce moment et, soutenue par ses enfants exilés d'Amérique et par ses vaillants alliés en Europe, mais comptant avant tout sur sa propre force, elle combat pleinement confiante en la victoire.

Nous proclamons le droit du peuple d'Irlande à la propriété de l'Irlande, au contrôle sans entraves des destinées irlandaises, souverainement et indéfectiblement. La longue usurpation de ce droit par un pays et un gouvernement étranger ne l'a pas éteint, et il ne pourra jamais être éteint, sinon par la destruction du peuple irlandais. À chaque génération, le peuple irlandais a affirmé son droit à la liberté et à la souveraineté nationales ; six fois au cours des trois derniers siècles, il l'a affirmé les armes à la main. Forts de ce droit fondamental et l'affirmant à nouveau par les armes à la face du Monde, nous proclamons par les présentes la République irlandaise comme État indépendant et souverain, et nous vouons nos vies et les vies de nos camarades de combat à la cause de sa liberté, de son développement et de son essor parmi les nations.

La République irlandaise a droit, et le proclame ici, à l'allégeance de tous les Irlandais et Irlandaises. La République garantit les libertés religieuse et civile, des droits égaux, des chances égales à tous ses citoyens, et se déclare résolue à la poursuite du bonheur et de la prospérité pour l'ensemble de la nation et pour chacun de ses membres, chérissant également tous les enfants de la nation et oubliant les différences soigneusement entretenues par un gouvernement étranger qui a divisé une minorité parmi la majorité dans le passé.

Jusqu'à ce que nos armes aient amené le moment opportun pour l'établissement d'un gouvernement national permanent, représentatif de tout le peuple d'Irlande et élu par les suffrages de tous ses hommes et de toutes ses femmes, le Gouvernement provisoire constitué par les présentes administrera les affaires civiles et militaires de la République au nom du peuple.

Nous plaçons la cause de la République irlandaise sous la protection du Dieu très haut, dont nous invoquons la bénédiction sur nos armes, et nous prions pour que nul de ceux qui servent cette cause ne la déshonore par lâcheté, inhumanité ou pillage. À cette heure suprême la nation irlandaise doit par sa valeur, sa discipline et la résolution de ses enfants de se sacrifier au bien commun, se montrer digne de l'auguste destinée à laquelle elle est appelée.

La grande colère des maraîchers (II)

LE FASCISME VERT

(décembre 1936)

Fin septembre 1936, les maraîchers de la région parisienne, mécontents de la faiblesse des cours de leurs produits au marché des Halles centrales, avaient fait 24 heures de grève des approvisionnements. Déjà l'agitateur « paysan » Henri Dorgères avait été aux avant-postes du mouvement (Voir *Gavroche* n° 7).

Le 14 décembre 1936, le Comité de Défense Paysanne, dirigé par Henri Dorgères, annonce que « les maraîchers de la banlieue de Paris viennent de décider de se mettre en grève. Avec l'effort et l'appui de leurs collègues de province, ils comptent que la grève sera générale pour mercredi matin ». Les causes de ce mécontentement sont anciennes : « Les prix de revient sont très nettement supérieurs au prix de vente. Cette situation met en péril les jeunes maraîchers qui paient de gros fermages, qui ont à supporter de gros impôts, et les ouvriers maraîchers qui vont se trouver sans travail puisque les patrons n'ont plus les moyens de les rémunérer. »

Inquiétudes automnales dans la ceinture verte.

À la fin de la grève de septembre, Dorgère avait indiqué qu'il s'agissait d'un avertissement. N'aurait-il pas été entendu par le ministre de l'agriculture Georges Monnet ? Les revendications des maraîchers (interdire les approvisionnements provenant des maraîcheurs-amateurs ou des importations, réorganiser le marché des Halles centrales de Paris, accorder des crédits aux exploitants en difficultés) n'auraient-elles pas été satisfaites ?

Le gouvernement de Front Populaire a tenu quelques-unes des promesses faites début octobre pour calmer les maraîchers. De nombreuses entreprises ont pu surmonter leurs difficultés grâce à des prêts aventageux (taux de 3 %, renouvelables deux fois, pouvant atteindre 12 % de la massa salariale annuelle). Contrairement à ses engagements internationaux, la France a supprimé ses importations de légumes pour le troisième trimestre de 1936. Mais parallèlement, le gouvernement baisse de 5 francs aux 100 kilos les droits de douanes sur les pommes de terre étrangères. Si la réorganisation du marché des Halles n'a pas avancé d'un pas, la saison hivernale, en tarissant la production des « jardiniers du dimanche », laisse le champ libre aux produits des professionnels. Aussi, sauf exception (épinards et choux-verts...) les prix de vente aux Halles sont comparables à ceux que les jeunes maraîchers estimaient être indispensables pour leur permettre de vivre *(voir l'encadré)*. La situation sur ce plan ne justifie pas la grève. Évidemment, il est loisible au producteur de déplorer qu'une botte de poireaux qu'il cède à l'approvisionnement aux Halles pour 0,50 franc, soit vendue 0,75 au détaillant et coûte 2 francs au consommateur (quant à lui, le kilo de choux de Bruxelles passe de 1,20 à 1,60 et 2 francs). Mais que n'exerce-t-il lui-même son droit de vente sur le carreau forain ?

Cependant, une menace plane. On ne parle alors que de la fermeture possible des Halles le dimanche. En effet, pour appliquer la loi sur la réduction de la semaine de travail, certains commerces de détail devront chômer le dimanche, en plus du congé traditionnel du lundi. Il est alors à craindre que le boutiquier réduise ses achats dès le samedi pour éviter d'avoir des excédents de légumes qui seraient difficilement vendables après trois jours passés sur les étalages. Mandataires et approvisionneurs aux Halles feraient de même. Aussi le spectre de la suspension des ventes pendant près de la moitié de la semaine hante-t-il les maraîchers.

Tout compte fait, les motifs professionnels semblent minces pour provoquer une grève des approvisionnements et surtout l'étendre à la France entière. Ne faut-il pas alors y voir la volonté des Dorgéristes de montrer leurs troupes et d'en découdre une fois de plus avec le gouvernement de Front populaire et les forces sociales qui le soutiennent ?



Et la France aussi va être fauchée...
(Progrès agricole de l'Ouest, 5/7/36.)

Le « vicomte » Dorgères-d'Halluin

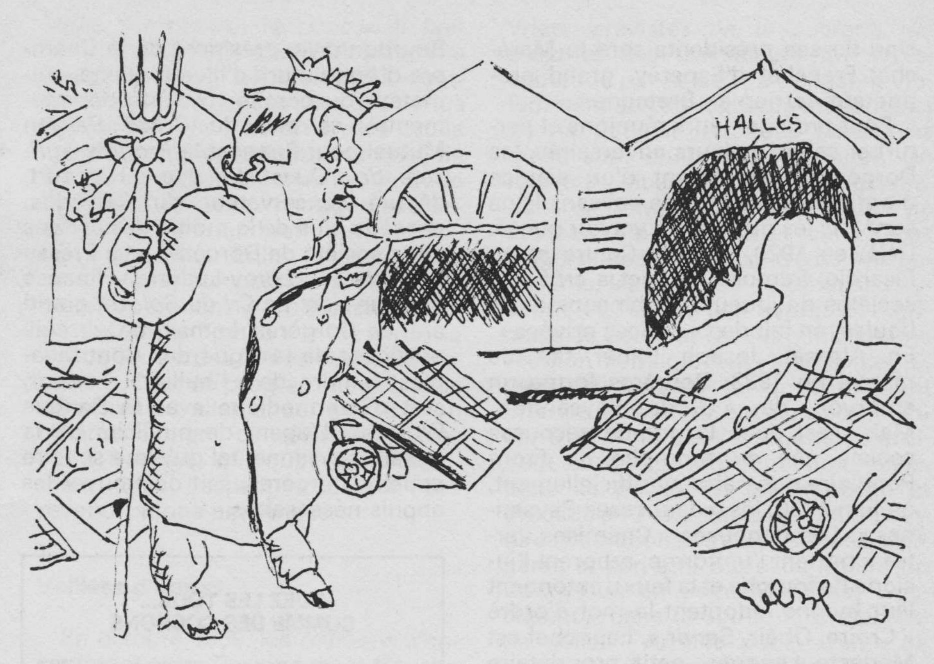
Qui est donc cet agitateur « paysan » Henri Dorgères, qui menace « d'affamer Paris » ? Né en février 1897, de son vrai nom D'Halluin, il est le fils d'un modeste boucher de Wasquehal (Nord). En 1914, il est trop jeune pour être mobilisé, mais habitant la zone d'occupation allemande, en 1916 il tente de gagner la Hollande neutre pour rejoindre, de là, l'armée française. Arrêté par les Allemands, il séjourne plus de huit mois en prison. Cet épisode « patriotique » lui permet de se considérer comme un ancien combattant, frère d'armes de ces millions de ruraux qui furent les « poilus ». Il en tirera un argument pour attaquer avec violence les ouvriers métallurgistes mobilisés à « l'Arrière » et qui furent selon lui des « planqués ».

	Cours revendiqués fin septembre par les jeunes maraîchers	13/12	16/12	20/12
Carotte (les 100 bottes)	150	200	250	125-300
Navet (les 100 bottes)	150	70-150		100-200
Choux vert (les 100)	75	15-60	90	50-100
Poireaux (100 bottes)	150	250	400	200-250
Épinards (100 kg)	225	290	230	240-300
Choux-fleurs (aux cent)	200	150-325	230	175-350
Artichauts	110	175-225		175-225
Oseille		100-250	500	500-60

À partir de 1919, il fréquente les milieux politique de Droite. Il est parmi les briseurs de la grève des éboueurs de Lille organisée par la CGT. Il reprend ses études de droit et sympathise avec les royalistes de *l'Action française*. Il devient un « paysan » en entrant à la rédaction de *l'Écho des syndicats agricoles du Nord*, organe clérical et royaliste. En juin 1925, il s'installe à Rennes et, sur la recommandation de l'archevêque (ancien évêque de Lille), il devient rédacteur au *Nouvelliste de Bretagne*. On lui offre alors la direction du *Progrès Agricole de l'Ouest* (PAO) dont, sous le pseudonyme de Dorgères, il va faire son principal organe de propagande. Parmi ces commenditaires, on note le duc d'Harcourt, le marquis de Baudry d'Asson, le marquis de Kerouartz, le comte de La Bourdonnais. Cette fréquentation assidue de la « fine fleur » de l'aristocratie de l'Ouest lui vaudra, de la part de ses ennemis, le titre de « Vicomte » Dorgères d'Halluin.

En 1930, le parlement, à majorité conservatrice, vote la loi sur les assurances sociales obligatoires. De nombreux agriculteurs de l'Ouest refusent de retirer le montant de la cotisation sur la paye de leurs ouvriers, prétextant que le salarié ne voit là qu'une diminution de ses rémunérations. De plus, la part patronale de la cotisation pèse lourd sur des exploitations dont l'équilibre financier est précaire. Aussi Dorgères lance-t-il une campagne de boycott de la collecte et du versement des retenues et propose-t-il une assurance volontaire financée à part égale par l'État et les intéressés.

Dorgères crée alors les Comités de Défense Paysanne, qui organisent des réunions jusque dans les plus petits villages. ou des manifestations plus importantes (16 000 personnes dans les rues de Rennes, 16 000 à Angers). Par la force, ils s'opposent à la saisie des biens d'agriculteurs qui refusent d'appliquer la loi. Ainsi, entre autres, en juin 1933, les Comités volent au



Le rêve de Dorgères (*L'Humanité* du 17/12/36.)

secours d'un exploitant de la Somme et plus de 2 000 paysans venus de Normandie, sous la conduite de Dorgères, s'opposent violemment à cent gardes mobiles à cheval. Arrêté, Dorgères est condamné à trois mois de prison sans sursis et 2 000 francs d'amende. Son incarcération ne durera que 27 jours : il bénéficiera d'une amnistie votée par le Sénat (où les politiciens ruraux disposent d'une écrasante majorité).

En février 1935, à Rouen, Dorgères préconise la grève de l'impôt et le retrait des fonds des caisses publiques et privées jusqu'à satisxfaction des revendications. Inculpé pour « atteinte au crédit de l'État », il est condamné à 8 mois de prison sans sursis et 1 000 francs d'amende. Mais Dorgères n'est pas encore en prison ! Il fait appel, et sous le gouvernement Laval, sa peine est communée à 6 mois avec sursis !

PROGRAMME MINIMUM DES MARAICHERS

1 — Contingentement immédiat des endives.
2 — Suppression des contingents de légumes frais pour le 1er trimestre 1937.
3 — Contingentement des importations de fruits frais et de jus de fruit.
4 — Interdiction de vente des légumes et fruits frais provenant de contingents antérieurement accordés.
5 — Création d'une nouvelle carte professionnelle des maraîchers permettant aux porteurs de cette carte, seuls, de vendre aux Halles et sur les marchés ainsi qu'aux commissionnaires approvisionneurs et mandataires.
6 — Création d'une commission composée en majorité de maraîchers usagers des Halles pour la réorganisation des Halles Centrales sous le contrôle du ministre de l'agriculture et non de la préfecture de police.

L'agent de publicité de la misère paysanne.

En septembre 1934 est créé le Front Agraire. Les comités de Dorgères y cohabitent avec le Parti Agraire de Fleurant Agricola, l'Union Nationale des Syndicats Agricoles de Leroy-Ladurie, l'Association des Producteurs de Lin des comtes de Guébriant et d'Espel, la Confédération des Productions de Fruits à Cidre des comtes de Guébriant et de la Bourdonnaye, l'Association Générale des Producteurs de Blé, celle des Producteurs de Lait, celle des Fruits et Légumes, celle des betteraviers, sans oublier la Ligue des Fermiers. Ce regroupement corporatif veut obtenir la revalorisation des prix des produits agricoles (fort bas en raison de la crise économique), mais il prétend aussi réformer l'État en prenant pour base la famille et le métier, idées fortement influencées du catholicisme social. Ce Front Agraire sera mis en veilleuse en mars 1936, à la suite d'une scission du Parti Agraire.

Parallèlement, les Dorgéristes créent l'Alliance rurale, destinée à regrouper les sympathisants non-agriculteurs, mais aussi à filtrer les adhésions aux Comités de Défense.

FRATERNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

(...) La Fraternité, elle, dépend exclusivement de notre bonne volonté, elle doit se concrétiser dans cette déclaration : aimer son frère de misère, l'aimer de toutes ses forces et agir parce que résolus à faire cesser cette misère. (...) Est-ce notre faute à nous, si quelques-uns sont nés riches, si d'autres sont nés pauvres ? Est-ce notre faute, à nous, si les politiciens ont peint nos parents, de couleur rouge ou de couleur blanche ? Mais où il y aurait faute de notre part, ce serait au moment où, résolument, nous nous engagerions dans la même voie de l'erreur, au moment où nous préfèrerions au salut de nos frères malheureux les luttes byzantines d'autrefois.

(...) Notre mouvement est sorti de la partie la plus travailleuse, la plus sainte du peuple de France, et on nous accuse d'être les valets des hobereaux ; notre mouvement est pauvre et on nous accuse d'être à la solde des grosses puissances d'argemt ; notre mouvement est vert et on veut nous trouver des attaches à droite ou à gauche. (...) Les vieux lèvent les bras au ciel lorsque nous leur disont que nous sommes révolutionnaires ; mais nous qui voulont vivre, nous voyons bien que, si nous ne montrons pas les dents, on ne tiendra jamais compte de nous, que nous ne sortirons pas de cette misère par des moyens légaux.

Charles-Edmont Lenglet, agriculteur
Chemise verte de Picardie
(article du *Progrès Agricole de l'Ouest* du 19-4-1936)

Une de ses présidents sera le Maréchal Franchet d'Esperey, grand propriétaire terrien en Bretagne.

Pour protéger leurs réunions et perturber celles de leurs adversaires, les Dorgéristes se dotent d'un service d'ordre. Dans le monde paysan, ils ne sont pas les premiers à y avoir pensé. Déjà, en 1929, dans le Centre et en Picardie, Edmont Jacquet a créé des sociétés de joueurs de bincons et de boules, en fait des « milices privées ». En Alsace, Joseph Bilger fait de même. En 1933, Dorgères forme un embryon de « Garde Paysanne ». Mais c'est dans la grande secousse sociale née du triomphe du Front Populaire que naissent officiellement, en juin 1936, les « Jeunesses Paysannes ». Les fameuses « Chemises vertes » portent l'uniforme, arborent l'insigne (la fourche et la faux), entonnent leur hymne, adoptent le mot d'ordre « Croire, Obéir, Servir ». Leur chef est Modeste Legouez, petit propriétaire de l'Eure qui en 1936, disputera vainement le siège de député à Pierre Mendès-France. À cette époque ils seront environ 40 000, répartis dans une cinquantaine de départements, en particulier le Nord-Pas-de-Calais, la région Parisienne, le Finistère, la « Côte d'Azur » et l'Algérie. Ils recrutent souvent dans le salariat agricole. Les Jeunesses Paysannes ne sont pas un cas isolé en France, où à l'époque, chaque groupement ou parti possède son organisation de jeunesse.

Plusieurs centaines de réunions mensuelles sont organisées dans des cafés ou des salles obligeamment prêtées par des municipalités sympathisantes ; l'auditoire de 20 à 30 personnes a été invité par les militants locaux. De grandes réunions publiques, souvent de plein air, permettent de se compter. Dorgères, qui est journaliste, attache une grande importance à la presse. L'hebdomadaire *Le Progrès Agricole de l'Ouest*, son « journal officiel », tire à environ 30 000 exemplaires et est distribué dans 22 départements. *Le Progrès Agricoles du Centre Ouest*, fondé en 1931 et devenu dorgériste en 1936, revendique 10 000 abonnés (mais en 1938 son tirage est de 3 000). En 19î35, pour rivaliser avec les grands hebdomadaires parisiens, Dorgères crée *le Cri du Sol*, dont le rédacteur en chef est Raymond Triboulet. La même année nait le mensuel *La Voix du Paysan* (4 000 abonnés en 1937).

Pour financer ces multiples journaux et organisations, on recourt à la souscription (permanente à partir de 1935), aux quêtes réalisées à l'occasion des fêtes et kermesses. S'y ajoutent les dons en nature, la vente d'insignes (le badge « la Fourche et la faux »), celle des chemises vertes, celle des disques (avec chansons militantes et discours de Dorgères), celle des almanachs... Cela ne suffirait pas s'il n'y avait le financement occulte. Les relations dans l'aristocratie, la hiérarchie religieuse et militaire et la banque sont utilisées. Le comte de La Bourdonnaye, président de la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine, animateur du comité royaliste départemental, se sert du Crédit Paysan Mutuel pour financer le *Progrès Agricole de l'Ouest*. Le duc d'Harcourt, député conservateur du Calvados, possède plus de la moitié des actions de la société de Dorgères « La Presse Agricole ». Leroy-Ladurie finance pour un tiers *Le Cri du Sol*. Un grand ami de Dorgères, Lemaigre-Dubreuil, président de la Ligue des Contribuables, gendre de « l'huilier » Lesieur, sert d'intermédiaire avec la Banque Worms... L'agent de publicité de la misère paysanne, tel qu'aime se faire appeler Dorgères, sait où trouver les appuis nécessaires.

TUEZ LES TOUS...
COMME DES COCHONS

(...) les Bolcheviks, après avoir pillé ou détruit les moissons russes s'en prennent maintenant au blé de France. Ces fainéants communistes, bien incapables de faire pousser le froment, veulent empêcher nos paysans de faire la moisson (...) Les communistes n'ont jamais apporté, ni même cherché à apporter aux ouvriers et aux paysans, d'ici et d'ailleurs, la plus petite amélioration à leur sort. Ils ne cherchent qu'à amener une révolution violente où, à la faveur des troubles qu'ils auront suscités et des misères qu'ils auront imposées au peuple, ils pourront s'emplir la poche et la panse avec le produit du travail des autres (...)

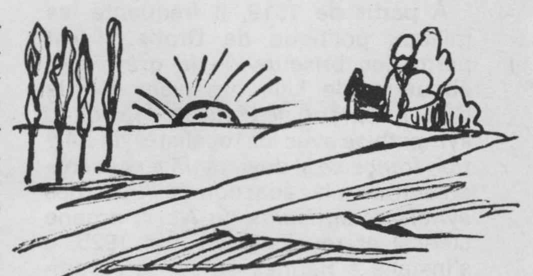
À moins qu'entre temps (paysan) tu n'aies pris ton fusil et que, sans t'attarder à discuter avec ce sauvage, tu ne l'aies proprement tué... comme un cochon ».

Paul Michel, paysan provençal.
(*Progrès Agricole de l'Ouest*, 2-8-1936)

Travail, famille, patrie.

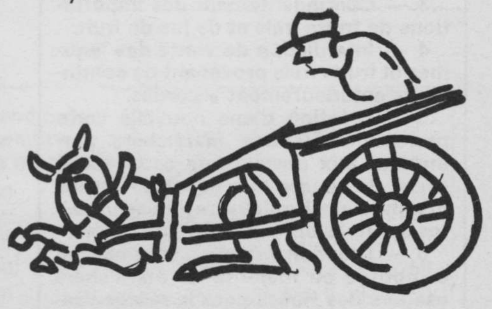
Les soutiens politiques ne manquent pas non plus : Action Française, Parti Populaire Français de Doriot, Solidarité Française du parfumeur Coty, et même la Cagoule, sans compter les hommes politiques de la Droite classique. Si les sympathies sont profondes avec ces groupes, Dorgères refuse cependant l'alliance organique avec eux : « Le mouvement paysan ne doit être à la remorque de personne, mais il a le devoir de prendre en remorque tous ceux qui peuvent l'aider à accomplir son programme. »

Quant aux autres partis, ils devront subir les diatribes, les menaces et les actions dorgéristes. Qualifiés de « lèpre politicienne » ruinant le pays en siègeant au « Palais des Folies Bourbon », dans cette « caverne d'Ali Baba » ou se vautrant dans le « Palais Bourbeux », ils ne méritent que d'en être chassés par un énergique « coup de fourche, instrument de travail, mais aussi instrument de combat dont on s'empare pour chasser les chenapans qui viennent essayer de voler dans les fermes ». Accusés de sacrifier l'agriculture aux intérêts de l'industrie et de « la finance juive », les parlementaires modérés ou de gauche doivent « se mettre dans la tête que le passage à tabac est devenu pour eux un risque professionnel ». Geisdorfer, député des Côtes-du-Nord, Le Bail,député du Finistère, Gourdeau, député de la Sarthe, sont expulsés par des paysans dorgéristes, des comices agricoles auxquels ils participent. Crutel, député de la Seine-Maritime, est kidnappé, embarqué dans une bétaillère où est inscrit : « À désinfecter. A servi à transporter un député », et libéré à une vingtaine de kilomètres du comice où il se rend. En 1933, le président du Conseil des Ministres, le radical Camille Chautemps, doit annuler sa participation à l'inauguration d'un service des eaux à Saint-André-de-l'Eure devant les menaces des paysans locaux. Il est néanmoins brûlé en effigie. Toutes violences attisées par les anti-parlementaires de la Droite politique qui prennent racines dans les traditions anti-étatique des jacqueries paysannes.

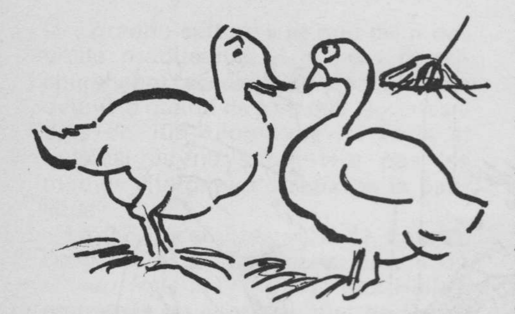


Revendications du soleil :
Repos hebdomadaire, semaine de 40 heures, 15 jours de vacances payés.
(*Progrès agricole de l'Ouest* du 16/8/36.)

Ce mépris pour les politiciens n'empêche pas Dorgères de se présenter aux élections législatives partielles à Blois en mars 1935. Camille Chautemps avant abandonné son siège de député pour celui de sénateur. Le candidat qu'il patronne, un professeur de sixième, est distancé au premier tour (4 888 voix, alors que Chautemps en avait recueilli plus de 11 200 en 1932 !) par Dorgères qui totalise 6 760 suffrages. Mais tous les partis s'étant coalisés pour l'éliminer, le « leader paysan » est battu de 800 voix au second tour. Lors des élections de 1936, seuls six candidats obtiendront l'investiture des Comités de Défense Paysanne.



« Je n'irai pas plus loin, j'ai fait mes 40 heures. »
(*Progrès agricole de l'Ouest* du 16/8/36.)



« Grève sur le tas de fumier si nous n'avons pas une augmentation de ration. »
(*Progrès agricole de l'Ouest* du 16/8/36.)

Le socialisme est la bête noire des dorgéristes. Ils le considèrent comme une « doctrine asiatique » établissant la « tyrannie des villes sur les campagnes ». Les communistes sont attaqués avec une grande violence. Lors des grèves de salariés agricoles de 1936 (voir *le Peuple Français* nèso 1) qui entravent la moisson, Michel Paul, un paysan provençal, recommande de « les tuer proprement... comme des cochons » (*voir l'encadré*). Ne sont-ils pas alors accusés d'être les fourriers de Moscou, qui, sabotant la moisson française, encouragent les importations de blé d'URSS ?

Les Dorgéristes nient la lutte des classes et « estiment au contraire que le sort des ouvriers est intimement lié à celui des patrons ». Ainsi dans l'agriculture les salariés doivent-ils mettre en sourdine leurs revendications salariales, de congés payés, de la semaine de 40 heures ou des assurances sociales, pour ne pas mettre en difficulté les exploitations. Faute de quoi, « le patron ne pouvant faire face aux obligations nouvelles n'aura d'autre solution que de renvoyer ses ouvriers ». L'employeur, cependant, ne doit pas profiter de la situation. On compte fermement sur sa bonne volonté et son humanité : « Que celui qui a plus de moyens aide le plus pauvre, tous nous aimant les uns les autres, combattant pour la même cause, aidant ceux d'entre nous qui souffrent » (*voir l'encadré*).

En théorie, les dorgéristes sont les adversaires du capitalisme libéral qui est destructeur « des relations sociales harmonieuses » et de plus en plus a la tare d'être apatride. Les trusts doivent être francisés et surveillés. Mais le capitalisme, « fruit du travail et de l'épargne », doit être protégé et encouragé. C'est la nostalgie de l'Age d'Or mythique des corporations médiévales. Il faut reconstruire la société sur la base des « valeurs paysannes » : travail, effort, épargne, autorité du chef de famille et discipline familiale. « Rebâtir les villes à la campagne » permettrait au prolétaire « perverti par la lutte des classes et les vices, plaies de la société citadine » de retrouver sa vraie nature. La mise en place de petites exploitations agricoles et d'ateliers artisanaux éviterait la formation des « couches parasites » de fonctionnaires et d'employés. L'État doit borner son rôle à « aider le faible et contenir le riche ». Il faut revaloriser la famille et aider la femme à rester au foyer où elle sera la « gardienne et la dispensatrice » des vertus familiales. Il faut accorder des droits de vote supplémentaires au chef de famille nombreuse, réformer le Code Civil pour éviter les partages successoraux qui démembrent les exploitations agricoles. Enfin la gestion du pays retirées aux politiciens et confiée aux corporations de producteurs régénèrerait la France « avilie » par la République « des Frères et des Camarades ». Tout un programme qui, sous l'Occupation allemande, trouvera un commencement de réalisation avec l'État français, qui oubliera évidemment tout l'aspect « social » des revendications paysannes.

Veillées d'armes...

En octobre 1936, les relations s'enveniment entre Dorgères et la Gauche au pouvoir. Le 8, à Rouvres-sous-Dammartin (Seine-et-Marne) un incendie ravage des hangars où est entreposée la moisson. Pour les Dorgéristes, il ne peut s'agir que d'un geste criminel imputable aux « malveillants » du Front Populaire, puisque la victime est membres du Parti Social Français (ex Croix de feu). Le 16, à Tourny (Eure-et-Loir), les ouvriers grévistes de la sucrerie, en majorité des travailleurs immigrés, soutenus par la CGT, s'opposent violemment aux agriculteurs mécontents de ne pouvoir livrer les betteraves qu'ils sont en train de récolter. On relèvera plusieurs blessés graves, dont un paysan criblé de coups de couteau. Pour protester contre ces « agressions » à l'encontre de sympathisants, les Comités de Défense Paysanne et l'Union des Syndicats Agricoles de Seine-et-Oise organisent une réunion à Magic City)paris). Le 19, vers 19 heures, le gouvernement interdit la réunion qui doit commencer à 21 h 45 ! Les Dorgéristes décident alors de se regrouper aux Halles. Mais ka police les en empêche et procède à 72 arrestations. Afin d'obtenir la libération des emprisonnés, Dorgères et son ami Supplice (maire du Bourg-Dun en Seine-Maritime) « occupent » dans la soirée la préfecture de police ! Arrêtés pour « refus de circuler », ils sont conduits au commissariat du 4e arrondissement, interrogés pour la forme, royalement nourris et rafraîchis, puis libérés vers midi, suivant de peu les incarcérés de la veille. Ce n'est que le 17 décembre, pendant la grève des maraîchers, que Dorgères sera inculpé pour les « évènements » de Magic City !

L'affrontement direct avec le gouvernement va naître du mécontentement diffus des maraîchers parisiens. Le 28 novembre, à Pontoise, Dorgères sonde la combativité de ses sympathisants de la banlieue nord. Le 6 décembre, lors de la réusion des ouvriers maraîchers à Achères, on ne note aucun signe d'une grève prochaine. Puis tout se précipite. Le Préfet de Seine-et-Oise interdit une réunion de maraîchers à Saint-Germain-en-Laye. Ceux-ci se regroupent alors « clandestinement » chez l'un d'entre eux, Morizet, qui exploite une partie des champs d'épandage de la ville de Paris à Achères. Là Dorgères déclare « qu'il veut prendre seul la responsabilité de lancer l'ordre de grève, afin de ne pas entraîner des camarades en prison ». Puis il demande qu'en cas d'arrestation, la relève soit prête. Aussitôt, dans un même élan, Barrilier, maire de Bry-sur-Marne et président du Comité de Défense de la Région parisienne, et Morizet se déclarent prêts. Le principe d'une grève générale jusqu'à satisfaction des revcendications est adopté, et des contacts doivent être pris avec la province pour lui demander son soutien.

Le 11 décembre, des centaines d'affiches annoncent dans Paris la grève prochaine des maraîchers. Il est affirmé qu'il ne s'agit pas « d'affamer la capitale », d'ailleurs les producteurs s'engagent à ravitailler en légumes frais les hôpitaux. Il s'agit de faire plier le gouvernement.

Paris jeûnera-t-il ?

Le 14 décembre, la grève des maraîchers parisiens commence. Pour la

L'INSURRECTION PAYSANNE

« Les ordres arrivent, l'estafette apporte le pli marqué de la fourche et de la faux qui ordonne la grande mobilisation paysanne qui « dans le calme et la pondération » va unir les campagnes pour soutenir par l'action les revendications de la terre.

Sur la place du village, le rassemblement se forme, calme, puissant, volontaire. Demain au lever du jour, les cloches sonneront le tocsin, la mairie sera occupée, des piquets de grève se formeront aux entrées du village. Au chef lieu du canton on ira s'installer dans les bureaux de la perception.

Plus rien ne partira des fermes pour l'alimentation des villes. À la ville c'est l'affolement quand la nouvelle arrive... Plus rien chez le laitier, l'épicier est dévalisé, l'étal du boucher est vide, le pain manque chez le boulanger. À la stupéfaction succède la colère.

Ceux qui, hier, oublieux de leur rôle social, occupèrent l'usine, croisèrent les bras, vocifèrent, hurlent, pestent contre ces paysans qui ont le culot d'appliquer à la défense de leurs revendications les méthodes qu'ont employées les ouvriers.

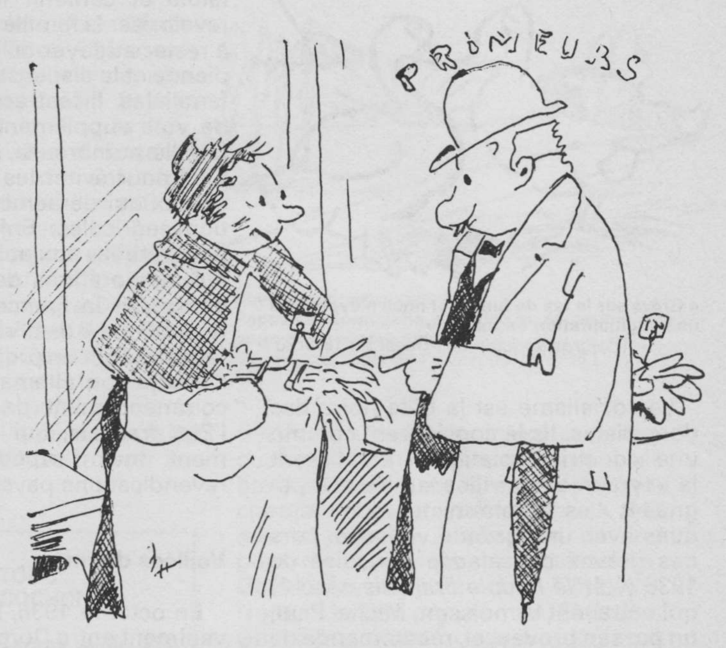
Une première décision est prise, l'étranger nous ravitaillera ? Mais ce n'est pas une petite affaire d'organiser un pareil ravitaillement et l'essai échoue. Pendant ce temps l'émeute gronde, une deuxième résolution est prise : la réquisition. Mais ce n'est pas non plus une petite affaire car les paysans sont résolus à se défendre, par tous les moyens, si on ose venir chez eux. »

Tract dorgériste distribué aux Halles de Paris en septembre 1936.

province, elle ne doit prendre effet que dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16, pour permettre l'écoulement des produits expédiés ou mis en « resserre » aux Halles à la fin de la semaine précédente.

Les Dorgéristes sont confiants dans le succès du mouvement. Le 15, Dorgères déclare au *Petit Journal* que « 80 ou 90 % des maraîchers seront en grève (...) Il ne sera fait aucune expéditions de primeurs de province vers Paris. Les syndicats en outre sont prêts à « dérouter » celle qui pourraient être tentées ». Le 16, dans *L'Ami du Peuple*, il affirme que « conformément à nos prévisions, la grève est en train de s'étendre à l'ensemble du territoire. Chaque heure nous apporte des adhésions nouvelles ». Le même jour, un collaborateur du leader « paysan » assure au *Journal* : « Tous, même ceux qui n'adhèrent pas au Front Paysan, se sont solidarisés avec leurs camarades de Paris : « Rien aux Halles ». Aussitôt le mot d'ordre lancé, rien n'arrivera plus, ou si quelques particuliers expédient encore, leurs envois seront insignifiants.

Assurance feinte ou reflet de la réalité sur le carreau des Halles ? Le 15-16, la banlieue ouest réduit ses envois : Montesson n'expédie que 25 camions au lieu des 84 habituels, Chambourcy un sur 19, Versailles 16 au lieu de 56. Les champs d'épandage d'Achères et de Gennevilliers cessent leurs livraisons. En province, Nantes n'expédie qu'une tonne au lieu des 12 attendues. La partie est-elle donc gagnée par les Dorgéristes ? Il semble qu'il n'en soit rien car des signes discordants apparaissent déjà. Les arrivages du Midi (pourtant solidaire des grévistes selon ses dirigeants) sont plus importants que d'ordinaire (70 camions au lieu de 54), l'Orléanais fait de même (40 contre 35). Plus inquiétantes pour les maraîchers grévistes sont les livraisons de la banlieue elle-même. Les producteurs d'Arpajon, ceux de la Vallée de Chevreuse continuent imperturbablement à approvisionner les Halles. Aussi, le 16, alors que les envois de la région parisienne ont baissé de 80 %, les expéditions supplémentaires de province permettent de limiter le recul



Les légumes précieux :
— Attention ! Enlevez-moi l'étiquette ! C'est pour un cadeau.
(Dessin de R. Guérin, *Le Journal*, 16/12/36.)



(*Le Populaire* du 20/12/36.)

des approvisionnements à 20 %. Les 17 et 18, la baisse s'accentue : 297, puis 270 tonnes livrées. Mais le 19, les arrivages remontent brusquement à 366 tonnes. Il est évident alors que les Dorgéristes ont perdu la partie. Même leurs bastions ont dû céder : Montesson a repris ses livraisons (11 camions contre 7 la veille), Versailles (20 contre 18) et Montreuil (3 contre 0).

Que s'est-il passé ? Contrairement aux espoirs des amis de Dorgères, tous les maraîchers ne les ont pas suivis. Des producteurs n'ont pas accepté d'appuyer ce qu'ils considèrent comme une manœuvre politique anti-gouvernementale. Dès le dimanche 13 décembre, plus de 660 d'entre eux réunis à Arpajon avaient « pris l'engagement de rester unis dans leurs organisations syndicales et de continuer l'approvisionnement des Halles ». Le 14, les ouvriers jardiniers de la région parisienne, affiliés à la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (CGT) font savoir aux patrons qu'ils « sont décidés à soutenir les revendications qui sont justifiées », mais ils dénoncent « les responsables des difficultés (qui) sont les gros exploitants et les spéculateurs de tous ordres qui ont dans leurs mains le marché des Halles, tous amis et bailleurs de fonds de Dorgères ». Ils espèrent que « les exploitants ne répondront pas au mot d'ordre de grève du représentant des hobereaux qui veut les engager dans une action qui ne peut que les rendre hostiles à la population parisienne ». Dans *L'œuvre* du 16, un maraîcher arpajonais résumera l'opinion des non-grévistes : « Nous n'obéirons jamais à ce fasciste. S'il y a des maraîchers qui marchent dans sa combine, c'est parce qu'ils sont des patrons. Ils emploient des ouvriers agricoles à 40 francs par jour et se plaignent d'être écrasés par les impôts. C'est peut-être vrai, mais s'ils cultivaient la terre comme nous, ils n'auraient pas à payer des fermages et à se promener en voiture ». L'animosité contre les « gros » est donc vive. Les divergences d'intérêts font éclater la fiction dorgériste de l'unanimité du monde paysan. Abandonnant leurs collègues grévistes à leurs tentations politiques, les non-grévistes sautent sur l'occasion pour réaliser des « affaires » en écoulant rapidement et à bon prix leur production sur un marché provisoirement « en manque » (*voir l'encadré*).

Passeport pour les Halles ?

Face à la grève, le gouvernement réagit. Le 15, le ministre de l'agriculture reçoit le président du comité de défense des maraîchers qui lui remet le cahier des doléances de la profession (*voir l'encadré*). Le 16, c'est le tour d'une délégation de maires des communes maraîchères (Aigremont, Montesson, Poissy, Chambourcy, Ecquevilly) et de syndicalistes. Le même jour, la contre-attaque gouvernementale commence. Dorgères est accusé de faire de la politique et non du syndicalisme, d'être le porte-parole de



— Pas augmenté ?
— Pourtant, au prix où sont les agitateurs !
(*L'Œuvre*, 17/12/36)

la « grande culture » et non celui des petits producteurs. Les gros maraîchers sont accusés de concurrence déloyale quand ils font des légumes à plus de 100 kilomètres de Paris et qu'ainsi ils ne supportent pas les mêmes charges que ceux de la banlieue.

Le 17 décembre, vers 22 heures, Dorgères et André Rouas, gérant du *Cri du Sol*,, sont arrêtés aux Halles, emmenés au commissariat de Saint-Germain l'Auxerrois, et relâchés le lendemain vers 11 heures : c'est une mesure d'intimidation, puisqu'aucun délit ne peut être retenu contre eux, hormis leur présence aux Halles. Dorgères saute sur l'occasion poure relancer l'agitation au moment où la grève s'essoufle. Le 19, il publie une lettre ouverte au préfet de police, où, se plaignant de l'interdiction illégale de sa présence aux Halles, il demande au préfet de lui « délivrer un passeport pour me permettre de me rendre aux Halles ». Le 18, sans délibération du Conseil municipal de Paris, portant propriétaire, le Préfet de police ordonne la réquisition des légumes produits par les fermiers concessionnaires des champs d'épandage de la ville de Paris. Il s'agit de faire plier ces gros producteurs, fer de lance de la grève et fidèles amis de Dorgères. On menace de résilier leurs baux s'ils n'obtempèrent pas. Leurs produits seront acheminés vers les Halles par des camions militaires sous la protection des gardes mobiles. Pour tenter d'affaiblir la manœuvre préfectorale, de petits maraîchers pillent les champs durant la nuit pour en retirer l'essentiel des légumes.

Le même jour, pour désamorcer le mécontentement, le gouvernement relève les droits de douanes sur les endives belges et en réduit les contingents d'importation pour 1927. Le contingent de légumes frais pour le premier trimestre de 1937 est supprimé. La réorganisation du marché des Halles, votée par les députés mais repoussée par le Sénat (à majorité conservatrice) depuis plus de 18 mois, est reprise en procédure de discussion d'urgence.

L'indiscipline de leurs collègues et les mesures gouvernementales ouvrant des brèches toujours plus larges dans leur blocus de Paris, les maraîchers grévistes tentent de les colmater. Dès le 17 décembre, des piquets de grève sont installés aux Halles pour en interdire l'accès. La Ligue des Paysans annonce que « des répressions très sévères seront envisagées, tôt ou tard, contre ceux qui seraient considérés comme des traîtres à la cause paysanne ». Mais les Halles sont investies par la police qui protège le déchargement des convois. Aussi les dorgéristes « invitent leurs adhérents à rester dans leurs communes respectives pour contrôler les expéditions et inviter les réfractaires à observer les ordres de grève, sans aucune intention de provoquer des troubles ». Le moyen le plus sûr pour tarir les envois est donc de les intercepter avant qu'ils n'atteignent Paris.



— C'est bien la première fois que tu ne reçois pas de trognons de choux.
(Dessin d'Hervé Baille dans *Le Journal* du 18/12/36.)

Ainsi, le 17, à Pierrelaye (Seine-et-Oise), bastion des Dorgéristes, un camionneur venant de Saint-Malo avec des choux-fleurs s'arrête chez lui pour dîner. Un groupe de grévistes le menaçant, le conducteur saute dans son véhicule et file vers Paris. Arrêté à Franconville par un piquet d'une centaines d'hommes, il est contraint de retourner chez lui. Le Préfet de Seine-et-Oise alerté ordonne le transfert du chargement à Paris sous la protection d'un peloton de gardes mobiles. Mais les maraîchers immobilisent le véhicule en crevant les pneus. Le lendemain, le sous-préfet et le commissaire de Pontoise, le capitaine de gendarmerie ne peuvent faire céder les grévistes qui, pour empêcher le départ des légumes vers Paris, les achètent au camionneur !

Dans la nuit du 18 au 19, le convoi de l'Arpajonnais est attaqué. Transportant la production des non-grévistes les plus résolus, il est composé de 18 voitures au lieu des 14 habituelles (en fait 20 voitures étaient prévues, mais deux d'entre elles ont eu leurs pneus crevés). Entre Antony et Longjumeau, des autos particulières tentent de gêner son passage, des pierres sont jetées contre le convoi et à Bourg-la-Reine, on tente de couper les bâches. Le 19, entre Viarmes et Belloy (nord de Saint-Denis), un camion est intercepté par les grévistes, et son contenu versé à terre est rendu invendable. À Antony, il en aurait été de même pour un véhicule si l'arrivée inopinée d'agents cyclistes n'avait mis en déroute le piquet de grève. Dans la nuit du vendredi au samedi, dans la région de Pontchartrain, des maraîchers arrêtent un camion venant de Saint-Malo et détruisent les 200 choux-fleurs qu'il renferme. Le lendemain, ils tentent de récidiver contre deux camionnettes. Mal leur en prend, car elles sont remplies de gardes mobiles. Après une fuite éperdue à travers champs, quinze manifestants sont arrêtés et poursuivis « pour entrave à la circulation ».

Échec au « vicomte ? »

L'intimidation ne parvenant pas à tarir les envois de légumes, dès le 19, il apparaît que la grève est un échec, du moins en ce qui concerne la mobilisation des producteurs. Ce jour-là, le ministre reçoit le comité intersyndical de grève et n'est pas avare de promesses. C'est une occasion inespérée pour les maraîchers modérés qui ne veulent pas que la profession pâtisse du ridicule d'une grève cessant faute de combattants. La Confédération Générale des Producteurs de Fruits et Légumes décide alors de mettre fin au mouvement pour le mardi 22 décembre. « Il faut admettre », déclare-t-elle, « que le gouvernement ne peut donner immédiatement satisfaction à toutes les revendications formulées, dont certaines exigent soit un vote du parlement, soit la conclusion d'ententes commerciales avec les pays étrangers ». Comme certaines revendications sont satisfaites ou en voie de l'être la CGPFL est « désireuse de ne voir apporter aucun trouble à l'approvisionnement de la population parisienne pendant les fêtes de Noël et du Nouvel An. » C'est la condamnation claire de toute poursuite du mouvement qui ne serait alors qu'une opéra-



Dorgères : *« J'avais cependant bien dit : N'envoyez rien ! »*

(*Le Populaire* du 18/12/36.)

tion politique contre le gouvernement de Front Populaire. La tentation dorgériste est ainsi rejetée.

Dorgères ne se tient pas pour autant battu. Dans *le Progrès Agricole de l'Ouest* du 20, son « papier » a donc été rédigé avant l'évidence de l'échec de la grève, il écrit : « Si demain les intérêts des producteurs de viande sont sacrifiés, si demain les producteurs de lait continuent à vendre à perte leurs marchandises, ils seront sans doute tentés, eux aussi, de faire grève pour obtenir satisfaction (...) Par anticipation, je vois déjà comment ces événements pourraient se dérouler : un ordre de grève venant de Paris, transmis aux organisations départementales et aux délégués cantonaux et le tocsin sonnant dans toutes nos communes rurales (...) Le tocsin, il faut y penser comme le signal d'alarme qui dressera toute la paysannerie française contre ses oppresseurs ». Une semaine plus tard, Dorgères déchante et abandonne, au moins provisoirement, cette « vision » insurrectionnelle bien optimiste : « Il faut, si l'on veut utiliser à nouveau l'arme de la grève, préparer dès maintenant l'opinion paysanne. Il importe de lui montrer que la discipline est le facteur essentiel du gain des batailles. Il importe de démontrer que l'obéissance au mot d'ordre donné par les chefs doit être immédiate et complète... »

Battus en 1936, Dorgères et ses amis prendront leur revanche en juillet 1940, quand l'État Français, présidé par le Maréchal Pétain, auquel ils apportent tout leurs concours, tentera de construire la France de l'Ordre Nouveau selon les schémas prônés depuis des années, entre autres, par le chef « paysan ».

Jean SANDRIN.

NOTES DE LECTURE

La foule dans la Révolution française de George Rudé
Éd. Maspero, 82 F.

Des « brutes féroces » de Taine aux « foules inspirées et sublimes » de Michelet, les jugements de valeur n'ont pas manqué sur la composition et le comportement des foules parisiennes révolutionnaires de 1789 à 1795. La traduction, en 1982, de l'ouvrage de G. Rudé (paru en anglais en 1959) permet une approche plus sérieuse, à partir des archives policières et judiciaires. Les 662 « vainqueurs de la Bastille » (avec un brevet officiel) n'étaient ni des étrangers à la ville, ni des vagabonds, ni des chômeurs, ni des délinquants. Travailleurs inscrits dans les «milices bourgeoises » de leur quartiers, ils sont représentatifs de cette partie du peuple que l'on nommera en 1791 les sans-culottes : petits artisans des faubourgs et boutiquiers, avec des cadres bourgeois et un apport salarié. Des journées politiques aux révoltes de subsistances, Rudé pèse les mobiles des manifestants, la nature de leur alliance avec les Montagnards. Nous revivons grâce à lui l'ambiance des émeutes avec leurs centres, leurs rumeurs, leurs slogans, leurs règles (« brûlons puisqu'il le faut, mais ne volons pas »). Un livre pionner à son époque qui éclaire des aspects méconnus de l'action révolutionnaire du peuple de Paris. Regrettons cependant que l'éditeur n'ait pas jugé bon d'y ajouter une mise à jour.

Visages du mouvement ouvrier français, par G. Lefranc.
P.U.F., Paris 1982. 233p., prix : 105 F.

Voici un recueil d'études, pour la plupart inédites ou devenues difficilement accessibles. Georges Lefranc, dans une première partie, trace trois portraits. D'abord celui de Lucien Herr, bibliothécaire de l'école normale supérieure, qui joua un rôle important auprès des intellectuels socialistes au début du siècle. Il influença Jean Jaurès et Léon Blum, et participa activement au financement, à la création et au lancement, en 1904, de *l'Humanité* dont il trouva le titre. De Marcel Sembat et de Jean Jaurès, l'auteur apporte des éléments souvent inconnus puisque issus des carnets personnels de Sembat. Dans une seconde partie, l'ouvrage présente le Groupe d'études socialistes des écoles normales supérieures (1924) dont il fut un des fondateurs et un des principaux animateurs. Il nous offre, également, une image un peu plus contrastée de Léon Blum, que les livres d'histoire ont trop tendance aujourd'hui à idéaliser. La scission entre les néo-socialistes (Déat, Montagnon, Marquet, etc) et la SFIO apporte un éclairage nouveau. Mais le chapitre le plus intéressant, en raison même de la conjoncture, concerne les raisons de l'échec du Front Populaire. Le gouvernement de gauche ne peut tenir ses promesses, le franc est dévalué, la hausse des prix est peu freinée, le chômage est loin de disparaître, la liberté est compromise par le nazisme... Bien sûr il y a les congés payés (quinze jours), les 40 heures, la création de l'Office national du blé (à l'initiative de G. Monnet). Très justement, G. Lefranc fait remarquer que les dirigeants sont des gens formés avant la guerre de 1914, et qu'il y a là un problème de génération. La troisième partie recense — trop brièvement — les spécifités du syndicalisme français.

L'ouvrage, d'accès facile, peuplé d'exemples et d'anecdotes souvent utiles, constitue une pièce de plus de ce puzzle incomplet qu'est l'histoire des visages du mouvement social.

ÉLISÉE RECLUS

ou *les combats d'un grand savant oublié*

« J'ai parcouru le monde en homme libre », c'est ainsi qu'Élisée Reclus aimait se définir. Parcourir le monde, quoi de plus normal pour un géographe, dira-t-on, être géographe c'est être voyageur ; mais au XIXe siècle, ces géographes-là étaient encore rares, ces hommes de terrain se distinguaient de la majorité de leurs collègues qui bougeaient peu et travaillaient dans le silence de leur cabinet.

Mais clamer haut et clair qu'on le parcourt en homme libre, voilà qui est exceptionnel, car la corporation des géographes était alors connue pour être d'opinion conservatrice. Même aujourd'hui, la minorité d'entre eux qui a des opinions progressistes trouve incongru de faire allusion à des convictions politiques dans l'introduction d'un livre de géographie.

De plus, Reclus avait la volonté d'être un « géographe libertaire », et le prix de cette audace fut, après sa mort, le silence et l'oubli, malgré une œuvre d'une ampleur exceptionnelle, alors que de son vivant il était célèbre en France et à l'étranger. Si les milieux anarchistes le reconnaissent comme un des leurs (il fut l'ami de Bakounine et de Kropotkine), les géographes français l'ignorent, comme si Reclus n'avait été qu'un obscur géographe d'une époque « préscientifique ». Pourtant les savants de l'époque le tenaient pour l'un des meilleurs. Et le public ne s'y était pas trompé : ses ouvrages furent publiés à des milliers d'exemplaires, réédités plusieurs fois, traduits en anglais, en italien, en espagnol... Sans compter qu'il écrivait en pleine expression coloniale qui attisait la curiosité du public avide d'exotisme. Il racontait le monde, il en décrivait les paysages si divers, il parlait des rapports des hommes et de la nature, mais aussi de leurs luttes « pour le progrès et la liberté ». En somme, une conception de la géographie totalement différente et beaucoup plus large que celle qui prévaudra plus tard, quand la géographie sera devenue une discipline scolaire et universitaire. Les professeurs déclarèrent alors que les questions « sociales » n'avaient rien de géographiques et relevaient de l'Histoire. Pour Reclus, il était inconcevable de raconter le monde en ne soufflant mot des luttes pour l'indépendance, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », des « droits de l'homme »...

Un géographe engagé

Comment devient-on géographe au XIXe siècle, alors qu'il n'existe pas de formation universitaire appropriée ? Les voyages sont encore la meilleure école. Dès l'âge de 16 ans, Reclus est envoyé par son père — pasteur calviniste — en Allemagne, dans un collège religieux. Il n'y reste qu'un an, mais séjourne à Berlin quelques années plus tard, une fois bachelier. Là il suit plus ou moins fortuitement les cours de géographie de Carl Ritter, l'un des premiers géographes universitaires. De retour en France au moment du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, Élisée Reclus et son frère aîné Élie, qui sont « d'ardents républicains », résistent au coup de force et comme tant d'autres doivent se réfugier en Angleterre. Puis Reclus s'installe en Irlande comme régisseur d'un domaine agricole. Il s'attache particulièrement à ce pays dont il analyse la tragique situation économique et sociale, quatre ans après la terrible famine de 1847. Toute sa vie, il dénoncera les difficultés irlandaises, provoquées par « l'occupation anglaise ».

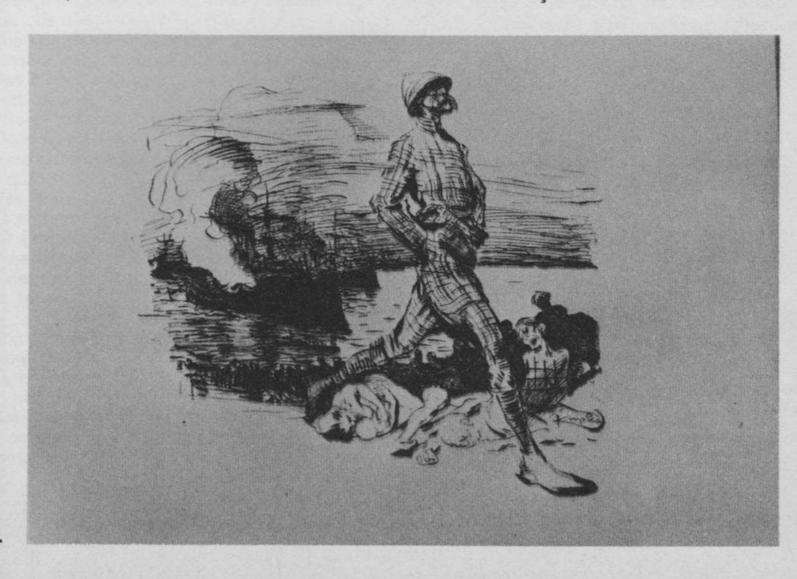
Très désireux d'élargir son horizon, il décide de quitter l'Irlande pour la Louisiane où il se trouve précepteur des enfants d'un planteur de canne à sucre pendant deux ans. Il étudie la société sudiste des États-Unis et, scandalisé par le comportement des hommes d'Église qui soutiennent les planteurs contre les esclaves, il devient athée. En 1855, Reclus part pour la Colombie où il essaie vainement de s'installer comme planteur e café. Après de multiples échecs, malade, endetté, il rentre en France en 1857. Mais il a ses carnets de voyages couverts de notes et d'observations. Il a beaucoup de choses à raconter ; aussi, dès son retour, essaie-t-il de publier quelques articles. La librairie Hachette envisage d'éditer le récit de ses voyages et lui propose, en attendant, de travailler à la collection des « guides Joanne ». Reclus s'installe donc comme géographe dans les bureaux de l'éditeur, en décembre 1858 ; mais le plus souvent il circule à travers la France et dans les pays voisins, généralement à pied, afin de préparer la rédaction de ces guides.

En 1869, il publie son premier grand ouvrage. « La Terre », un des premiers traités de géographie physique générale. Reclus considère cet ouvrage comme « l'œuvre sérieuse de sa vie ». Il le destinait à tous les publics, du savant à l'amateur.

Malgré le peu de temps que lui laissent ses activités professionnelles, Élisée Reclus est un militant actif au sein des milieux socialistes, puis anarchistes. Il s'est intéressé très jeune aux idées socialistes, mais à son retour d'Amérique, il est séduit, comme son frère aîné, par les idés anarchistes qui lui paraissent être les seules à accorder de l'importance à l'individu. Son éducation protestante est sans doute à l'origine de sa préoccupation constante des droits de l'individu. Méfiance donc envers les rites et les organisations qui ne sont que des barrières destinées à contrôler les hommes et les femmes. Ardent défenseur de tous les opprimés, adversaire déclaré de l'État et de toutes les lois autres que « naturelles », il ne peut militer que dans les milieux anarchistes.

En 1864, Reclus fait la connaissance de Bakounine et adhère à sa société secrète « La Fraternité internationale » ; il participe aux activités de l'Association Internationale des Travailleurs, où il se heurte aux partisans de Marx. Marxistes et anarchistes s'opposent sur la marche à suivre pour arriver à la « libération des travailleurs ». Les premiers estiment qu'il ne faut pas négliger la voie légale et accordent un rôle primordial à l'organisation politique, tandis que les seconds sont persuadés qu'il est illusoire d'envisager la révolution par cette voie-là. Marx et Engels parlent d'ailleurs des frères Reclus en des termes ironiques et méprisants : « Ce que pensent les socialistes parlant français m'amuse tout particulièrement. Ils sont représentés, bien entendu par la triste figure des frères Reclus », ou encore : Élisée est un compilateur ordinaire et rien d'autre (...) Politiquement, c'est un cafouilleux et un impuissant. »

Les convictions anarchistes de Reclus se radicalisent lors de la Commune de Paris. Devant l'attitude démissionnaire des « Versaillais » face aux armées Prussiennes, les frères Reclus rejoignent un bataillon de fédérés. Mais pour Élisée la période des combats est de très courte durée, car il est fait prisonnier dès le début d'avril 1871. Il est incarcéré en rade de Brest. Sa réputation de savant lui permet d'avoir des conditions de détention relativement favorables. Il dispose même d'une partie de sa documentation afin de poursuivre son travail et donne des leçons aux détenus. Sa



Le globe-trotter : figure caricaturale du voyageur-géographe du 19e siècle.

condamnation, en novembre 1871, à la déportation en Nouvelle-Calédonie fait scandale à l'étranger. Des intellectuels interviennent pour obtenir une commutation de peine. Cette intervention contraint le gouvernement français à commuer la peine de déportation en 10 années de bannissement. Reclus, menottes aux mains, quitte la France pour la Suisse où il rejoint son frère aîné qui y est déjà réfugié.

La rédaction de la « Nouvelle Géographie Universelle » (1872-1894)

Dès son arrivée, Reclus reprend contact avec ses amis anarchistes (Bakounine est alors à Zurich) mais il se met surtout à la rédaction de son plus volumineux ouvrage. En effet, c'est en prison qu'il a négocié avec Hachette son contrat pour la rédaction d'une « Géographie Universelle ». La renommée scientifique de Reclus est telle, que les éditions Hachette peuvent prendre le risque de publier un ouvrage aussi important alors même qu'il vient d'un ex-communard.

Afin d'utiliser la documentation la plus récente et la plus sûre, Reclus se rend souvent dans les différents pays qu'il étudie. Il se sert aussi des connaissances de ses amis anarchistes. Ainsi Kropotkine l'aidera dans la rédaction du volume consacré à la Russie. Il rédige 19 tomes, soit 17 873 pages et 4 290 cartes ! Aujourd'hui il faudrait une équipe nombreuse pour mener à bien une telle entreprise. De plus, Reclus écrit à une époque où les centres de documentation et les bibliographies n'existent pas et où les travaux universitaires sont encore rares. Il a donc dû rassembler l'essentiel de sa documentation, aidé par quelques correspondants étrangers, lire des milliers de journaux. Tous les soirs sans exception, il écrit quelques pages, car il s'est engagé à envoyer très régulièrement les chapitres, puisque la *Nouvelle Géographie Universelle* est publiée en petits facicules pour cette première édition. Reclus est soucieux du prix d'achat de ses ouvrages et cette formule lui paraît bien adaptée aux petits budgets. Pratique très répandue dans les milieux littéraires de l'époque.

Cette énorme entreprise lui laisse évidemment peu de temps pour militer au sein du mouvement anarchiste. Toutefois il écrit quelques articles, soutient financièrement des publications révolutionnaires, et surtout collabore avec Kropotkine et quelques autres à l'élaboration d'une nouvelle orientation du mouvement anarchiste « Notre communisme n'est ni celui des phalanstères (Socialistes " utopiques " français), ni celui des théoriciens autoritaires allemands (marxistes). C'est le communisme anarchiste, sans gouvernement, celui des hommes libres. C'est la synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges, la liberté économique et la liberté politique » (Kropotkine, *La Conquête du pain*).

Au cours de l'été 1890, Reclus quitte son exil Suisse et rentre en France. Il ne séjourne que quatre ans à Paris, où d'ailleurs l'université ne lui propose aucun poste, car il n'est pas « docteur d'État ». On dut considérer que ce géographe de talent, mais libertaire et quelque peu original, n'y avait pas sa place. Rappelons la violence des actions du mouvement anarchiste juste à cette époque : crimes et attentats de Ravachol en 1892, assassinat du Président Carnot en 1894 par l'anarchiste Casiéro, situation qui dut renforcer la méfiance envers Reclus.

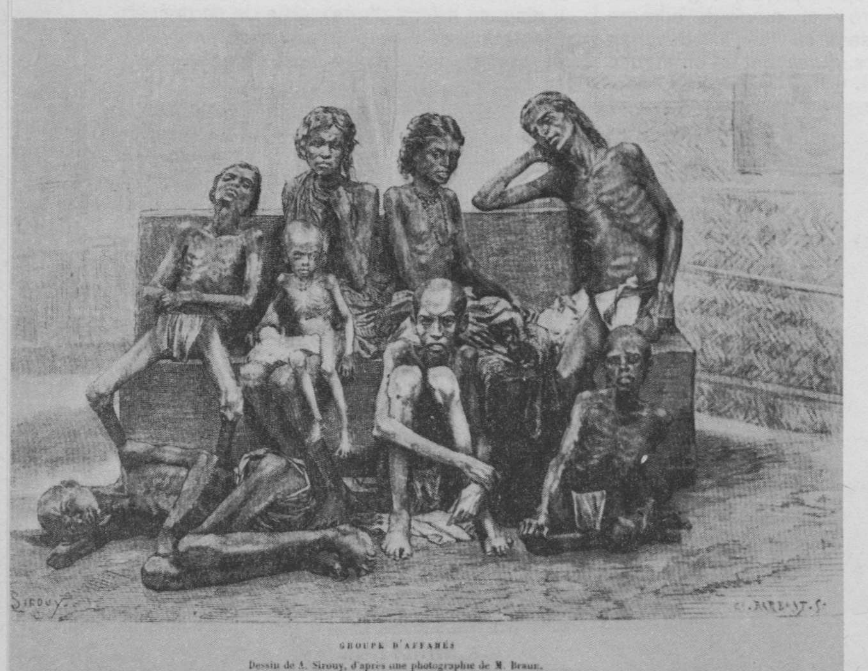
Après la parution du dernier volume de la *Nouvelle Géographie Universelle* en 1894, Reclus est pressenti par l'Université Libre de Bruxelles. Cependant sa nomination est refusée par de nombreux enseignants. Aussi Élisée, son frère Élie et quelques autres enseignants partagent les mêmes idées, fondent-ils la Nouvelle Université de Bruxelles, qui coexiste d'ailleurs pacifiquement pendant 20 ans avec l'Université Libre. Cette université ne reçoit aucune subvention et les professeurs ne sont pas payés par l'État. Reclus doit s'arranger pour gagner suffisamment d'argent avec ses publications et ses travaux cartographiques afin d'assurer des revenus à l'équipe enseignante qui travaille avec lui. Il est de même très absorbé par la réalisation d'un gigantesque globe en relief. Par ailleurs il se consacre à la rédaction de son dernier ouvrage, qu'il considère comme étant la conclusion de toute son œuvre, *l'Homme et la Terre*.

Les famines en Inde

(extrait de la « nouvelle géographie universelle, T. XIX, pp. 643-644

Le fait capital mis en lumière par les statistiques est que deux cents millions d'Indous doivent tromper leur faim par une nourriture tout à fait insuffisante. Les vivres coûtent peu, mais les indigènes ont seulement quelques centimes par jour pour se procurer le nécessaire : la faim règne en permanance. Comment les hommes ne seraient-ils pas si faibles de corps et de santé, en raison même de la faiblesse des salaires ?

Les épidémies trouvent largement à moissonner dans ces populations épuisées. Le choléra qui de l'Inde s'est parfois élancé sur le reste du monde pour y faire de si terribles ravages, sévit toujours dans la péninsule, et le gouvernement anglais doit établir un cordon sanitaire autour des lieux de foire et de pélerinage pour empêcher le fléau de se propager... Parmi les populations hindoues la mortalité moyenne est d'un tiers supérieure à celle des habitants de l'Europe occidentale. Mais, quoique les maladies endémiques et épidémiques enlèvent chaque année des millions d'hommes qu'une nourriture suffisante eût fait vivre, l'imagination populaire est surtout frappée par les famines qui dans une seule province, ont parfois fait périr en quelques mois un quart ou même un tiers de la population. « Les famines sont une institution de l'Inde », ont coutume de dire les administrateurs. Depuis 1771, année pendant laquelle dix millions d'individus succombèrent à la faim dans le Bengale et le Bihar, vingt et une grandes famines se sont succédé et huit de ces calamités ont fait des victimes par millions. (...) Et tandis que tant de malheureux périssaient faute de vivres, le port de Calcutta continuait d'expédier des grains à l'étranger en quantités considérables ; les faméliques étaient trop pauvres pour acheter le blé qui les eût sauvés. Cependant vers la fin des deux famines de 1874 et de 1877, le gouvernement intervint pour l'achat et la distribution des céréales ; il intervint surtout pour l'organisation de travaux de secours, routes, canaux et chemins de fer ; de 1874 à 1877, ces dépenses s'élévèrent à 400 millions de francs



GROUPE D'AFFAMÉS

Dessin de A. Sirouy, d'après une photographie de M. Braun.

les districts méridionaux de Madras ont beaucoup augmenté en habitants pendant cet intervalle. En tenant compte de la dépopulation du royaume

N° 135 — FAMINE DE L'ORISSA.

Malade depuis quelque temps déjà, il meurt à Thourout en Belgique le 4 juillet 1905. Son neveu Paul Reclus, fils d'Élie, se charge de veiller sur la parution des six volumes de *l'Homme et la Terre,* et lui succède à la tête de l'Institut de géographie de la Nouvelle Université de Bruxelles, qui disparaît en 1914.

Un écologiste au XIXe siècle

L'œuvre est gigantesque : une centaine d'articles, les 2 tomes de *la Terre,* les 19 tomes de la *Nouvelles Géographie Universelle,* les 6 volumes de *l'Homme et la Terre,* près de 4 000 pages, et quelques ouvrage de moindre importance, ce qui représente des dizaines de milliers de pages et des milliers de cartes. Alors, l'oubli de cette œuvre clossale tiendrait-il à son caractère dépassé ? Reclus serait-il simplement « le meilleur représentant de la géographie descriptive » ? Cette œuvre serait-elle donc périmée à la fois par la démarche scientifique et par la documentation utilisée, inévitablement dépassée aujourd'hui, en raison des progrès de la discipline et des changements du monde ?

Quand bien même l'œuvre de Reclus ne serait que descriptive, et elle est loin de l'être, elle mériterait le plus grand intérêt à cause de la diversité des facteurs et des problèmes pris en considération, non pas dans une énumération analytique à prétention encyclopédique, mais dans leurs interactions et en fonction d'une dynamique globale. En fait Reclus est un géographe complet, particulièrement soucieux de ce qu'on appellera par la suite « l'unité de la géographie », c'est-à-dire l'étude des interactions entre les phénomènes physiques et les phénomènes humains. Dans *l'Homme et la Terre,* il est frappant de constater l'importance que Reclus accorde, sur le plan théorique, au « milieu, combinaison dynamique de très nombreux facteurs ». Il prend position contre les discours déterministes, particulièrement répandus et puissants à son époque, en critiquant la façon dont ils privilégient un seul facteur naturel parmi beaucoup d'autres pour expliquer les caractéristiques d'un groupe social.

Au XIXe siècle, les anarchistes pensaient la nature comme un tout harmonieux, régi par des lois que personne ne pouvait transgresser sans risquer de provoquer des déséquilibres néfastes. Ils ne reconnaissent donc qu'un seul type de lois, « les lois de la nature », admettant implicitement qu'elles sont bonnes, puisque la nature est équilibrée et harmonieuse. Reclus aussi est particulièrement sensible à la nature, il parle souvent de la « libre nature » qu'il aime parcourir dans de grandes randonnées dès l'aube. Cependant, Reclus n'est pas seulement un libertaire amoureux d'une « nature libre et généreuse », c'est surtout un savant qui fait une grande place à l'intervention de l'homme dans l'aménagement du milieu naturel, Reclus ne rêve absolument pas d'une « nature vierge », préservée de toute action humaine : il n'ignore pas que l'homme est un des éléments de la nature, et un élément très particulier puisqu'il a la possibilité d'agir sur elle. L'homme peut avoir une action bénéfique sur la nature s'il sait agir selon les lois qu'elle impose, s'il sait respecter les lois des « ensembles naturels » auxquels il appartient, on dirait aujourd'hui les « lois des écosystèmes ». « Il est certainement indispensable d'étudier à part et d'une manière détaillée l'action spéciale de tel ou tel élément du milieu, froidure ou chaleur, montagne ou plaine, steppe ou forêt, fleuve ou mer, sur telle peuplade déterminée ; mais c'est par un effort d'abstraction pure que l'on s'ingénie à présenter ce trait particulier du milieu comme s'il existait de manière indépendante, et que l'on cherche à l'isoler de tous les autres pour en étudier l'influence essentielle. Même là où cette influence se manifeste d'une manière absolument prépondérante dans les destinées matérielles et morales d'une société humaine, elle ne s'entremêle pas moins à une foule d'autres facteurs favorables ou contraires dans leurs effets. Le milieu st toujours infiniment complexe, et l'homme est par conséquence sollicité par des millies de forces diverses qui se meuvent en tous sens, s'ajoutant les unes aux autres, celles-ci directement, celles-là suivant des angles plus ou moins obliques, ou contrariant mutuellement leurs actions » *(l'Homme et la Terre).*



Le marché au coton de Bombay. (Illustration de la Géographie universelle.)

L'Afghanistan

Il est peu probable que l'Afghanistan se maintienne en État distinct jouissant d'une réelle indépendance : il faudrait pour cela que les populations de la contrée eussent un patriotisme commun et la foi dans leurs destinées. Or Afghans, Hezareh, Tagjik, kizil-bach, kafir sont ennemis des uns des autres, et même les tibus de la race dominante n'ont aucune cohérence politique. Presque toutes les guerres antérieures ont été considérées comme n'ayant d'intérêt spécial que pour les tribus dont les chefs avaient à conquérir ou à perdre le premier rang. Ghilzaï, Kabar, Kaziri, Wousoufzaï, Lohani, ne se tiennent pa spour solidaires de leur souverain et de ses grands chefs barakzaï ; ils approvisionnent l'étranger, lui fournissent des guides et des convoyeurs sans avoir l'idée qu'on puisse leur donner le nom de traîtres : ils n'ont d'autre partie que l'espace occupé par la famille du clan. Quant au gouvernement central, les Afgans de toute tribu et les autres habitants du poukhtounkhwa sont accoutumés depuis plus d'un demi-siècle à l'idée que la vraie souveraineté est disputée entre Calcutta et Moscou. Pas un voyageur européen ne pénètre dans l'Afghanistan qu'on ne l'interroge aussitôt sur la rivalité des deux grands États conquérants et sur les chances de victoire définitive qui favorisent l'un ou l'autre : tel est le grand sujet de discussion dans les bazars, où des porteurs de nouvelles remplissent le même rôle que la presse politique en d'autres pays.

L'opinion générale des Afgans, consultés par les Anglais eux-mêmes, se prononce en faveur de la Russie. Les Russes il est vrai, n'ont pas encore mis le pied sur le territoire de l'Afghanistan, mais on sait que toutes les expéditions faites par eux dans l'Asie centrale se sont terminées par une conquête.

(Nouvelle géographie universelle, t. 9, p. 1029.

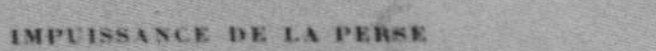
Reclus montre, exemples à l'appui, que le milieu physique ne commande pas, ne détermine pas l'organisation économique et sociale des groupes humains. Dans les mêmes conditions naturelles, les organisations économiques et sociales sont souvent différentes — tous les insulaires sont loin d'être de bons marins ! Depuis longtemps, l'homme utilise et exploite les milieux naturels en y prélevant ce dont il a besoin et en les modifiant (défrichement, drainage, barrage. etc.) Reclus montre que ces transformations font apparaître de nouveaux ensembles géographiques, de nouveaux éco-systèmes dont l'homme est l'agent créateur.

Pour Reclus, les milieux naturels ne sont donc pas statiques mais « dynamiques », et il est convaincu que seule la connaissance de cette dynamique permet de bien les utiliser. Si l'homme touche à l'un des éléments du milieu naturel, il déclenche automatiquement une modification de cette dynamique et crée un nouvel équilibre, ou déséquilibre. Le développement extraordinaire des moyens techniques consécutifs à la révolution industrielle du XIXe siècle renforce encore les possibilités d'intervention de l'homme sur le milieu naturel. C'est pourquoi Reclus met en garde contre une utilisation abusive et aveugle de la machine qui peut provoquer des dégradations, irréparables.

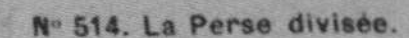
Aujourd'hui encore les universitaires continuent de considérer Vidal de la Blache (1845-1918) comme le père fondateur de l'école géographique française. On pense lui devoir l'analyse des paysages, la prise en compte des facteurs historiques, l'unité fondamentale de la discipline. Il est temps de rendre à Reclus ce que la géographie lui doit. Ainsi, dans la *Nouvelle Géographie Universelle,* la description des paysages occupe une large place. Il faut toutefois rappeler qu'au XIXe siècle, les géographes commencent seulement à disposer d'un vocabulaire précis pour décrire les différents éléments qui composent un paysage, la végétation, les formes de relief etc... C'est le développement des sciences naturelles, de la botanique, de la géomorphologie qui a aidé le développement des descriptions de paysages.

Un pays ne produit pas, mais...

Quant aux facteurs historiques, Reclus leur accorde une large place dans son explication du monde, car pour lui « la géographie n'est autre chose que l'histoire dans l'espace ». *L'Homme et la Terre* combine des raisonnements historiens et géographiques. Le projet de Reclus n'est nullement d'écrire une histoire événementielle,


IMPUISSANCE DE LA PERSE 495

maritime. Là se trouvera dans l'avenir l'étape majeure entre l'Europe et les Indes, ce qui d'ailleurs eut certainement lieu dans l'époque préhistorique, puisque la langue aryenne et la civilisation correspondante se


N° 514. La Perse divisée.



1 : 20 000 000
0 250 500 1000 Kil.

Les deux grisés indiquent les sphères d'influence que la Grande Bretagne et la Russie se sont reconnues en 1907.

La route de terre directe d'Europe aux Indes passerait par Tiflis, Recht, Teheran, suivrait le flanc sud du Caucase iranien pour gagner Farah et Kandahar, puis Kwettah et la vallée de l'Indus.

répandirent à l'Orient vers l'Indus et à l'Occident vers la mer Égée, en descendant du plateau de l'Iranie. Au point de vue de son rôle histo-

Dans l'œuvre d'Elisée Reclus, géographe critique et libertaire, la géographie s'accompagne toujours de l'histoire et souvent de la politique.

mais de saisir les grandes tendances et le rôle des conditions géographiques dans le déroulement des événements historiques. Si Reclus privilégie les temps longs, c'est pour percevoir les changements économiques, politiques et culturels qui interviennent dans la vie des peuples. De cette histoire globale, économique et sociale, Reclus pense pouvoir dégager trois « lois fondamentales » : l'*inégal développement* des hommes et des sociétés, la *lutte des classes,* et le rôle fondamental de l'*individu.* Géographe libertaire, Reclus conduit son analyse des grands mouvements historiques à travers le problème du pouvoir et de ses rapports avec l'individu, car il voit dans l'absence de liberté individuelle et dans l'inégalité économique et sociale la source du « régrès » et inversement dans la liberté individuelle et dans l'égalité économique et sociale la source du « progrès ».

Dans l'histoire de l'école géographique française, on peut considérer que les deux derniers tomes de *l'Homme et la Terre* forment le premier traité de géographie humaine générale, ce qu'illustre la liste des thèmes étudiés : la répartition de la population, le peuplement, densité et migrations, l'urbanisation, l'agriculture et la propriété, l'industrie et le commerce, l'éducation et la science. Mais les géographes français ont voulu ignorer cet ouvrage. Il a fallu attendre les lendemains de la Seconde Guerre mondiale pour que des universitaires commencent à étudier les phénomènes urbains. La démarche de Reclus en matière de géographie urbaine rejoint les recherches des géographes actuels : il conçoit la ville comme un organisme qui fonctionne à la fois sur lui-même et en rapport avec d'autres centres urbains, il démontre l'existence des zones d'influence urbaine, carte isochrone à l'appui, et celle d'une hiérarchie des réseaux urbains.

Homme de la seconde moitié du XIXe siècle, Reclus est passionné par les progrès qu'accomplissent la science et la technique de son temps, il est convaincu qu'un jour elles permettront à l'homme de dominer et d'exploiter correctement le milieu naturel. Bien que favorable au machinisme, il n'en dénonce pas moins le prix payé par les ouvriers : conditions de vie dégradées, abrutissement d'un travail répétitif, disparition de la satisfactiion légitime du travail bien fait et achevé. Il n'est pas question de cacher derrière des chiffres croissants de production d'acier, de houille, la « scandaleuse exploitation du prolétariat ». Alors que dans les manuels de géographie ce sont toujours les « pays » qui produisent, avec Reclus, ce sont bien les mineurs ou les ouvriers !

Profondément convaincu de l'antagonisme qui existe entre le Capital et le Travail, Reclus envisage le progrès comme un phénomène contradictoire. Ce problème du progrès et du « régrès », Reclus le pose aussi au plan mondial, car il est persuadé que, désormais, certains problèmes se posent à l'échelle planétaire et qu'il faut nécessairement tenir compte de « l'interévolution de tous les peuples ». Cette prise de conscience de la mondialisation des problèmes tient au fait que Reclus rédige ses ouvrages au moment où la conquête coloniale bat son plein. Géographe critique parce que libertaire, il ne pouvait ignorer les bouleversements que ces politiques impérialistes allaient provoquer sur l'ancien équilibre du monde. Il perçoit nettement la planétarisation de l'économie et l'extension du capitalisme sur l'ensemble du globe, telle la prise de contrôle par les sociétés des plantations, des mines, des marchés. Il envisage même le moment où les sociétés s'installeront dans les États de l'Asie du Sud-Est pour bénéficier d'une main-d'œuvre, adroite, peu revendicative et moins chère que celle des États industrialisés où « le prolétariat s'organise ». Contrairement à divers auteurs qui ont cru que la diffusion des techniques et des rapports de production capitaliste allait provoquer une uniformisation des conditions économiques et sociales sur l'ensemble de la planète, Reclus montre qu'il s'agit d'un *développement inégal* et ce, même parmi les grandes puissances industrielles.

Reclus n'arrête pas son analyse à la constatation d'un développement économique inégal, mais en perçoit les conséquences politiques et militaires, c'est-à-dire la rivalité des grandes puissances en Europe et dans le cadre des conquêtes coloniales. Il étudie avec une grande précision la lutte entre les impérialismes occidentaux. Cette rivalité se traduit essentiellement par leur expansion territoriale, leur influence financière et politique et les conquêtes mlitaires. C'est pourquoi Reclus essaie de montrer les tensions qui existent entre les peuples, les tribus, les différents groupes religieux, tensions utilisées, rivalités exacerbées par les représentants des États colonisateurs afin d'asseoir leur domination « Il n'est pas de fléau comparable à celui d'une nation opprimée qui fait retomber l'oppression comme une fureur de vengeance sur les peuples qu'elle asservit à son tour. La tyrannie et l'écrasement s'étagent, se hiérarchisent » *(l'Homme et la Terre).* Aux causes idéologiques et sociales de ces luttes entre populations dominées, s'ajoutent les causes géographiques, par exemple l'imbrication des territoires qu'elles revendiquent, les lieux (points d'eau, vallées) qu'elles se disputent.

On comprend alors pourquoi les géographes universitaires, longtemps issus de la bourgeoisie, tenaient Reclus pour subversif, et ont enterré son œuvre. On peut se demander pour quelles raisons, depuis 1945, les géographes « progressistes » ont été si lents à nous faire redécouvrir la méthode et les écrits de Reclus...

Béatrice GIBLIN.

Pour en savoir plus :

Béatrice GIBLIN vient de présenter aux éditions Maspéro : l'essentiel de « l'Homme et la Terre » d'Élisée Reclus (en vente par correspondance à la librairie de GAVROCHE.

L'ÉCOLE DE LA VIE

La vue de la nature et des œuvres humaines, la pratique de la vie, voilà donc les collèges où se fait la véritable éducation des sociétés contemporaines. Quoique les écoles proprement dites aient, elles aussi accompli leur évolution dans le sens de l'enseignement vrai, elles ont une importance relative bien inférieure à celle de la vie sociale ambiante. Certes, l'idéal des anarchistes n'est point de supprimer l'école, mais de l'agrandir au contraire, de faire de la société même un immense organisme d'enseignement mutuel, où tous seraient à la fois élèves et professeurs, où chaque enfant, après avoir reçu des « clartés de tout » dans les premières études, apprendrait à se développer intégralement, en proportion de ses forces intellectuelles, dans l'existence par lui librement choisie. Mais avec ou sans écoles, toute grande conquête de la science finit par entrer dans le domaine public.

(E. Reclus, *L'évolution, la révolution,* et *l'idéal anarchique*).

Les maçons de la Creuse au 19e siècle

Personne ne peut dire quand ni pourquoi commence l'histoire des maçons de la Creuse ; certains les ont vus sur les chantiers des cathédrales médiévales, jusqu'à Upsala en Suède au XIIIe siècle. Légende ? À la vérité, nous ne les rencontrons hors du pays limousin qu'à la fin du Moyen Âge. Quand se termine la guerre de Cent ans en 1453, la ville de Bordeaux et le Sud-Ouest en accueillent déjà un certain nombre de la région de Saint-Vaury. Par la suite, des tuiliers, des tailleurs de pierre, des maçons surtout, exercent en Catalogne ; ils y gagnent le triple de ce qu'ils gagneraient en France. Ils impriment leur marque en remplaçant la maison en terrasse par la maison française au toît à double versant.

Au XVIIe siècle, le mouvement est bien lancé : c'est ce que nous prouve une communauté au nord de Guéret en 1636 : « la plupart des habitants sont contraints de sortir du pays tous les ans pour se mêler de maçonner et y gagner leur vie dans d'autres provinces de ce royaume où ils sont vulgairement appelés Limousins ».

Bigaros et Brulas

L'émigration au début du XVIIe siècle s'exerce à partir de deux foyers : le plus ancien, au nord de Guéret (Dun-Saint-Vaury), le second, devenu aussi important, au sud de Guéret (Pontarion-Saint-Sulpice-des-Champs). Progressivement, au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, la baisse d'émigration fait tache d'huile, gagnant au sud la Montagne et les pays corréziens, atteignant à l'ouest la région de Bellac, débordant à l'est sur la Combraille auvergnate. Au début du XIXe siècle, l'onde migratoire du bâtiment recouvre pratiquement tout le département de la Creuse. À cette époque « limousiner » veut dire maçonner. Mais les ouvriers du bâtiment, ne sauraient confondre un Auvergnat et un Creusois et, à l'intérieur de ceux-ci, les originaires de régions différentes. Il est d'ailleurs significatif de la permanence des courants et des traditions, de voir Martin Nadaud raconter les rivalités et les bagarres entre Brulas et Bigaros (Compagnons) (cf. encadré).

Martin Nadaud (1815-1898) en 1849.



Les travaux de construction ne se faisant bien qu'à la belle saison, les départs ont lieu en mars, les retours en novembre ; cette migration d'été ne concerne pas que les maçons. La Creuse fournit aussi nombre d'autres spécialistes de métiers voisins. Ils se recrutent dans les aires définies et souvent réduites : ici, les charpentiers, là les couvreurs, ailleurs les paveurs, les tuiliers, les peintres en bâtiment ou les tailleurs de pierre. Leur nombre ne peut pourtant être comparé à celui des maçons, même si l'on y ajoute les nombreux scieurs de long qui travaillent aussi en grande partie pour la construction. Ainsi, en 1810, la Creuse compte 15 000 émigrants temporaires dont 13 000 ouvriers du bâtiment (9 333 maçons).

À partir de chiffres plus ou moins approximatifs concernant tous les migrants, on observe un accroissement continu des départs jusqu'à l'orée du XXe siècle : 6 000 en 1695, 12 000 en 1763, 34 000 en 1848, 40 à 45 000 vers 1880 ; en fait, la courbe n'est pas régulière, la conjoncture économique modulant périodes d'exacerbation et temps de répit. En tous cas, les proportions sont énormes dans certaines communautés et ce, dès le XVIIIe siècle ; au milieu du siècle suivant, dans la moitié des communes, il n'y a qu'un conscrit sur trois qui ne soit pas migrant. Vers 1880, 15 % de la population totale émigre ; autant dire qu'il ne reste guère d'hommes valides dans nombre de villages. Il y en a plus à Paris que dans les campagnes de la Creuse !

« LE ROI DU PAVÉ »

Avant la Révolution, les maçons allaient dans toutes les directions. C'est ainsi que Richelieu a fait appel aux Creusois pour construire la digue lors du siège de La Rochelle. Les pays du Centre-Ouest vont rester très fréquentés jusqu'à la fin du XIXe siècle. Le sont encore davantage Lyon et sa région : les grands travaux d'urbanisme dans la cité rhodanienne au XVIIIe siècle, les constructions industrielles, les aménagements pour les transports au siècle suivant font de Lyon et de Saint-Étienne des émules de Paris. Les pays de la Loire et de la Saône établissent d'ailleurs une continuité avec la capitale, devenue alors la destination première des maçons creusois.

Pour bon nombre, et dès le XVIIIe siècle, le départ était définitif. À la fin du XIXe siècle, cela est général. C'est que, désormais, la femme suit — ou précède — le maçon à Paris. D'autre part, le Creusois n'est plus le « roi du pavé » ; il lui faut compter avec des concurrents, notamment italiens. Enfin, le département de la Creuse qui a subi une terrible hémorragie ne four-

« Jalousies et rivalités folles »

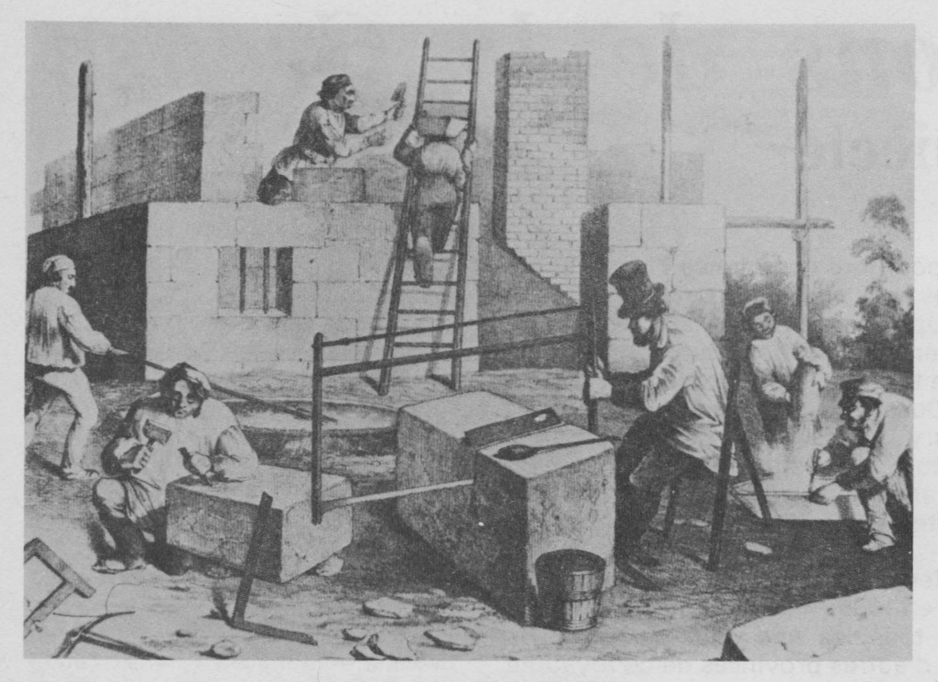
Parmi nous, Creusois, il y avait de petits clans, de mesquines rivalités de cantons et même de communes. On avait baptisé du nom de Brulas les ouvriers qui étaient originaires des environs de La Souterraine, du Grand-Bourg et de Dun, et de Bigaros, ceux qui venaient du voisinage de Vallière, Saint-Sulpice-les-Champs, Saint-Georges et Pontarion.

Lorsque nous nous trouvions dans les mêmes chantiers, on commençait à se regarder en chiens de faïence. D'ailleurs un maître-compagnon ou un appareilleur Bigaro, se serait bien gardé d'embaucher des Brulas. (Opposition qui n'est pas sans rappeler les rivalités souvent sanglantes, entre compagnons Gavots et Dévorants dans d'autres métiers.)

Si, par hasard, on se trouvait dans le même chantier, c'était à qui mangerait l'autre et le déchaffauderait. Alors, commençait une de ces luttes où les patrons avaient tous les gains. Les deux adversaires travaillaient jusqu'à se tordre la chemise sur le dos, c'est-à-dire jusqu'à complet épuisement. La lutte terminée, si les deux rivaux avaient été aussi crânes l'un que l'autre, on allait boire un bon coup. À la sortie de chez le marchand de vin il n'y avait plus ni Bigaro ni Brula, on était ami et la paix était faite.

Ces jalousies, ces rivalités folles qui existaient entre les ouvriers d'un même métier, d'un même département, étaient encore plus ardentes pour nous, les jeunes. Lorsque nous allions nous promener aux « barrières » ou que nous voulions mettre les pieds dans les bals, on nous recevait partout avec tant de dédain, que le besoin que nous avions de nous faire respecter nous rendait batailleurs...

(Témoignage de Martin NADAUD.)


(Gravure du 19e siècle.)

nit plus les hommes qu'au compte-gouttes. Il est vrai toutefois, qu'au contraire d'autres régions, aucune ville industrielle n'absorbe la main-d'œuvre Paris reste encore le pôle d'attraction. Avec la guerre de 1914 se clôt la période de migration intense, même si la reconstruction des années 1920 dans le Nord et en Champagne ravagés par les combats ouvre de nouveaux chantiers. Au temps des parpaings et du béton coffré, des grues et des bétonnières, disparaît le « maçon de la Creuse ».

Mieux vaut être « parisien » que « broyaud » :

Pourquoi cet essaimage? Dès le XVIIe siècle la Marche est « la province qui est la plus pauvre et la plus infertile de toute la France, dans laquelle ne se recueille aucune graine ni vin qui soient suffisants pour nourrir les habitants, la moitié de l'année ; ceux-ci sont réduits à une telle nécessité que les deux tiers sont contraints d'aller annuellement travailler du métier de maçon en d'autres provinces du royaume ». Dans les pays limousins, petits propriétaires et métayers aux baux particulièrement durs sont ainsi réduits à une existence précaire.

Le pain frotté d'ail, la châtaigne blanche, la bouillie de sarrasin, telle est, en attendant la pomme de terre, la nourriture quotidienne ; une pitance bien insuffisante qu'il faut aussi savoir partager avec les animaux. Si une ou plusieurs bouches quittent la table familiale avant même la fin de l'hiver, quel soulagement ! On peut espérer faire la « soudure », d'autant plus que les partants sont normalement les plus gros consommateurs ! Le maçon fuyant la misère connaît, quant à lui, une autre vie, et d'abord une autre alimentation à base de pain et comprenant un peu de viande. À cet égard, Martin Nadaud raconte que son organisme n'étant pas habitué à la viande, il échange sa part contre des légumes ! Le migrant est un privilégié par rapport à celui qui reste dans le pays, le « parisien » par rapport au « broyaud » :

Les maçons portan bottes
Et les broyauds lous gros sabiots
Les maçons beuvan vin
Et les broyauds beuvan di lu riu (au ruisseau)
Les maçons mijan (mangent) miche
Et les broyauds lous gros tourtious
Les maçons montan en fiacre
Et les broyauds di lou tombarioux (tombereaux).

Il convient pourtant de remarquer que les régions les plus migrantes aux XVIIIe et XIXe siècles n'étaient pas les plus déshéritées. C'est que la terre y était plus imposée, plus convoitée aussi. Il fallait donc disposer d'argent à différentes fins : pour payer les droits ou les impôts, pour arrondir un trop petit domaine, pour racheter la part d'héritage d'un frère, pour doter convenablement les sœurs, pour se constituer à soi-même un petit pécule afin de faire un bon mariage...

Jusqu'au début du XIXe siècle, l'argent gagné est à toute la famille. Par la suite, des progrès de l'individualisme, il est plutôt à usage personnel. Martin Nadaud reste encore de l'ancienne génération car il fait ses « campagnes » d'abord pour liquider les dettes de son père.

Le migrant est d'abord estimé par l'argent qu'il fait rentrer ; il acquiert ainsi considération et faveurs. Faraud et fier, il en impose. D'ailleurs ceux qui restent au pays sont ou les plus frêles, ou les plus ignares. Malheur à ceux qui n'ont pas été capables de partir ! Les filles n'en voudront pas. Ce sont les femmes à défaut d'hommes qui font tourner les fermes :

Tu t'en vas à la ville
Apprendre à travailler
Et moi, petite sotte,
Reste dans mes foyers.

À la fin du XIXe siècle, n'y tenant plus, les filles s'en viennent à Paris comme servantes ou bonnes à tout faire.

Une autre raison explique aussi de nombreux départs de jeunes : échapper à la milice puis à la conscription. Comme sa destination était inconnue, le migrant était alors porté sur les listes comme « absent du pays ». L'allergie au service militaire s'est poursuivie au XIXe siècle : on essaie d'échapper au tirage au sort ou, comme Martin Nadaud, on s'arrange pour se faire exempter si l'on a tiré un mauvais numéro !

Sans qu'on puisse remonter à ses origines, il faut encore expliquer la migration des maçons par une longue tradition qui a déterminé les aires de départ et les points de destination ; l'imitation a été favorisée par les filières bien établies, par une solidarité agissante et aussi par les transformations dans les moyens de transport. Un pays qui vous repousse, des chantiers qui vous appellent, des communications qui simplifient les voyages, voilà qui fait bien comprendre la grande flambée de la deuxième moitié du XIXe siècle.

Costume de droguet et souliers neufs

Début mars, c'est le départ pour « la campagne » : les jours sont déjà longs et le gel est moins à craindre. Nadaud nous explique pourquoi il vaut mieux partir tôt dans la saison : dans les auberges les draps sont moins sales, il y a encore de la place dans la diligence à Orléans ; on peut choisir sa place dans les chambrées et on a plus de chance de trouver du travail, quelques jours de moins à manger en Creuse, quelques jours de plus à gagner de l'argent à Paris, c'est fort appréciable.

Espoirs et mélancolie, ambition et craintes tissent les dernières heures au pays. Crânement les nouveaux arborent leur baluchon en gagnant la ville voisine, centre de rassemblement. Ce jour-là, les auberges de Bonnat, de Dun, de Genouillat, au nord de la Creuse, ou celles de Pontarion, de Royère, de Felletin ou d'Auzances au sud-est, connaissent une extraordinaire animation. C'est comme un baptême au vin blanc qui se renouvellera tout au long du voyage. Il se forme des petits groupes de 15 à 20 migrants, des « colles », qui vont cheminer ensemble. Un chef de troupe, le fourrier, choisi parmi les anciens, joue à l'éclaireur et à l'intendant. Il dit le chemin à prendre. Chacun lui a remis 10 francs ou un peu plus et il se charge d'aller retenir le repas ou le coucher et notamment de débattre des prix. Pourtant, en général, les « colles » ont leurs auberges attitrées et les auber-



La foire aux maçons, place de Grève. (Gravure de Jules Pelcoq.)

gistes connaissent leurs habitués, leurs « pratiques ».

Les étapes sont longues pour qui va à pied, souvent de 40 à 50 km par jour. Parfois, le fourrier fait faire quelques kilomètres de plus de manière à distancer un autre groupe pour être les premiers sur les lieux d'embauche. De Pontarion à Orléans, Nadaud met cinq jours avec des étapes à Genouillat, à Issoudun et à Salbris ; à Salbris arrivent aussi ceux qui viennent d'Auzances par Montluçon et Saint-Florent. À Orléans, on retrouve ceux de La Souterraine qui sont passés par Argenton et Châteauroux. Les auberges de Pontgibaud (à l'« hostellerie de la Grande Jeanne », il y a toujours « de l'oie de cuite »), de Thiers, de Noirétable reçoivent les maçons qui s'en vont vers Lyon ou Saint-Étienne. La marche devient rapidement épuisante pour les plus jeunes qui n'ont pas le pied aguerri, d'autant plus qu'il a fallu acheter des souliers neufs avant le départ et que ceux-ci les blessent inévitablement. Raides dans leur costume de droguet (fait avec la laine du pays), ils sont parfois les souffre-douleurs de leurs aînés mais surtout ils reçoivent les quolibets des gens qui les voient passer. Or les « mangeurs de châtaignes » ne se laissent pas braver impunément et la route est émaillée de disputes et parfois de bagarres.

Le repas du soir est particulièrement apprécié et il est consistant. La patronne offre aussi normalement la goutte. Mais le lit ne vaut pas la table : il s'agit de grabats faits de paille hachée et de son, entassés dans des pièces exiguës. Les draps sont innommables mais ne rebutent ni les puces, ni les punaises. Au mieux, on se débarbouille en mouillant le pan de sa chemise ; au pis, on attend de trouver un ruisseau ou une fontaine pour se passer un peu d'eau sur la figure. C'est ainsi, et en chantant, que les « Parisiens », munis d'un passeport intérieur et d'un livret de travail, atteignent Orléans.

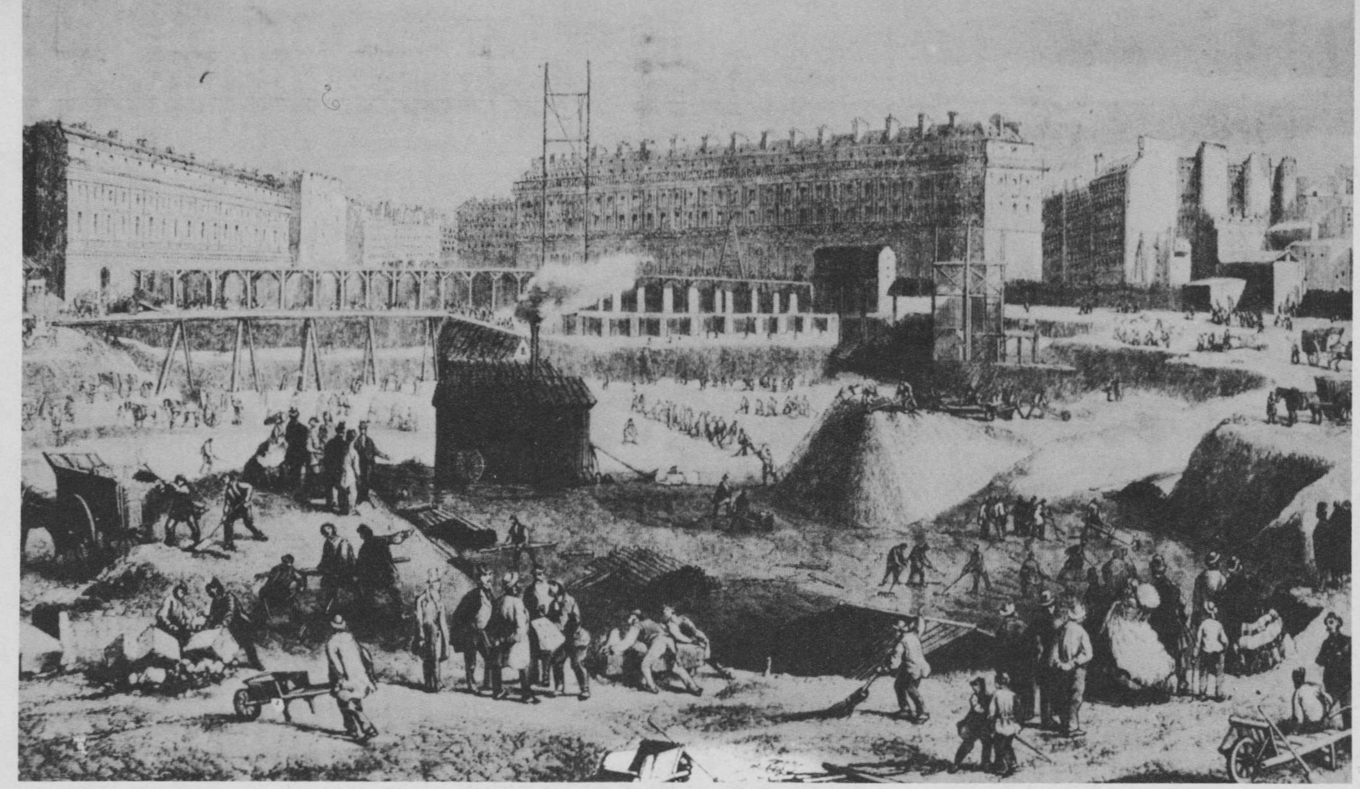
Nadaud raconte les difficultés pour trouver une diligence qui accepte le groupe et tout l'inconfort du voyage en « coucou ». Étaient-ils finalement mieux lotis ceux qui louaient une patache et effectuaient en commun le voyage de la Creuse à Paris ? Il est vrai que les années des pataches sont comptées car le train arrive à Bourges dès 1847 et à La Souterraine en 1851. La ligne qui traverse la Creuse (Saint-Sulpice-Laurière-Montluçon) est ouverte en 1866. Pour aller à Paris, il en coûte alors 18 francs environ ; c'est à peu près ce qu'il peut espérer gagner dans les quelques jours qu'il récupère sur la durée du voyage. Aussi, rien d'étonnant à ce qu'en mars et novembre les wagons soient bondés de Creusois qui s'en vont ou reviennent.

OISEAU, MOINEAU, VOLET

Heureux ceux qui ont pour chef de route un maître maçon qui leur trouvera du travail, qui, peut-être les intégrera dans son équipe. Pour la plupart, ce n'est pas si simple. Dès le lendemain de l'arrivée, il faut chercher de chantier en chantier, se servir de ses connaissances plus que de son bagout. Mieux vaut normalement aller au marché d'embauche. Il en est de spécialisés pour les métiers du bâtiment et on a des chances d'y rencontrer un ancien voisin ou un bon camarade qui peut bien vous rendre service. Place du Châtelet, mais surtout place de Grève qui est le plus gros marché de travail de France, se pressent et se jaugent employeurs et candidats « parisiens ». Des étals à même le sol permettent l'équipement complet du jeune garçon maçon, le pantalon, la blouse, la calotte bourrée de chiffons mais aussi la pelle et la hotte.

Pendant quelques campagnes, le jeune restera « goujat » à servir les maçons. Au début, il doit bien subir quelques moqueries, se plier à quelques rites de passage, mais la camaraderie vient vite d'autant plus que son patois est en général compris des autres. La carrière de maçon commence ordinairement vers 14 ou 15 ans. Pourtant certains n'attendent même pas l'âge de la communion pour suivre leur père, surtout dans les périodes de crise alimentaire. On voit sur certains chantiers des enfants de 9 ou 10 ans porter des seaux d'eau ou transporter des moellons. Comme les grands, ils ont dû faire à pied le chemin qui les amène du garni au chantier et celui-ci est souvent éloigné : les logements sont plutôt dans les centres et les lieux de travail sont dans la périphérie, à moins que ce ne soit au port ou dans les gares. Ainsi s'accumulent fatigues et temps perdu.

Il faut une santé de fer pour rester de dix à douze heures au travail, dans d'épouvantables conditions d'inconfort. Le garçon maçon doit concasser et gâcher le plâtre. Il respire la poussière à pleins poumons, les quintes de toux (tandis que le maçon peut chanter) sont souvent le prélude à quelque maladie pulmonaire. Il prépare le mortier puis le porte dans une auge, « l'oiseau », le « moineau » ou le « volet », déjà lourde par elle-même. Ayant placé les deux bras de la hotte presque pleine sur leurs épaules, les goujats s'habituent à grimper aux échelles et ainsi à gagner les échafaudages. Ou bien ils montent quatre ou



La construction de l'Opéra de Paris en 1862.

cinq étages en posant l'auge sur la tête. Ils en ont le cou rompu. On devine les déformations de la colonne vertébrale qui s'ensuivent.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, il n'existe pratiquement aucun règlement de sécurité. Selon la conscience des maîtres maçons, celle-ci est plus ou moins assurée ; tôt ou tard, les garçons connaissent l'accident. Nadaud en est victime deux fois au cours de ses premières années. Les campagnes de maçonnerie à Lyon ont emporté ses trois amis d'enfance. À la fin de l'Ancien Régime, le registre mortuaire de l'Hôtel-Dieu de Lyon montre, outre la surmortalité des maçons migrants, la part écrasante des manœuvres, à la fois moins expérimentés et plus exposés. C'est ainsi en effectuant une tâche pénible et dangereuse, moins dure pourtant à Lyon qu'à Paris, que l'aide maçon fait son apprentissage. Aussi quelle joie et quelle promotion quand il est embauché pour « limousiner » !

C'est que la maçonnerie comporte toute une hiérarchie. On gravit les échelons les uns après les autres. Les qualités, certes, comptent pour beaucoup, mais aussi la chance ou la protection. Nadaud qui laisse la pelle et l'oiseau pour la truelle et la taloche (instruments de l'ouvrier confirmé) (1) dès l'âge de 17 ans est un privilégié. Le « limousinant » fait les gros travaux, ceux qui n'exigent ni beaucoup de soin, ni beaucoup d'habileté, comme poser les fondations, ravaler, étayer, hourder, bâtir certains murs. Tout naturellement, on devient ensuite compagnon-maçon, celui qui appareille, qui fait les angles ou les parements. L'échelon suprême, beaucoup ne l'atteignent pas, c'est maître maçon, celui qui ordonne et qui surveille ; chef de chantier, il peut suppléer n'importe lequel des compagnons. Quelques-uns finissent par devenir entrepreneurs ; mais ceux-là ne sont souvent plus maçons de la Creuse mais déjà entièrement « parisiens » ou « lyonnais ».

Cette hiérarchie entretient l'émulation et, en dépit de l'« esprit compagnon », développe la jalousie. L'hostilité se manifeste pourtant moins à l'intérieur d'une équipe qu'entre équipes qui se disputent les chantiers. Elle est particulièrement vigoureuse à l'égard des étrangers, notamment les Piémontais. Mais l'animosité marque longtemps les relations entre Limousins et Auvergnats et même entre Brulas et Bigaros. Cela ne doit pas simplifier la vie au travail quand on change continuellement de chantier ou d'entrepreneur. C'est qu'il faut prendre l'emploi là où on le trouve et aux meilleures conditions de salaire. À une date donnée, celui-ci varie beaucoup selon la qualification ; ainsi, vers 1830, les enfants gagnent de 9 à 15 sous par jour (2), le goujat autour de 36 sous, le « limousinant » de 2,50 à 3 francs, le compagnon de 3,25 à 3,50 francs et le maître maçon 1 franc de plus. Ces sommes s'entendent pour Paris où l'on gagne beaucoup plus qu'en province (le double du Limousin), mais on y dépense aussi beaucoup plus. En outre, les salaires triplent au cours du XIXe siècle. L'heure et non plus la journée devient l'unité de compte : le compagnon gagne 90 centimes à l'heure en 1910 (il gagnera 2 francs en 1920 avec des journées de 10 heures). Le bâtiment ne tient guère compte des limitations de travail et le Creusois accepte volontiers les heures supplémentaires.

La grande crainte reste le chômage. On dit « battre le pavé » ; le maçon est contraint au repos forcé à cause du mauvais temps (rester l'hiver à Paris n'améliore que peu les gains), à cause des temps morts entre deux chantiers, à cause des crises politiques et économiques et notamment celles de 1847-1851. Il arrive, rarement, que les maçons fassent grève, pour faire augmenter les salaires ou à cause de retards dans les paiements.

Le « coucou » de Jeantou

« L'approche d'Orléans où nous devions prendre la diligence le lendemain donna du courage à tout le monde.

Depuis quelques jours, il arrivait tant d'émigrants que les voituriers, ne sachant où donner de la tête, faisaient monter qui leur plaisait, prenant les uns, laissant les autres, s'arrangeant pour donner la préférence à ceux qui leur payaient à boire. C'est la première fois que je voyais des hommes de cette sorte, la figure avinée, criant, jurant, brutaux et grossiers, sans retenue, car ils se savaient les maîtres avec leur voiture dont tout le monde avait besoin. Mon père ayant parlementé avec l'un d'eux, celui-ci fit monter dans son « coucou », en claquant du fouet comme s'il eût rassemblé des animaux, une dizaine de maçons qui s'assirent les uns sur les autres, car les étroites banquettes furent vite pleines. Après quoi, dans une espèce de panier, qui était accroché sous l'essieu, il m'installa avec Louis Picaud. Nous étions assis dans cette panière peu profonde, les jambes repliées sous nous, et nous ne devions pas trop nous redresser, car notre tête aurait heurté le fond de la patache. Deux autres « coucous » et une grande diligence quittaient en même temps Orléans pour Paris...

De la route, hélas, je ne vis que les talus, le pied des arbres, la poussière... J'avais mal au cœur, mal à l'estomac, et mes membres étaient endoloris comme si on m'avait roué de coups. Ainsi fis-je mon entrée à Paris le 25 mars 1835. »

(Dans G. Nigremont, Jeantou, le maçon creusois)

---

(1) Planchette avec poignée, dont une face sert à enduire les murs de plâtre.

(2) 20 sous = 1 franc, c'est-à-dire 1 centime d'aujourd'hui.

Faut-il en déduire qu'ils sont indifférents au sort des autres ouvriers du bâtiment et de l'industrie ? Ce serait faire bon marché de son importante participation aux journées de juin 1848 et à la Commune. Et, pourtant, pour lui, ce qui reste primordial c'est de rapporter le maximum d'argent ; il ne conçoit sa vie parisienne ou lyonnaise qu'en fonction de la vie creusoise. Il se détermine d'abord en fonction de son patrimoine. Individualiste, il n'adhère ni au compagnonnage, ni aux diverses sociétés de secours mutuel ou de prévoyance. Dans la grande ville, il vit à part.

« Les petites Creuses »

S'il ne peut compter sur un travail sûr, le jeune migrant est assuré d'un toit. À Paris, à Lyon surtout, il y a toujours une « mère » pour l'accueillir ou le recueillir. C'est parfois une « payse », veuve ou femme de maçon, qui parle le patois, qui sert à table, qui s'occupe même du linge. À l'occasion, elle fait office d'assistante sociale qui sait chasser le cafard. La « logeuse » s'occupe surtout des plus jeunes. Le maçon émancipé trouve un lit dans les auberges, chez l'entrepreneur ou chez des particuliers. En fait, dans beaucoup de ces « garnis », le nombre de lits est moindre que celui des locataires et pourtant toute la pièce est occupée.

Vers 1830, les tenancières pour 6 francs par mois, assurent l'hébergement, trempent la soupe le soir et blanchissent une chemise par semaine. Le repas de midi se prend dans une gargotte proche du lieu de travail. Dans l'après-midi, un temps est réservé pour casser la croûte (pain et fromage). C'est évidemment le soleil qui détermine le rythme du travail et des repas.

Comme le nom l'indique, le « dormoir » ne sert guère que pour le sommeil. Le maçon dispose de bien peu de temps libre, hormis le dimanche, les fêtes et les jours de chômage. À Saint-Étienne, Saint-Chamond ou même Lyon, il peut retrouver ses compatriotes dans des « foyers » où l'on se communique les nouvelles du pays. On a remarqué que les Creusois « lyonnais » gardaient bien plus leur caractère originel que les Creusois « parisiens ». Ceux-ci pourtant forment d'autant plus facilement des « petites Creuses » qu'ils logent dans des quartiers bien déterminés, autour de l'Hôtel de Ville ou sur la Montagne Sainte-Geneviève. Ils constituent une société marginale presque uniquement masculine. Le cabaret, lieu de rencontre, de détente ou de distraction, tient une bonne place dans leur vie. On commence tôt le matin à « tirer le ver » en buvant la goutte. Pour certains c'est le chemin vers l'alcoolisme et de la « vie parisienne » ils ne connaissent que les chantiers et les gargottes. D'autres suivent les bals populaires aux portes de la capitale mais si « l'on va à la barrière », c'est souvent pour aller chercher querelle à des Parisiens, voire à des compatriotes. « Si les ouvriers en partie de plaisir rentraient le soir dans leurs garnis sans s'être donnés de bonnes raclées, on disait qu'on ne s'était pas amusé ».

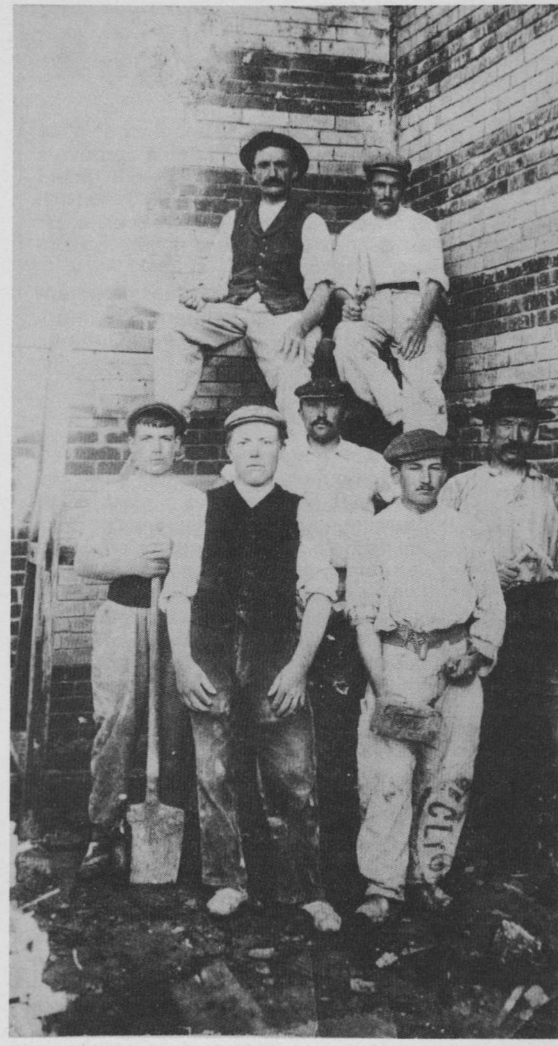
Les rixes faisant partie de la vie des maçons, il s'ouvre de nombreuses « salles de chausson » où l'on vient apprendre la lutte à coups de pied. Elles sont plus fréquentées et drainent plus d'argent que les cours du soir destinés à se perfectionner dans le métier ? Rien d'étonnant à ce que les Creusois soient souvent mal vus.

À la vérité rien ne les relie au prolétariat parisien. Sur le plan politique, ils sont pour la plupart bonapartistes. Ils approuvent Louis-Napoléon qui doit leur donner du travail et qui peut venger les victimes des journées de juin 1848. Ces journées, où 427 Limousins ont été arrêtés, comme plus tard la Commune (1 514 arrestations de Limousins) les ont conquis par leur caractère spontané ; ce n'est pas pour autant qu'ils sont des « partageux ».

ARDEURS HIVERNALES...

Le retour au pays est un événement pour tous. Il n'est pas régulier. En dix-huit ans Martin Nadaud ne regagne que cinq fois la Creuse. Marié en 1839, il ne vient retrouver son épouse qu'en 1842 ! Par la suite, avec les progrès des transports, les émigrants vont revenir plus souvent. À l'époque « héroïque », le voyage de retour ressemble à l'aller même si l'on hésite moins à prendre la diligence. Toutefois, la tenue est d'un autre style : combien avant de quitter Paris sont allés s'habiller aux vieilleries du marché du Temple ? Le costume, même mal ajusté, reste un symbole. Témoignages aussi de réussite et d'affection que les cadeaux de coquetterie qu'on rapporte de la ville (cf. encadré).

Mais la réussite se mesure d'abord aux revenus de la « campagne » ; les sommes varient évidemment selon les catégories et selon les années ; selon les individus aussi, car certains n'économisent rien ou presque. Au XIXe, le « parisien » compagnon met de côté 120 francs en 1814, 700 à 800 à la fin du siècle. L'apprenti maçon rapporte à peu près la moitié de ces sommes. Cela peut paraître assez fabuleux aux compatriotes car avec 400 francs, vers 1900, on peut acheter une bien belle vache. Plus appréciés encore sont les tailleurs de pierre qui rapportent 25 ou 30 % de plus que les maçons ! Aussi, l'un des moments les plus fiévreux de la vie du migrant, c'est, à son arrivée, quand il étale sur la table, les pièces d'or, fruits de son travail ! La poésie et l'émotion vont disparaître au cours du XIXe siècle car l'habitude se prend d'envoyer plus ou moins régulièrement son argent par la poste.



Les briqueteurs, vers 1920

(Photo de famille appartenant à l'auteur.)

Dans les campagnes creusoises du XIXe siècle, l'hiver est la saison la plus animée. Les réjouissances familiales sont multiples car on a attendu que les maçons soient là. Les bals connaissent une affluence particulière et les jeunes filles, trop nombreuses, espèrent y faire la rencontre décisive. Il arrive que les parents aient arrangé le mariage mais l'opération ne réussit pas toujours. Si les projets peuvent se réaliser, l'affaire est rondement menée. En tout cas, les pays de maçonnerie regorgent de vieilles filles car nombre de garçons se marient à l'extérieur ou bien ne reviennent jamais. Et combien de migrants deviennent tôt de vieux garçons tuberculeux, phtisiques, alcooliques ou terriblement handicapés. On devine les retombées de la migration sur le plan démographique... Par ailleurs, le lien entre la vie à Paris et les maladies vénériennes reste un refrain dans les conversations comme dans les sermons !

Le mari ne revenant que certaines années, les naissances sont donc peu nombreuses. Elles ont lieu aux mêmes mois, d'août à décembre, tant et si bien qu'on peut étudier l'importance de l'émigration des maçons et son ancienneté par les graphiques des baptêmes (dans les paroisses les plus

« Une nappe d'argent d'une blancheur éclatante »

« Comme on peut l'imaginer ce n'est pas de la joie que la famille éprouve à l'arrivée de l'émigrant, surtout quand celui-ci est considéré comme le soutien et presque le gagne-pain de tous ; c'est du délire ; car au lieu de rire tout le monde pleure.

Selon l'usage, les femmes préparent la soupe au lait. Pendant que notre voyageur s'en régale ou se chauffe au coin du feu de la grande cheminée, les rires commencent et on le met au courant de ce qui se passe dans la maison et aussi chez les voisins.

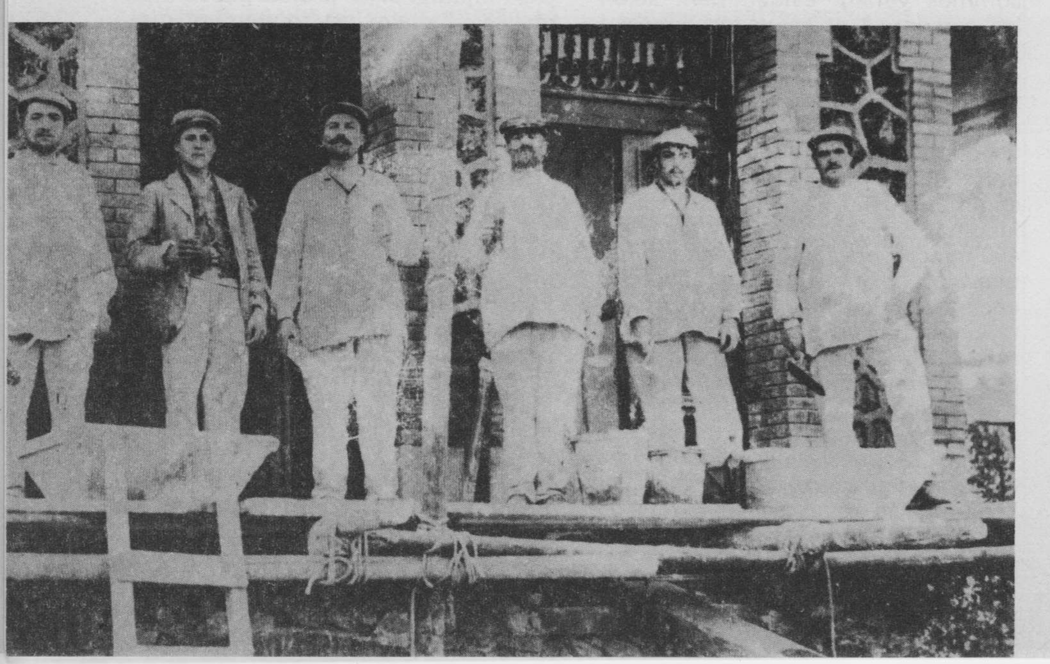
Cette conversation épuisée, on attend du nouvel hôte qu'il parle, lui aussi, de ses affaires ; c'est à ce moment qu'il montre de bonne grâce le résultat de sa campagne, c'est-à-dire sa bourse, et chacun se promet de ne pas en dire un mot au-dehors.

Placée sur la grande et longue table de la cuisine, je commençai donc à déficeler ma malle, j'en sortis d'abord une belle robe pour ma femme, deux autres pour mes deux sœurs, un mouchoir d'hiver pour ma mère et une livre de tabac à priser pour mon père. Je sortis ensuite un sac de mille francs, puis un second ; alors, père, mère, femme et sœurs ne se continrent plus de joie ; on se mit à sauter, à s'embrasser.

Un moment après je dis à ma femme : « Cherche donc dans un autre coin, il y a peut-être autre chose. » Elle en sortit un troisième sac et dit en même temps : « Je crois qu'il y en a un autre » ; elle les prit et les posa à côté des deux premiers ; on se regarda, les sanglots étouffaient nos voix, nous étions las de nous embrasser : « Tu m'as surpassé, Martin, dit mon père ; j'ai bien travaillé, mais jamais je n'ai eu autant de chance. » On se mit à vider les sacs et à placer leur contenu par piles de cent francs.

La table était à moitié couverte d'une nappe d'argent d'une blancheur éclatante. Il était plus de deux heures du matin quand nous cessâmes de contempler ce que nous appelions un ravissant tableau.

Martin NADAUD



« maçonnantes », il n'y a pratiquement pas de conception de mai à septembre). À la fin du XIXe siècle, la femme suivant son mari, les départs deviennent définitifs, les naissances se raréfient.

« Coquines et associés »

Il est certain que les migrations du bâtiment ont fortement contribué à dépeupler la Creuse et à modifier les mœurs. Il n'est pas rare que des maçons ne se gênent pas pour abandonner leur femme et « vivre avec des coquines ». Il est des épouses, chefs d'exploitation, qui ont trouvé la solution. Selon un rapport de 1842, dans le nord Limousin, les femmes de migrants prennent pour les aider un « associé » qui est en fait un second mari.

À son retour, le maçon, après avoir rendu compte de « sa campagne », fait les comtpes de la ferme et de suite reprend ses sabots de paysans. Il faut qu'il ait battu les gerbes et entretenu les prés avant de reprendre son baluchon. Il est vrai que l'agriculture qui, au début, restait la source esentielle des revenus tend à être négligée. La véritable moisson se fait à la « maçonnerie » et l'argent gagné, s'il sert à agrandir son bien, n'est guère utilisé par le Creusois pour améliorer la production ou pour simplifier le travail de la ferme qui est essentiellement féminin... La terre creusoise ne paie pas : on constate sans surprise que les régions migrantes sont moins sensibles aux crises agricoles. Le « maçon-paysan » qui succède au « paysan-maçon » ne se désintéresse pourtant pas de son exploitation. Il est assidu aux foires d'hiver pour vendre ou acheter quelque bête, pour rencontrer quelque connaissance, voire pour traiter de quelque affaire matrimoniale. Il a pris le temps de passer chez le notaire ou à la caisse d'Épargne et aussi de renouer avec la tradition du verre de vin blanc. Ce jour-là, il a mis son habit de confection et des souliers bien cirés pour que nul ne puisse se méprendre sur sa qualité.

Limousin à Paris, il se veut parisien dans la Creuse et, surtout s'il est encore jeune, il se doit de faire le « faraud ». Parler gras, ne pas avoir l'accent naturel paraît le comble de la distinction.

Arrive, enfin, pour le migrant temporaire, un mois de mars où il laisse les « colles » se former sans lui. Il n'y a pas d'âge pour la retraite. Beaucoup s'arrêtent autour de 55 ans. Certains continuent après 70 ou même 75 ans. Reconvertis à la ferme, ils retrouvent les travaux de la terre et aux veillées d'hiver, ils racontent aux plus jeunes leurs « campagnes » d'antan. Ceux-ci font part de leurs expériences et font reluire leurs exploits, ce qui plaît d'autant plus aux filles que le patois est mâtiné de français. C'est qu'un maçon a plus d'instruction qu'un sédentaire : il fait d'ailleurs envoyer ses enfants, les garçons au moins, à l'école élémentaire, payante pour tous. La Creuse, dans les régions de migration du bâtiment surtout, apparaît comme nettement plus alphabétisée que les autres pays du Massif central. L'éveil des esprits est aussi une conséquence de la migration : ne voit-on pas le chansonnier et maçon Jean Petit, faire monter une bibliothèque dans son village ?

Les conséquences matérielles sont plus visibles : les maçons, comme il se doit, construisent — ou font construire — des maisons sur le modèle de celles qu'ils ont vues et parfois édifiées à Bicêtre ou ailleurs. On croirait parfois des « châteaux ». De même, ils s'assurent de belles tombes pour plus tard ! Fortunés, ils achètent de la terre ce qui fait monter les prix. Plus simplement, ils introduisent d'autres habitudes, par exemple sur le plan alimentaire.

Par contre l'émigration n'a pas joué le rôle qu'on lui prête parfois sur les comportements politique et religieux. L'anticléricalisme et l'orientation à gauche sont au moins aussi marqués dans les zones de sédentaires. On constate encore que les maçons n'ont eu aucune influence notable sur le rare prolétariat ouvrier du Limousin mais la rareté de la main-d'œuvre que leur départ a provoquée a fait monter le prix des salaires locaux. Il n'en reste pas moins, aussi paradoxal que cela paraisse, que les premiers députés socialistes du Limousin, Martin Nadaud puis Antonin Desfarges, ont été choisis parmi les migrants de l'arrondissement de Bourganeuf.

J. PERREL.

Pour en savoir plus :
Deux thèses volumineuses : « Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914 », par A. Chatelain, 1976 et « Archaïsme et modernité en Limousin au XIXe siècle », par A. Corbin, 1975. Le témoignage essentiel reste les « Mémoires... » de M. Nadaud (éditions Maspero).

PANORAMA DE 1903

La république des radicaux.

Cette année-là, Loubet est Président de la République, dans une Europe qui ne compte que des royaumes. Le radical Émile Combes, porté au pouvoir en 1902 (1), à la suite des élections qui avaient vu la victoire de la gauche (Radicaux et Socialistes), poursuit la politique menée par son prédécesseur Waldeck Rousseau (2), avec l'appui des Socialistes. D'ailleurs, dès le 13 janvier, la Chambre élit, parmi ses 4 vice-présidents, un grand tribun, le socialiste Jean Jaurès (3).

L'affaire Dreyfus avait séparé la France en deux : les antidreyfusards, défendant le maintien des traditions, l'ordre, le nationalisme, teintés de cléricalisme et fortement antisémistes ; les Dreyfusards, attachés aux valeurs universelles : droit, raison et liberté. À la « Ligue des patriotes » de Déroulède, s'oppose la « Ligue des droits de l'homme ».

Le programme du ministère Combes est approuvé par le congrès Radical et Radical-socialiste, ainsi que par le convent maçonnique. Ses grande lignes sont les suivantes :

— Rapports de l'Église et de l'État tendant vers la séparation.

— Application de la loi de 1901 sur les associations. tendant à la suppression des congrégations.

— Diminution de la durée du service militaire.

— Abrogation de la loi Falloux qui favorise l'enseignement religieux.

— Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes.

— Création d'un impôt sur le revenu.

— Retraites ouvrières.

— Soutien de l'arbitrage international (La Haye, Société des Nations).

— Étude du rachat du chemin de fer.

Un grand nombre de ces projets sont réalisés ou engagés en 1903. La politique anticléricale et pacifiste du gouvernement donne en partie satisfaction aux socialistes qui feront bloc pour voter l'ensemble des lois.

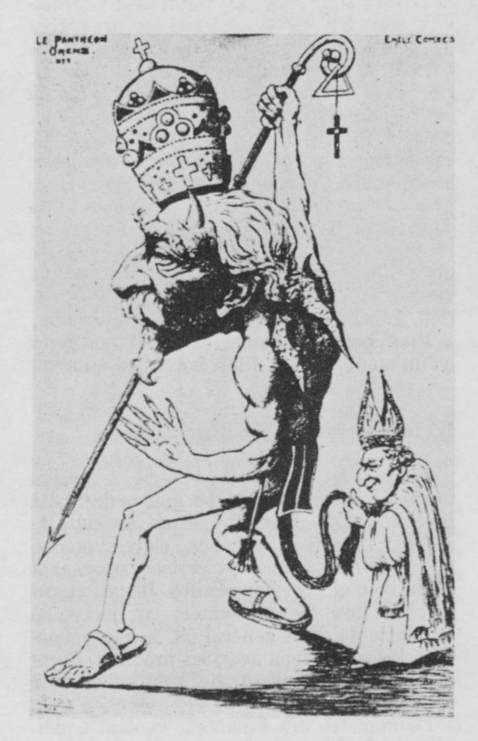
L'équilibre du budget impose des recettes nouvelles et la Chambre discute longuement de la suppression du privilège des bouilleurs de cru. Elle adopte de suite un impôt de 4 % sur les rentes viagères, établissant déjà le principe de l'impôt sur le revenu dont le ministre des Finances dépose un projet de loi le 15 juin. Le projet des socialistes sur le monopole de la fabrication, de l'importation et de la vente des alcools est repoussé par la Chambre qui adopte une motion invitant le gouvernement à déposer un projet en faveur du monopole du raffinage du pétrole. Le 9 février, un décret assure le monopole de la télégraphie sans fil à l'administration des Postes et Télégraphes. La suppression des décorations est envisagée et les législateurs adoptent en fin d'année un projet de loi abrogeant le monopole des inhumations, jusqu'alors détenu par les fabriques des églises et les consistoires.

Mais la grande affaire politique de cette année, c'est la suppression des congrégations prédicantes et enseignantes.

(1) Il le conservera 31 mois et 17 jours.

(2) Celui-ci avait déclaré qu'il n'avait pas d'ennemis à gauche et qu'il s'appuyait sur les socialistes pour combattre la réaction.

(3) Il déclare de son côté : « Nôtre devoir est de soutenir le gouvernement de Mr Combes mais avec la pensée d'entraîner le Parlement plus loin que son programme ne veut l'indiquer. »



Emile Combes. — Caricature d'Orens.

De son côté, le Président de la République recommande à l'intérieur « la tolérance, l'union et l'apaisement ». Il reçoit les souverains anglais et italiens, se rendant même en Angleterre. Cette politique de rapprochement prélude à l'entente cordiale franco-anglaise.

L'année sociale.

La misère bretonne.

Depuis plusieurs mois, les pêcheurs de sardines bretons sont en proie à une misère profonde. La sardine a quitté les parages à l'époque de la pêche. L'industrie sardinière (fabriques de boîtes de sardines, usines de mise en boîtes) est touchée. Onze mille familles de pêcheurs et de deux à trois mille familles d'ouvriers d'usine sont sans travail.

Pour leur venir en aide, un comité est chargé de recueillir des souscriptions. Celles que lancent les journaux produisent 700 000 F. La chambre des députés vote une aide de 500 000 F.

Cette misère avait conduit 800 ouvriers, en juillet 1902, à détruire des machines automatiques pour la mise en boîtes, acquises par l'usine Masson de Douarnenez, et destinées à remplacer la main-d'œuvre. Douze « meneurs » arrêtés sont condamnés en janvier 1903 à 2 ans de prison et 200 francs d'amende.

LES GRÈVES EN 1903

Mois	Nbre Jours	Nbre Grévistes	Tendance
Janvier	31	4 700	Textile
Février	32	3 489	Textile
Mars	37	4 728	Bâtiment
Avril	33	4 764	Bâtiment
Mai	47	5 145	Textile
Juin	45	3 763	Textile
Juillet	51	6 980	Textile
Août	41	5 000	Textile
Septembre	51	8 920	Textile
Octobre	50	4 600	Textile
Novembre	53	9 100	Textile
Décembre	62	+10 000	Textile

Les incidents d'Hennebont (Morbihan).

Début juillet, les ouvriers des Forges d'Hennebont se mettent en grève pour protester contre la diminution de leur salaire. Cette grève menaçant de gagner l'arsenal. la troupe est envoyée le 2 août pour « rétablir l'ordre ». Elle se heurte aux grévistes qui blessent le sous-préfet et un officier. Des arrestations ont lieu. Le 3 août, à Lorient, pendant le jugement de leurs camarades, les grévistes, grossis des ouvriers de l'arsenal, manifestent devant le palais de justice. Apprenant la condamnation des prévenus, les grévistes brisent les vitres du palais de justice, construisent des barricades, et prennent d'assaut une caserne. Les affrontements durent trois jours. Il y a plus de cent blessés.

Sur intervention du ministre de l'Intérieur, la Société des cirages français, propriétaire de forges, consent à l'augmentation de 0,25 F par jour du salaire des manœuvres. La grève est alors terminée.

Le 27 septembre, ces mêmes ouvriers organisent une manifestation anti-cléricale à l'occasion de la procession annuelle de la Saint-Caradec, bloquant les paroissiens dans l'église pendant 4 heures.

C'est à cette époque que Louise Michel et le citoyen Girault font leurs ultimes tournées de conférences révolutionnaires. L'accueil n'est pas enthousiaste, et l'on raconte qu'une vieille femme, qu'on avait prise pour Louise Michel, se fit rosser par un groupe de nationalistes.

Les incidents d'Armentières (Nord).

Le 30 septembre, les ouvriers d'un tissage se mettent en grève. Le 8 octobre, les 17 tissages de la ville suivent le mouvement qui s'étend à la région avoisinante, puis à Lille. Les ouvriers réclament un tarif uniforme, augmenté d'un sixième. Le 9, l'assemblée générale des grévistes de Lille décide la reprise du travail, pendant que la Fédération nationale désavoue le syndicat d'Armentières. La grève se localise alors dans la vallée de la Lys. Les maires socialistes d'Armentières et d'Houplines soutiennent l'action des grévistes.

Le 12, alors que les souverains italiens sont en visite à Paris, le socialiste Jules Guesde vient en personne encourager les grévistes. Le lendemain, alors que 4 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de cavalerie et 120 gendarmes entourent la ville, les magasins de textiles sont envahis et pillés, la banque Crédit du Nord mise à sac ainsi que la banque Verley Decroix. Les appartements du directeur sont dévastés. Le soir, d'autres maisons de propriétaires sont saccagées et même incendiées. En tout 20 établissements industriels sont envahis. Les syndicats sont désavoués par les Guesdistes. Le 15, l'état de grève est proclamé.

Le jeudi 22, à Houplines, une estrade est dressée contre la Maison de la coopérative ouvrière. Dix mille ouvriers, bravant la pluie, viennent acclamer Jaurès qui leur apporte le confort de son éloquence.

Le 7 novembre, Jaurès interpelle le gouvernement sur les grèves d'Armentières. La Chambre nomme une commission d'enquête sur l'industrie textile et la condition des ouvriers et demande au gouvernement de



Jean Jaurès (caricature d'Abel Faivre)

faire une proposition d'arbitrage. Le 13, la grève est terminée. Les patrons refusent l'arbitrage du gouvernement, mais, d'un commun accord, font des concessions de nature à mettre fin au conflit. Sous la présidence d'Eugène Motte, député, ils décident alors de constituer une vaste association de propagande et d'action destinée à combattre, en dehors du Parlement, la politique gouvernementale.

Les bureaux de placement.

Ces agences privées se chargent de procurer des places aux employés, domestiques, etc., moyennant un tribut parfois excessif. De nombreuses manifestations avaient déjà eu lieu dès 1886 pour protester contre ces formes d'exploitation. Le 29 octobre, à la Bourse du travail de Paris, les syndicats de l'alimentation se réunissent pour en réclamer une nouvelle fois la suppression. La police, avec les gardes républicains, pénètrent dans la bourse du Travail et matraquent les ouvriers présents, laissant sur place de nombreux blessés. De violentes manifestations ont alors lieu à Lyon le 29 novembre (1 mort) à Brest, le 5 décembre, à Bordeaux le 7. La veille de Noël, à Paris, les ouvriers de l'alimentation décident de cesser le travail. La Chambre adopte une loi pour supprimer les bureaux de placement dans un délai de 5 ans. Les placeurs seront indemnisés.

Mouvements divers.

C'est intéressant de noter qu'en 1903, d'autres mouvements de grèves ont lieu. En août, les déchargeurs de Rochefort. En septembre, les balayeurs à Nice, les ouvriers boulangers à Angers et La Rochelle (remplacés par des militaires). En octobre, 4 000 ouvriers tisseurs à Angers, Dunkerque et Roubaix. En fin d'année, 1 000 ouvriers apprêteurs à Lyon, les emplyés du tramway à Clermont-Ferrand, et les ouvriers de la soie dans l'Ardèche.

L'action du gouvernement.

Un certain nombre de mesures sont prises, parmi lesquelles on peut noter : Janvier : extension de la journée de 8 heures (déjà acquise dans la marine) à tous les services des arsenaux. Mars : réorganisation du Conseil supérieur du travail. Juillet : loi sur l'apprentissage des dentellières et loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. Loi sur l'amélioration de la retraite des ouvriers mineurs. Août : décret relatif à la durée du travail dans les ouvrages extérieurs du bâtiment. Puis, en fin d'année, loi instituant l'assistance obligatoire en faveur des vieillards, des infirmes et des incurables ; enfin, proposition d'amnistie pour faits de grèves et faits connexes.

La santé.

Un décret du 10 février 1903 complète la loi de 1902 relative à la protection de la santé publique. Il publie une liste de 22 maladies : 15 de celles-ci doivent obligatoirement faire l'objet d'une déclaration et d'une désinfection des habitations ; pour les 7 autres, ces formalités sont facultatives. Parmi les premières figurent : la fièvre typhoïde, le typhus, la variole, la scarlatine, la rougeole, la diphtérie, la suette militaire, le choléra, la peste, la fièvre jaune, la dysenterie. La tuberculose, cause de la mort de 3 pour 1 000 des habitant, est classée dans la deuxième catégorie, avec la coqueluche, la grippe, la pneumonie, l'érisipèle, les oreillons, la lèpre, la teigne et la concjonctivite purulente. La science cède aux préjugés, en ne mentionnant pas les maladies dites « honteuses », qui coûtent pourtant la vie à des milliers d'individus par la dissimulation, gênant le traitement et la prophylaxie.

Il est bon de rappeler qu'en 1903, il n'y a qu'un médecin pour 1 000 habitants à Paris.

La législation des bouilleurs de cru.

Pendant le cours du XIXe siècle, à l'exception des 3 ans qui ont suivi la guerre de 70, les propriétaires terriens ont joui de la faculté de distiller librement les vins, cidres, poirés, marcs et lies, prunes et cerises, provenant exclusivement de leur récolte. Ils ont également le droit de consommer sur place, en franchise du droit général dit de consommation, l'alcool obtenu avec ces produits. Cette double faculté constituait le privilège des bouilleurs de cru.

Le ministre des Finances, voulant équilibrer le budget par de nouvelles recettes, propose l'abolition de ces privilèges afin de percevoir des droits sur l'alcool et d'éviter la fraude. Mais la masse de ces privilégiés, c'est aussi une masse d'électeurs. C'est certainement la raison qui amène une majorité de la chambre, devant les assauts répétés de l'opposition de droite, à conserver le privilège aux propriétaires et fermiers distillant les produits d'un hectare de vigne ou de 50 arbres fruitiers au plus. Il faut savoir qu'en 1903, sur 5 700 000 exploitations, 4 900 000 ont moins de 10 hectares et que la population rurale comprend 18 millions de paysans (pour une population totale de 39 millions d'habitants).

Il est probable que si ce privilège avait été aboli, la loi aurait facilité la tâche de ceux qui se dévouaient alors à la lutte contre l'alcoolisme et dont le 1er congrès national venait d'ouvrir ses portes à Paris. En 1903, la Normandie détient le record de l'alcoolisme avec 12 à 14 litres de spiritueux par habitant, sans tenir compte du cidre, vin, poiré ou hydromel, boissons dites hygiéniques et dispensées du droit d'octroi.

L'anticléricalisme.

Les congrégations.

Ce nom est donné à toutes les sociétés de religieux, hommes ou femmes, soumises à une même règle. Les congrégations avaient été abolies le 12 octobre 1792 sous l'Assemblée Consituante. Rétablies sous le 1er Empire et sous la Restauration, elles étaient soumises à une autorisation par voie législative pour les hommes, et par simple ordonnance pour les femmes. Toutefois, les congrégations non autorisées se multiplient pendant le XIXe siècle et c'est Jules Ferry qui ouvre la lutte contre les congrégations par les décrets du 29 mars 1880. La loi du 1er juillet 1901 sur la liberté d'association les soumet à un statut spécial. C'est l'interprétation de cette loi qui va provoquer leur suppression.

En 1902, 125 établissements et 2 500 écoles congréganistes sont fermées, provoquant de nombreuses manifestations dans le pays. La population se mobilisa pour résister par la force à l'exécution des circulaires ministérielles.

Cette situation, loin d'intimider les gouvernants, les incite au contraire à réagir avec rigueur, dès le début de 1903. Le 15 janvier, le président Combez (ancien séminariste), déclare qu'il accorde sa bienveillance aux congrégations qui rendent des services de charité et de bienfaisance. Il considère, par contre, que le service de l'enseignement de la République suffit à tous les besoins. Le 18

La carte de France de l'alcoolisme.



janvier, 6 établissements hospitaliers dépendant des Petites Sœurs des Pauvres sont autorisés. À la même date, un décret interdit l'enseignement en langue bretonne. Le 18 mars, les demandes d'autorisation des congrégations enseignantes sont rejetées en bloc, puis celles des congrégations prédicantes, le 24, et enfin, le 23 juillet, ce sont celles des femmes qui sont rejetées à leur tour. Le 9 avril, une interdiction est faite de célébrer tout office religieux dans les lieux de culte qui n'ont pas obtenu d'autorisation.

Certains prêtres et évêques (de Quimper, Nancy, Marseille...), qui s'insurgent contre ces décisions, se voient purement et simplement amputés de leur traitement ; car, aussi surprenant que cela paraisse, le budget du culte est voté, et c'est Combes lui-même qui vient à la tribune de la Chambre défendre ce budget : « les idées religieuses, telles que les églises sont seules à en donner, sont nécessaires ». Il rectifie quelques jours plus tard : « J'ai voulu dire que l'école primaire donne les mêmes idées morales que les écoles religieuses... » Le 8 mai, 17 capucins comparaissent devant le tribunal correctionnel à Paris pour infraction à la loi sur les congrégations. Ils sont condamnés à 25 francs d'amende. Le 4 novembre, l'archevêque de Rouen prend position contre l'attitude hostile des prêtres vis-à-vis des écoles de l'État, leur interdisant d'intervenir dans les affaires publiques.

La suppression des congrégations a pour conséquence la fermeture de 2 000 écoles, ce qui entraîne la Chambre à voter rapidement un projet sur la construction d'office de maisons d'école par les communes. Le 20 novembre, un amendement décide que les congrégation ne pourront donner l'enseignement secondaire et le 27, lors de la discussion du budget de l'instruction publique qui tend à améliorer la situation matérielle et morale des instituteurs, il est décidé de maintenir les aumôniers dans les lycées.

Les relations avec le Saint Siège ne sont pas au beau fixe. Le 12 février, le gouvernement nomme, sans entente avec le Vatican, les titulaires aux sièges épiscopaux de Bayonne, Constantine et Saint-Jean-de-Maurienne. Le Pape (qui décèdera en juillet) ne leur confère pas l'investiture.

Les manifestations anticléricales.

Devant la résistance cléricale, des manifestations s'organisent. Des meetings, discours. conférences se dépensent dans tout le pays. En mai, à Aubervilliers, Plaisance et Belleville, des manifestants libres penseurs envahissent les églises pour interdire, dans le cadre des lois établies, l'accès de la chaire aux jésuites. Ils sont assommés et expulsés par les fidèles. Le 14 juin, à l'occasion de la Fête-Dieu, les anticléricaux vont gêner les processions. À Nantes, les affrontements font des blessés. Le 2 août, une grande cérémonie de libres penseurs a lieu devant la statue d'Eugène Dolet. Le 8 décembre, à Lyon, à l'occasion de la fête de l'Immaculée Conception, 3 000 libres penseurs éteignent les illuminations et manifestent, provoquant l'interdiction de la procession par le maire.

Le congrès de la libre pensée se réunit le 25 décembre. Il demande la séparation de l'Église et de l'État, l'interdiction aux congréganistes d'enseigner, la laïcisation de l'assistance publique.

L'inauguration de la statue de Renan.

Cette manifestation qui se déroule à Tréguier (Côtes-du-Nord) le dimanche 13 septembre illustre bien l'ambiance qui règne alors. L'écrivain Renan est un ancien séminariste qu abandonne le séminaire à 22 ans pour se consacrer à la recherche scientifique. La sortie de son livre *La vie de Jésus*, rejetant le surnaturel, lui attire la haine des catholiques et son esprit voltarien, la sympathie des anticléricaux. Il meurt en 1892. L'inauguration de sa statue, en présence d'Émile Combes entouré de ses principaux collaborateurs, est considérée comme une provocation par les Bretons cléricaux qui se préparent à manifester. La troupe s'interpose. Sous une pluie torrentielle, les officiels prononcent un grand nombre de discours. Les rues sont garnies de banderoles : « Gloire à Renan », « Vive la Pensée Libre », « Vive la République » ; et le slogan « Hou ! Hou ! la calotte » fuse de toutes parts.



La double manifestation de Tréguier (13 septembre), à l'occasion de l'inauguration de la statue d'Ernest Renan.

Les expulsions.

C'est le 26 mars que la demande d'autorisation de la congrégation des Chartreux est repoussée. Il en résulte un ordre d'expulsion des moines de la Grande Chartreuse (Isère). Un mois plus tard, sous les ordres du colonel de Coubertin, un bataillon du 140e de ligne, un escadron de cavalerie, des hommes du génie et des gendarmes arrivent pour appliquer les ordres. La troupe écarte tout d'abord la population qui lui barre le passage, puis enfonce une porte d'accès à coups de hache. Les magistrats pénètrent dans la cour, puis dans la chapelle où sont réfugiés les Chartreux qui sonnent le tocsin. Après ouverture des grilles entourant le sanctuaire, les Chartreux se décident à sortir entre deux haies de soldats.

De la même manière, les capucins de Marseille sont expulsés en mai, ceux de Paris de 3 novembre. Des incidents ont également lieu à Versailles, Angers, Saint-Nazaire, Nancy et Nantes où le maire de droite, De Dion, se fait arrêter et condamner à trois jours de prison pour outrages et rébellion envers un commissaire de police.

L'antimilitarisme.

L'affaire Dreyfus, dont on demande la révision du procès, à la fin de 1903, va favoriser le mouvement antimilitariste qui se fait sentir jusque dans les casernes.

La Bourse du Travail de Paris est le lieu de réunion de conscrit avant leur départ pour l'armée, où les syndicats les engagent à réagir contre un éventuel ordre de mobilisation par la grève et l'insurrection. C'est l'époque où le journaliste Gustave Hervé écrit : « Il faut planter dans le fumier le drapeau de Wagram. » Les nationalistes dénoncent à la Chambre la sortie d'un *Manuel du soldat* antimilitariste, qui serait édité par les Bourses du Travail. Il faut toute l'éloquence de Jaurès pour rassurer les députés dont la « tripe patriotique » est ébranlée : « Nous pouvons, sans embarras, fermer sur cette page le livre détesté de la guerre » ; clame le tribun en parlant de notre défaite de 1870. Des sanctions, vite levées, sont prises contre les élèves de Polytechnique et le 33e d'artillerie de Poitiers, pour insoumission.

Les Pacifistes de 1903 sont persuadés que la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, la Société des Nations, la Fédération Européenne, sont des organisations suffisantes pour servir de rempart à tout nouveau conflit.

Le procès des rebelles de Margueritte (Algérie).

Le 8 février, sont jugés à Montauban, les « fauteurs de troubles » de Margueritte, en avril 1901. Un Arabe, du nom de Yacoub, chef de la secte des Rahmanias, avait une étrange manière de communier avec ses adeptes, en leur donnant sa langue à sucer. En avril 1901, à la suite d'une altercation avec le caïd d'un douard voisin, Yacoub, à la tête d'une bande de rebelles, se met en marche vers le village de Margueritte, sommant les colons qu'il rencontre de confesser leur foi en l'Islam. C'est la mort pour ceux qu refusent. La ferme des Jenoudet, employeur de Yacoub, est mise à sac, et le village est saccagé aux cris de « Allah ! Allah ! nous avons gagné, la loi française est finie, plus besoin d'argent, Allah ! Allah ! » Mais la troupe est maîtrisée rapidement par une section de tirailleurs algériens accourus en hâte. Quelques jours après. le chef Yacoub est arrêté.

Le malaise qui règne à l'époque en Algérie est dû à la dépossession territoriale des indigènes, à leur refoulement vers le désert infécond, aux lourds impôts aggravant leur dénuement. On lit dans la *Revue des deux mondes*, sous la plume de M. Rouire : « Chez les indigènes des environs de Margueritte, privés des deux tiers de leur terre, et triplés en nombre depuis cinquante ans, l'extrême misère et la difficulté de vivre sur ce qui leur reste du domaine primitif, ont préparé le terrain sur lequel a levé la graine semée par un fanatique. »

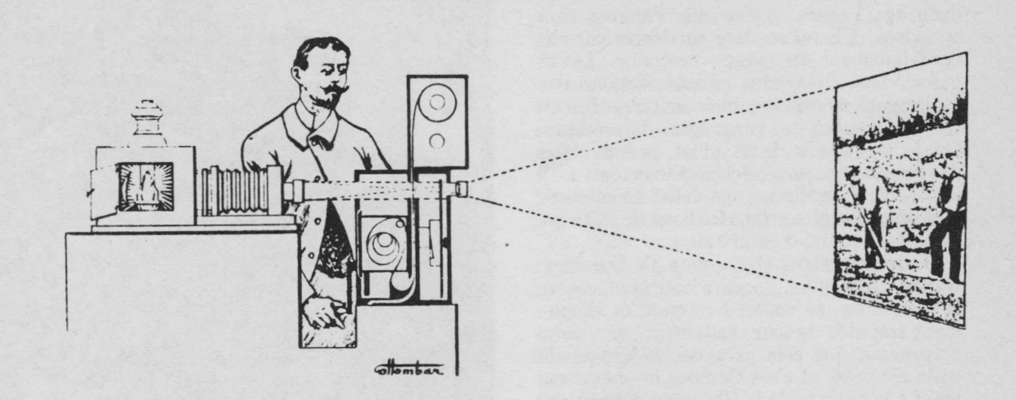
Le jugement devait avoir lieu devant la Cour d'assise d'Alger. La Cour de cassation, pour cause de suspicion de l'impartialité des jurés, renvoya le procès devant la Cour d'assise de l'Hérault. Les 107 accusés se rejettent mutuellement les responsabilités, niant tout en bloc. Le plaidoyer de Me Ladmiral, avocat de Yacoub, met en lumière les méthodes néfastes de la colonisation et leurs résultats.

Finalement, le jury de l'Hérault condamne Yacoub et quatre de ses adeptes aux travaux forcés à perpétuité, 21 à des peines diverses, et 81 sont acquittés.

Suite du panorama de 1903 dans le prochain numéro :

La « belle époque », le sport, l'affaire Humbert, les événements à l'étranger.

AU CINÉMA



La nuit de San Lorenzo

Film de Paolo et Vittorio Taviani, avec Omero Antonutti, Margherita Lozano, Claudio Bigali.

La nuit de San Lorenzo est un film qui veut décrire un moment historique dans toute sa complexité. Nous sommes dans un village proche de Florence en Toscane, au mois d'août 1944. À cette date, les troupes américaines remontent l'Italie du sud. Les fascistes italiens appuyés par des troupes allemandes, doivent se replier vers le Nord. Le village de San Martino est alors partagé entre la crainte des fascistes (qui ont miné les maisons) et l'espoir de l'arrivée des soldats américains. Le propos du metteur en scène est de nous décrire les espoirs, les désirs et les peurs des villageois.

L'originalité des frères Taviani est de ne pas avoir recouru au procédé du héros ni d'avoir cédé aux effets faciles, aux gros plans sanglants. C'est aussi d'avoir pris en compte la culture, l'imaginaire et les fantasmes de ceux qui décident d'abandonner le village. Ainsi, le partage du pain dans une église rassemble tout le monde autour de la Vierge, protectrice des faibles. Si l'exode est un grand pas vers l'espoir, les motivations sont diverses. Galvano frustré de son amour pour Concetta s'impose comme le « chef » du groupe des fugitifs. Rosanna, dominée par sa famille, rêve de voir sa maison détruite ; son frère espère de son côté revoir un ami dont il a du se séparer.

Quant aux collines de Toscane, univers quotidien des paysans, elles sont plus qu'un simple décor. Les chemins creux, les oliviers abritent les fugitifs. Tour à tour le champ de blé cache ou dévoile. Son jaune doré sera fatal aux « Chemises Noires »...

J.G. Fichau.

À force de se vouloir objectif (les frères Taviani mettant, par exemple, sur le même plan la mort d'une jeune femme enceinte massacrée par les fascistes et la mort d'un jeune fasciste), le film nous interpelle sur les raisons de ce scepticisme « élégant » qui renvoie dos à dos fascistes et villageois réristants.

Encore une fois, on pourra regretter que l'Histoire serve de toile de fond à la peinture de sentiments.

GAVROCHE.

Une chambre en ville

Film de J. Demy, avec Dominique Sanda, Richard Berry, Danielle Darrieux, Michel Piccoli, J.-F. Stévenin.

Dans *Une chambre en ville,* Jacques Demy brosse le portrait d'un homme passionné pendant les grèves de Nantes-St-Nazaire de 1955. Pour Demy, le cœur de cette ville bat dans un appartement tendu de rouge et occupé par une vieille dame.

Au gré des pulsations de ce cœur, nous entrons et nous sortons dans la rue avec François Guilbaud (Richard Berry), ouvrier métallurgiste, qui y loue une chambre. De celle-ci, il parcourt un ensemble de lieux dispersés dans Nantes. Ce « métallo » est une attachante figure d'ouvrier des années cinquante. Récemment « urbanisé », à l'image des jeunes ouvriers de la campagne environnante, il porte casquette et blouson en simili-cuir. C'est un homme fier, épris de liberté et d'amour. Aussi se lance-t-il avec fougue dans la grève, anime le Comité de grève et affronte avec courage les C.R.S.

Le climat de violence sociale marque le parcours sentimental de François. Aux fiançailles sages avec Violette, fille d'une couturière à domicile, il préfère la passion dévastatrice (et sans lendemain) d'Édith (D. Sanda).

Cependant le film ne se veut pas réaliste. Les portraits que nous présente l'auteur sont plutôt ceux de l'imaginaire des années d'après-guerre. En effet, Jacques Demy s'intéresse plus à l'idée que des bourgeois pouvaient se faire de l'ouvrier qu'à la réalité sociale de l'époque. De même le portrait de « la bourgeoise » (Danielle Darieux) est-il très chargé. Par amour de l'argent, elle épouse un vieil homme riche. Mais, seul, l'ouvrier métallurgiste pourra combler ses désirs...

Un film, enfin, qui pourra surprendre car les dialogues, on le sait, sont chantés.

J.G. Fichau

Autour du film « Une chambre en ville » :

1955 : LES GRANDES GRÈVES DE NANTES-ST-NAZAIRE

Saint-Nazaire 1955. Depuis dix ans, l'inflation galope. Les salaires courent après les prix sans jamais les rattraper. L'énorme effort de reconstruction fourni par les travailleurs commence à porter ses fruits : le chiffre d'affaires des banques dépasse celui d'avant-guerre. Les grandes entreprises investissent et tournent à plein rendement. Les barrages sortent de terre, les voies ferrées sont électrifiées. Dans les chantiers navals, la concentration se poursuit et M. Fould contrôle 60 % des constructions après le rachat des chantiers de la Loire par Penhoët. La France est une immense ruche où l'on travaille très dur. Pourtant, chez les ouvriers et les petits paysans, le malaise grandit car le fruit de cet énorme effort échappe à ses auteurs. Une minorité s'engraisse, tandis que la majorité laborieuse vit chichement. Les dizaines de milliers d'ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire gagnent péniblement leur vie.

— Les uns, des ruraux aux familles souvent nombreuses, sont venues à la ville chercher l'embauche, tout en gardant un lopin de terre. « Ouvriers-Paysans », leurs journées sont d'autant plus longues qu'il faut y ajouter les heures de transport.

— Les autres sont nés dans des familles ouvrières. Souvent plus qualifiées et plus fortement syndiqués ou politisés que les ouvriers-paysans, ils vivent entassés dans les faubourgs.

La bicyclette, le vélomoteur pour les plus aisés, est le seul moyen de transport quotidien. La voiture particulière apparaît comme un luxe inaccessible et même une insulte lorsque l'indispensable manque au plus grand nombre.

Pour joindre les deux bouts, il faut faire des heures et surtout augmenter les cadences pour respecter le boni, qui représente aux chantiers 50 % du salaire garanti. Pour tenir le boni, chaque équipe doit effectuer une tâche ou une pièce en un temps donné par le chronométreur ou « taylor ». Ce temps est établi par le « taylor » en fonction de moyennes arbitraires, souvent élevées. Pour l'ouvrier malade ou fatigué, le vieux travailleur qui malgré l'expérience ne peut tenir la cadence, la paie de quinzaine sera bien mince. Le boni est l'aspect le plus mal supporté de l'exploitation quotidienne, c'est lui qui va cristalliser la mécontentement général.

Une forte syndicalisation

Au début de l'année, poussés par la base, les syndicats réclament une nouvelle convention collective, des augmentations de salaire, la réduction des heures de travail et la suppression du boni (chez les adultes). À long terme, ils souhaitent un retour progressif aux quarante heures, sans réduction de salaire, et surtout la

parité avec Paris, revendications jugées inacceptables par le patronat qui affirme que ces « utopies » mettraient les entreprises en péril... Ce refrain, connu des militants ouvriers depuis des années, ne fait que les rendre encore plus combattifs. Fait assez rare en France, les trois principaux syndicats sont, en Loire-Atlantique, de force à peu près égale. La CFTC recrute massivement chez les ouvriers-paysans, venus de Bretagne, d'Anjou et de Vendée. Force ouvrière dont la scission avec la CGT est encore récente, est présente dans toutes les grandes usines. Bien des ouvriers y ont adhéré à la suite des grèves insurrectionnelles de 1947-1948 et les militants trotskistes et socialistes y côtoient les « apolitiques ». La CGT est forte d'une implantation très ancienne et du poids du PCF. Toutefois, bien des ouvriers voient en elle simplement une grande centrale ouvrière, sans être pour autant toujours d'accord avec les communistes. Même certains de ses délégués assez âgées se réclament de l'anarcho-syndicalisme.

Plusieurs mois de grèves larvées

Dans les six premiers mois de 1955, les principales usines de Nantes-Saint-Nazaire connaissent une agitation permanente. Aux Batignolles et aux Forges de l'Ouest (métallurgie), à la SNCASO (aviation), aux raffineries de Donges, dans le bâtiment, aux fonderies de Saint-Denis, on débraye par usine, par atelier pendant une heure ou une journée. L'effervescence est générale, discussions et meetings politiques et syndicaux se multiplient. Mais c'est des chantiers navals que va partir la grève. Les soudeurs y avaient un boni très souple et forfaitaire en raison de leur appartenance à plusieurs postes de travail. Ils se voient imposer le système général au début de l'année et vont regrouper autour de leurs problèmes tous les mécontentements. Pendant de longues semaines, ils sont à la pointe du combat et cassent systématiquement les carences en refusant d'effectuer leur boni. Ils perturbent ainsi toute l'activité des chantiers. Étant indispensables à plusieurs étapes de fabrication des navires, ils vont gripper toute la machine. Une simple affichette un soir et le lendemain, tous les soudeurs manquent à l'appel sans autre forme de préavis. Le mouvement part de la base et les syndicats l'appuient.

Le lundi de Pâques, le mouvement s'étend, la grève est totale pour obtenir le paiement des jours fériés. Le 1er mai, malgré trois mois d'unité d'action à la base aux chantiers, les divergences d'appareil restent les plus fortes et les syndicats ne parviennent pas à organiser une manifestation unitaire. Cependant, l'action continue. Le 5 mai, des comités de lutte regroupent par atelier et par corporation des ouvriers (chaudronniers, soudeurs...). Un appel à ne pas briser la grève est lancé aux soudeurs d'une entreprise extérieure (la SAF). Il est entendu. Jusqu'au 20 juin, les soudeurs n'obtiennent rien. Exaspérés ils décident de passer à l'action directe.

La grève jalonnée de multiples incidents, parfois très violents, va servir de détonateur à d'autres conflits syndicaux et ne prendra fin qu'au début octobre.

LES PETITES ANNONCES DE GAVROCHE

Réservées à nos lecteurs collectionneurs d'objets ou de documents historiques, à l'exclusion de toute publicité commerciale, nos Petites Annonces bénéficient d'un tarif peu élevé : nous espérons ainsi vous permettre d'acquérir ou d'échanger les pièces que vous souhaitez, et de contribuer encore ainsi à une meilleure connaissance de l'Histoire populaire.

Dépôt des annonces : avant le 15 du mois précédant la date de parution (par exemple avant le 15 août pour un numéro de septembre).

Prix : 50 F jusqu'à 5 lignes ; 8 F par ligne supplémentaire. Le règlement (par mandat ou par chèque à l'ordre des Éditions Floréal) doit accompagner le texte de l'annonce.

Il ne sera pas envoyé de facture ni d'exemplaire justificatif.

- Recherche « Le Journal illustré », « l'Univers illustré », pour achat ou échange. Écrire « Éd. Floréal », n° 001.

- Gavroche recherche pour sa documentation iconographique, des cartes postales sur les métiers, les coutumes populaires, les costumes, les scènes de travail, les fêtes... Retour des originaux si demandé.

- Reherchons cartes postales de grèves (ouvriers, viticulteurs), vie rurale (XIXe, début XXe) et de propagande (nationaliste, militaire, religieuse), guerre 14-18. Écrire « Éd. Floréal ».

- Cherche livres anciens sur Révolution 89, 1830, 1848 et 1870. Faire offre. Écrire « Éd. Floréal », n° 003.

- Achète Affiches révolutionnaires, toutes origines. Écrire « Éd. Floréal », n° 005.

- Recherche « Le Monde » des lendemains d'élections, années 1945 à 1982. Roger Mathian, chemin des Sardières, 01000 Bourg-en-Bresse.

LES ARISTOS

Nous avons respecté la curieuse orthographe de cette chanson, calligraphiée en 1849 sur du papier à en-tête du Parquet du Procureur général de la Cour d'appel de Poitiers par quelque greffier plus scrupuleux qu'instruit...

Paroles de Gustave Leroy
Airs de Préville et Taconets

1er

Oui, je sui geux par amours par principe
l'ambition n'a pas d'attraits pour mois,
Croyez-le bien j'suis plus heureux qu'un roi
qui vit et meurs sans trops savoir pourquoi,
Je hais celui qui jamais ne travaille
et s'enrichits dans un honteux repos
en trafiquent dans de salle tripots
cest notr'sueur qui gagn'sa boustifaille,
Voilà pourquoi j'aim'pas les aristos.

2e

Je ne les aim'pas, non point parc'qu'il son riche
mais parc'que l'or rent un homme immorale,
lorsque peignés, frisé comm'des caniche,
ils vont fierment cancanner dans un bal
pour assouvire un sentiment brutal,
la pauvre fille à leur serment se livre ;
ils la séduis'nt, puis lui donnent campots
et si l'pèr pleure ou se pose en héros
l'honneur du pauvre ils l'achét'nt a la livre
voilà pourquoi j'aime pas les aristos

3e

D'ces amours la qu'un petits enfan naise
l'aimeront ils ? ils sont trops dépravées
leur position exig'qu'on le délaisse
et l'pauvr'petit entre aux enfants trouvées
ses bons instincts seront tous entravées
eux, sans remords, coulent des jours prospère
sans émotion ils oublient à propos
la chair de leurs chairs et les os de leurs os
les mauvais cœurs ne son jamais bons pères
Voilà pourquoi j'aim'pas les aristos.

4e

Pour secourir les pauvr's à domicille
ils font toilett' pour se faire valoir,
puis, en voiture, ils arrivent à l'asile
du malheureux, este que cas devrait voir
l'prix d'une voitur' paierait bien du pain noir
q'un amis souffr', vite l'ouvrier trotte,
toujours à pied, quelque fois en sabots,
et son argent n'pass' pas dans las landaux,
l'humanité n'a pas peur de la crotte
voila pourquoi j'aim' pas les aristos.

5e

Aux élections, ils font faire des affiches
et tous ensemble ils disent : nous voilà
un autres ajout' : je vous ferai tous riches
dans les prisons mon teint s'étiola
vous et's mes frères, j'promes cecicela
puis quand leurs noms ont emporté la chance
ils boivent le vin et nous payons les pots
on manque d'ouvrage, on augmente les impôts
Des malheureux ils vol'nt la conscience
voilà pourquoi j'aim'pas les aristos.

6e

Parlon un peuts du chansonnier en blouse
du malheureux il s'est fait l'avocat
les aristos, dans leur humeur jalouse
on fait surjire un mots peu délicat
aux sots l'habits sert de certificat
ils s'croi'ent d'l'esprit si leur mis etaisé
s'ils onts toujours des bijoux, des chapaux
pens'ent ils qu'l'esprits s'vent avec les paltot
non, c'est du cœur que jaillit la pensée
Voila pourquoi j'aim'pas les aristos

7e

Jusqu'à la mort leur luxe nous torture
leurs corbillard sont garnie en argent
et comme on paie un p'tits bout de tenture il est bien rare qu'un défunt indigent
puisse lutter contre un droits outrageant
puis quand leur corps son descendus en terre
l'enfant du riches pleure dans des caveaux
l'enfant du pauvre parcourant les tombaux
cherch' mais en vain, la tombe de sa mère
Voila pourquoi j'aime pas les aristos.

COUR D'APPEL
DE POITIERS.

Parquet
du
Procureur ~~général~~.

Division

N°.

Les aristos

Paroles de Gustave Leroy

airs d. Previll. et Taconets

1er

Oui, je suis ~~geux~~ par, amours par principe
l'ambition n'a pas d'attraits pour mois,
Quand j'ai d'l'ouvrage, un vieux litre, une pipe
Croyez le bien j'suis plus heureux qu'un roi
qui vit et meurs sans trops savoir pourquoi,
je hais celui qui jamais ne travaille
et s'enrichits dans un honteux repos
en trafiquant dans de salle tripots
cest notr' sueur qui gagn' sa boustifaille,
voila pourquoi j'aim pas les aristos.

2me

je ne les aimpas, non point parc qu'il son riche
mais parc que l'or rent un homme immorale,
lorsque peignés, frisé comm' des caniche,
ils vont fièrement cancanner dans un bal
pour assouvire un sentiment brutal,
la pauvre fille a leur serment se livre,
ils la sedhuis'nt, puis lui donnent campots
et si l'per pleure ou se pose en héros
l'honneur du pauvre fils l'achét'nt a la livre
voila pourquoi j'aim pas les aristos.

Voir en page 3 de couverture le texte complet de cette chanson notée en 1849 par un greffier de la Cour d'appel de Poitiers.